
maître d'ouvrage

Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable



PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS INONDATION

Bassin versant du Lez

approuvé le 18/12/2006

Règlement

maître d'œuvre

Direction Départementale de l'Équipement



Vaucluse

Service Eau Environnement et Bases Aériennes
Cite administrative – BP 1045
84098 Avignon cedex 09
Tél. : 04.90.80.87.50 Fax : 04.90.80.87.51
e-mail : EEBA.DDE-84@equipement.gouv.fr
<http://www.vaucluse.equipement.gouv.fr>

Drôme

Service Aménagement Sud
4 place Laënnec – BP 1013
26015 Valence cedex
Tél. : 04.75.79.75.19 Fax : 04.75.42.87.75
e-mail : SAS.DDE-26@equipement.gouv.fr
<http://www.drome.equipement.gouv.fr>

SOMMAIRE

TITRE 1	Portée du règlement.....	4
	<i>Chapitre 1 - Champ d'application.....</i>	<i>4</i>
	Article 1 – Champ d'application territorial.....	4
	Article 2 – Modalités de prise en compte du risque inondation.....	4
	Article 3 – Objectifs majeurs du PPR du bassin versant du Lez.....	4
	Article 4 – Principes de zonage (voir tableaux page 6)	5
	<i>Chapitre 2 - Effets du Plan de Prévention des Risques.....</i>	<i>7</i>
	<i>Chapitre 3 - Définitions et références techniques.....</i>	<i>8</i>
	Article 1 -Secteurs traversés par le Lez et autres cours d'eau ou vallats et ayant fait l'objet d'une modélisation hydraulique.....	8
	Article 2 -Secteurs traversés par le Lez et autres cours d'eau ou vallats mais n'ayant pas fait l'objet d'une modélisation hydraulique (pas de cotes de références sur le zonage réglementaire) :	8
TITRE 2	Règles applicables dans la zone Rouge et Ra	10
	<i>Chapitre 1 - Réglementation des projets nouveaux</i>	<i>10</i>
	Article 1 -Sont interdits.....	10
	Article 2 - Peuvent être autorisés :	10
	Article 2.1 - En zone rouge.....	10
	Article 2.2 -Dans la zone Ra (zone d'aléa faible de la zone d'expansion de crue) en sus de la zone rouge :	11
	Recommandation applicable aux constructions existantes :	12
	Article 3 -Prescriptions réglementaires applicables aux projets futurs (y compris Ra)	12
	3.1 – les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :	12
	3.2 – les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions constructives suivantes :	13
	3.3 – les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les autres règles suivantes :	13
	<i>Chapitre 2 - Réglementation applicable aux constructions existantes (y compris en zone Ra)</i>	<i>13</i>
	Prescriptions :	13
	Recommandations :	14
	<i>Chapitre 3 - Règles applicables aux infrastructures et équipements publics.....</i>	<i>14</i>
TITRE 3	Règles applicables en zone hachurée Rouge	15
	<i>Chapitre 1 - Réglementation de projets nouveaux</i>	<i>15</i>
	Article 1 -Sont interdits.....	15
	Article 2 -Peuvent être autorisés.....	15
	Article 3 -Prescriptions réglementaires applicables aux projets futurs.....	17
	3.1 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :	17

3.2 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions constructives suivantes :	17
3.3 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les autres règles suivantes :	18
<i>Chapitre 2 - Réglementation applicable aux constructions existantes.....</i>	<i>18</i>
Prescriptions :	18
Recommandations :	19
<i>Chapitre 3 - Règles applicables aux infrastructures et équipements publics.....</i>	<i>19</i>
TITRE 4 Règles applicables dans la zone Orange.....	20
<i>Chapitre 1 - Réglementation des projets nouveaux</i>	<i>20</i>
Article 1 -Sont interdits.....	20
Article 2 -Peuvent être autorisés.....	20
Article 3 -Prescriptions réglementaires applicables aux projets futurs.....	22
3.1 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :	22
3.2 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions constructives suivantes :	22
3.3 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les autres règles suivantes :	23
<i>Chapitre 2 - Réglementation applicable aux constructions existantes.....</i>	<i>23</i>
Prescriptions :	23
Recommandations :	24
<i>Chapitre 3 - Règles applicables aux infrastructures et équipements publics.....</i>	<i>24</i>
TITRE 5 Règles applicables dans la zone Jaune.....	25
<i>Chapitre 1 - Réglementation des projets nouveaux</i>	<i>25</i>
Article 1 -Sont interdits.....	25
Article 2 -Peuvent être autorisés.....	25
Article 3 -Prescriptions réglementaires applicables aux projets futurs.....	27
3.1 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :	27
3.2 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions constructives suivantes :	27
3.3 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les autres règles suivantes :	28
<i>Chapitre 2 - Réglementation applicable aux constructions existantes.....</i>	<i>28</i>
Prescriptions :	28
Recommandations :	28
<i>Chapitre 3 - Règles applicables aux infrastructures et équipements publics.....</i>	<i>29</i>

TITRE 6	Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde	30
	<i>Chapitre 1 - Prescriptions</i>	<i>30</i>
	Article 1 – Pour les communes et établissements publics de coopération intercommunale :.....	30
	Article 2 – Pour les personnes privées, physiques ou morales (en plus des règles dictées dans les précédents titres) :	31
	Article 3 – Pour les maître d'ouvrages des infrastructures routières publiques (Etat, départements, communes) :	31
	<i>Chapitre 2 - Recommandations</i>	<i>31</i>
	Article 1 – Dans les secteurs concernés par l'aléa inondation :.....	31
	Article 2 – A l'échelle du bassin versant du Lez :	31
	2.1 – Maîtriser les écoulements, ruissellements et transports solides :	31
	2.2 – Dans les secteurs agricoles et forestiers :	32
Annexe 1	Lexique.....	33
Annexe 2	Définition de l'aléa.....	35
Annexe 3	Index.....	36

TITRE 1

Portée du règlement

Chapitre 1 - Champ d'application

Les articles L. 562-1 à L. 562-9 du code de l'environnement fondent le plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPR) du bassin versant du Lez, prescrit par arrêté interdépartemental n° 1858 du 8 août 2000. Ces articles codifient les dispositions de la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987, relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques naturels majeurs, elle-même modifiée par la loi n° 95-101 du 2 février 1995 (loi Barnier), relative au renforcement de la protection de l'environnement.

La cartographie ainsi que les dispositions réglementaires du PPR du Lez sont donc définies notamment en application des articles L. 562-1 à L. 562-9 du code de l'environnement et du décret d'application de la loi Barnier n° 95-1089 du 5 octobre 1995.

En application de ces textes le présent règlement fixe les dispositions applicables :

- aux biens et activités existants,
- à l'implantation de toute construction et installation,
- à l'exécution de tous travaux,
- à l'exercice de toute activité.

Il s'applique sans préjudice de l'application des autres législations et réglementations en vigueur, notamment la loi sur l'eau de 1992, les codes de l'Urbanisme, de l'Environnement, de la Construction et de l'Habitation, Forestier, Rural.

Article 1 – Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique sur tout le territoire des communes du bassin versant du Lez.

Article 2 – Modalités de prise en compte du risque inondation

En application de la circulaire du 24 janvier 1994, **la crue de référence retenue pour déterminer les zones exposées au risque d'inondation sur le bassin versant du Lez est la crue centennale.**

Article 3 – Objectifs majeurs du PPR du bassin versant du Lez

La réalisation du PPR du Lez répond à deux priorités majeures :

- préserver les vies humaines,
- réduire la vulnérabilité des biens et le coût des dommages.

Ces objectifs conduisent à :

- Interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement et les limiter dans les autres zones inondables,
- Préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues pour ne pas aggraver les risques pour les zones situées en amont et en aval du projet,
- Eviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés,
- Sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues les plus fréquentes et la qualité des paysages souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère encore naturel des vallées concernées.

Article 4 – Principes de zonage (voir tableaux page 6)

En application de l'article L. 562-1 et L. 562-8 du code de l'environnement, du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 et des principes énoncés par la circulaire du 24 janvier 1994 et du 24 avril 1996, le zonage réglementaire du PPR du Lez comprend cinq zones distinctes :

- La zone **Rouge** dénommée **R** correspond aux secteurs d'écoulement des crues soumis à un aléa fort dans les secteurs urbanisés, agricoles ou naturels ; aux secteurs d'écoulement torrentiel des ravins et vallats et aux zones d'expansion des crues. Les secteurs d'aléa faible de la zone d'expansion ont été distingués lorsque l'enjeux le justifiait. Les secteurs concernés apparaissent en quadrillé rouge sur le zonage réglementaire (dénommée **Ra**).
- La zone **hachurée Rouge** dénommée **U** correspond aux secteurs d'aléa moyen et fort des centres urbains.
- La zone **Orange** dénommée **O** correspond aux secteurs d'écoulement des crues soumis à un aléa moyen dans les secteurs urbanisés et secteurs agricoles ou naturels.
- La zone **Jaune** dénommée **J** correspond aux secteurs d'écoulement des crues soumis à un aléa faible dans les centres urbains, les secteurs urbanisés et les secteurs agricoles ou naturels.

Ces zones résultent du croisement de trois variables :

- L'intensité de l'aléa qui se décompose en trois classes : fort, moyen, faible (cf. annexe n°2).
- Les enjeux traduits par le mode d'occupation du sol qui comprennent eux aussi trois classes :
 - Les centres urbains qui se caractérisent notamment par leur histoire, une occupation du sol de fait importante, une continuité bâtie et la mixité des usages entre logements, commerces et services,
 - Les autres secteurs urbanisés qui ne présentent pas l'ensemble des caractéristiques d'historicité, de densité, de continuité et de mixité du bâti,
 - Les secteurs agricoles ou naturels peu ou pas urbanisés.
- Les dynamiques hydrauliques comprennent quatre classes :
 - Les secteurs de ruissellement pluvial,
 - Les secteurs d'écoulement des crues des principaux cours d'eau,
 - Les secteurs d'écoulement torrentiel des ravins et vallats,
 - Les zones d'expansion de crue, c'est à dire les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés où l'on peut stocker de façon naturelle un volume d'eau important.

Cependant, ne relèvent pas du PPR les effets qui pourraient être induits par une maîtrise insuffisante des eaux pluviales, notamment en zone urbaine du fait de la concentration de l'habitat et de l'imperméabilisation des sols.

Le croisement de ces trois variables pour déterminer le zonage réglementaire peut être synthétisé dans les tableaux suivants :

Écoulement des crues des principaux cours d'eaux :

Aléa Enjeux	faible	moyen	fort
Centres urbains			
Autres secteurs urbanisés			
Secteurs agricoles ou naturels			

Expansion des crues :

Aléa Enjeux	Faible	moyen	fort
Secteurs Agricoles ou naturels			

Écoulement torrentiel (ravins, vallats, ruisseaux, cartographiés) :

Aléa Enjeux	fort
Centres urbains	
Autres secteurs urbanisés	
Secteurs agricoles ou naturels	

Cas particulier des secteurs exposés aux écoulements torrentiels non cartographiés :

Les écoulements et ruissellements en cas d'événement pluvieux important peuvent être dangereux dans les vallats et les ravins ou dans leur environnement immédiat. Des règles particulières s'appliquent à la gestion de ces espaces : notamment une zone non constructible de part et d'autre de ces écoulements est délimitée, même si ces écoulements ne sont pas tracés sur la cartographie d'aléa ou réglementaire.

Ruissellement pluvial et accumulation d'eau :

Aléa Enjeux	faible
Centres urbains	
Autres secteurs urbanisés	
Secteurs agricoles ou naturels	

Avertissement concernant les zones non inondables limitrophes des zones inondables :

en dehors des zones définies dans le zonage réglementaire du présent PPR, le risque inondation normalement prévisible est très faible jusqu'à l'aléa de la crue de référence retenue. Cependant, pour la réalisation et l'utilisation des sous-sols et dispositifs enterrés, il appartient aux maîtres d'ouvrage de prendre en compte la présence possible d'une nappe souterraine et l'éventualité, à proximité des zones cartographiées, d'une crue supérieure à la crue de référence.

Chapitre 2 - Effets du Plan de Prévention des Risques

Qui est responsable du présent règlement ?

La nature et les conditions d'exécution des mesures et techniques de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du **maître d'ouvrage** et du **maître d'œuvre** concernés par les constructions, travaux et installations visés.

Qu'en est-il des biens et activités existants antérieurement à la publication du PPR ?

Les biens et activités existants antérieurement à l'approbation du PPR **continuent de bénéficier du régime général de garantie prévu par les articles L. 125-1 à L. 125-6 du code des assurances**, lorsque l'état de catastrophe naturelle est constaté par arrêté interministériel.

Quel est le délai pour se conformer au règlement ?

Pour les biens et activités implantés antérieurement à l'approbation de ce plan, le propriétaire ou l'exploitant dispose d'un **délai maximal de 5 ans** pour se conformer aux prescriptions (voir chapitre 2 de chaque titre), sauf disposition particulière de celui-ci.

Quel sera le coût pour la mise en conformité des constructions existantes ?

En application de l'article 5 du décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995, les mesures de prévention des risques naturels prévisibles concernant les biens existants antérieurement à l'approbation de ce plan **ne peuvent entraîner un coût supérieur à 10% de la valeur vénale ou estimée des biens** à la date d'approbation du présent PPR.

A qui s'impose le PPR ?

Le règlement et le zonage réglementaire s'imposent à **toute personne publique ou privée** même lorsqu'il existe un document d'urbanisme. Le non-respect des dispositions du PPR est puni des peines prévues à l'article L. 480-4 du code l'urbanisme.

Conformément aux articles L. 126-1 et R. 123-14 du code de l'urbanisme, le Plan de Prévention des Risques doit être annexé aux Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT), aux Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) anciennement Plan d'Occupation des Sols (POS) et aux cartes communales.

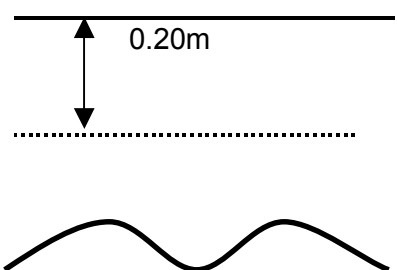
Toute demande d'autorisation d'occupation ou d'utilisation du sol dans le périmètre inondable défini par le PPR devra être accompagnée des éléments d'information permettant d'apprécier la conformité du projet aux règles d'urbanisme instituées par le règlement du PPR.

Le plan de prévention des risques approuvé vaut servitude publique en application de l'article L. 562-4 du code de l'environnement.

Chapitre 3 - Définitions et références techniques

Article 1 -Secteurs traversés par le Lez et autres cours d'eau ou vallats et ayant fait l'objet d'une modélisation hydraulique.

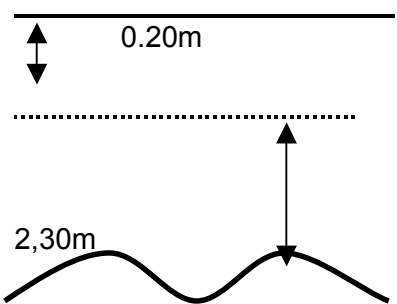
La cote de référence est l'altitude en tout point de la crue de référence. Elle est calculée et exprimée en mètres rattachés au nivellement général de la France (NGF) au droit de profils en travers reportés sur les documents graphiques, (notamment sur le zonage réglementaire). En un lieu donné, la cote de référence sera calculée **par interpolation linéaire entre les cotes voisines connues**. Ces deux cotes connues seront repérées sur le plan de zonage réglementaire. Par mesure de précaution le premier niveau de plancher utile des constructions sera calé 0,20m au-dessus de la cote de référence.

Premier plancher utile =	Cote de référence + 0,20m	
Cote de référence =	Cote lue sur le zonage réglementaire	
Terrain naturel =	Altitude moyenne du terrain en NGF, sous l'emprise du projet	

Article 2 -Secteurs traversés par le Lez et autres cours d'eau ou vallats mais n'ayant pas fait l'objet d'une modélisation hydraulique (pas de cotes de références sur le zonage réglementaire) :

En zone Rouge la cote de référence est fixée à 2,30m (hauteur moyenne d'un étage) au-dessus du Terrain Naturel (TN) au droit de l'emprise de la construction. Par mesure de précaution le premier niveau de plancher utile des constructions sera calé 0,20m au-dessus de la cote de référence, soit 2,50m au-dessus du terrain naturel au droit de l'emprise de la construction.

Cependant la cote de plancher peut être adaptée dans la mesure où le maître d'ouvrage produit une étude hydraulique démontrant que la hauteur d'eau est inférieure à 2,30m.

Premier plancher utile =	Cote de référence (2,30) + 0,20m = 2,50m	
Cote de référence =	Niveau d'un premier étage soit 2,30m	
Terrain naturel =	Altitude moyenne du terrain en NGF, sous l'emprise du projet	

En zone rouge Ra la cote de référence est fixée à 0,50 m (identique à celle de la zone jaune Cf. ci-dessous).

- **En zone hachurée Rouge (centre ville ancien) la cote de référence est fixée à 2,30m** (hauteur moyenne d'un étage) au-dessus du terrain naturel au droit de l'emprise de la construction. Par mesure de précaution le premier niveau de plancher utile des constructions sera calé 0,20m au-dessus de la cote de référence (même schéma que pour la zone rouge), soit 2,50m au-dessus du terrain naturel au droit de l'emprise de la construction.
- **En zone Orange la cote de référence est fixée à 1m** au-dessus du terrain naturel. Elle correspond à la hauteur maximum de l'aléa pour cette zone. Par mesure de précaution, le premier niveau de plancher utile des constructions sera calé 0,20m au-dessus de la cote de référence, soit 1,20m au-dessus du terrain naturel au droit de l'emprise de la construction.

Premier plancher utile =	Cote de référence (1m) + 0,20m = 1,20m	
Cote de référence =	1m au-dessus du TN	
Terrain naturel (TN) =	Altitude moyenne du terrain en NGF, sous l'emprise du projet	

- **En zone Jaune la cote de référence est fixée à 0,50m** au-dessus du terrain naturel. Elle correspond à la hauteur maximum de l'aléa pour cette zone. Par mesure de précaution le premier niveau de plancher utile des constructions sera calé 0,20m au-dessus de la cote de référence, soit 0,70m au-dessus du terrain naturel au droit de l'emprise de la construction.

Premier plancher utile =	Cote de référence (0,50m) + 0,20m = 0,70m	
Cote de référence =	0,50m au-dessus du TN	
Terrain naturel (TN) =	Altitude moyenne du terrain en NGF, sous l'emprise du projet	

- **Disposition, concernant les axes d'écoulement pour les vallats, ruisseaux, ravines non zonés mais identifiés sur le fonds de plan IGN 1/25000 des cartes du PPR :**

Dans un bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des thalwegs, vallats, ruisseaux ou ravines (pour limiter les risques liés à l'érosion) :

- Interdiction d'implanter de nouvelles constructions en dehors de garages et d'abris de jardin d'une surface maximum de 20m²,
- Autorisation d'extensions limitées des constructions existantes à la condition que le niveau du plancher soit situé à 3m au dessus du fil d'eau.

TITRE 2

Règles applicables dans la zone Rouge et Ra

La zone **Rouge** dénommée **R** correspond aux secteurs d'écoulement des crues soumis à un aléa fort dans les secteurs urbanisés, agricoles ou naturels et aux zones d'expansion des crues.

Le principe du PPR est d'y interdire toute nouvelle construction. Cependant, dans les secteurs **d'aléa faible de la zone d'expansion de crue**, des adaptations mineures à ce principe peuvent être tolérées. Les secteurs concernés apparaissent en quadrillé rouge sur le zonage réglementaire.

Chapitre 1 - Réglementation des projets nouveaux

Est considéré comme projet nouveau :

- Toute construction nouvelle,
- Toute surélévation et extension de bâtiment existant,

Article 1 -Sont interdits

Tous les projets nouveaux à l'exception de ceux visés à l'article 2 ci-dessous.

Sont notamment interdits :

- **Les constructions nouvelles sauf cas listés aux articles 2, 2.1, 2.2,**
- **La création ou l'aménagement de sous-sols au-dessous de la cote de référence,**
- **La création ou l'extension d'aires de camping caravanning,**
- **La création ou l'extension d'aires d'accueil des gens du voyage,**
- **Tous travaux de terrassement, d'excavation ou de dessouchage ayant pour effet d'affouiller les berges naturelles, de mettre en danger la stabilité des talus de rive ou de faire obstacle au libre écoulement des eaux,**
- **Les remblais, sauf s'ils sont directement liés à des travaux autorisés,**
- **La reconstruction ou la restauration des constructions dont l'essentiel des murs porteurs été détruit par une crue.**

Article 2 - Peuvent être autorisés :

Article 2.1 - En zone rouge

Les projets nouveaux autorisés dans le présent article doivent respecter les prescriptions réglementaires de l'article 3.

- La reconstruction et la restauration d'un bâtiment existant sinistré, sauf après une crue, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite,
- L'extension d'un bâtiment en vue notamment de la création d'une aire de refuge au-dessus de la cote de référence. Son emprise au sol ne dépassera pas 20 m². L'extension au-dessous de la cote de référence ne comportera qu'un garage ou un vide sanitaire, ou ne sera pas entièrement close.

- L'extension d'une activité économique existante hors ERP dans les conditions suivantes :
 - l'entreprise devra démontrer que son projet global permet de minimiser son emprise au sol supplémentaire,
 - l'extension proposée devra permettre une réduction globale de la vulnérabilité sur les biens et les personnes pour l'ensemble des bâtiments (extension comprise) en ayant notamment pour objectif de participer à la mise en sécurité de l'ensemble des personnes accueillies,
 - le nombre de personnels accueillis ne devra pas augmenter de manière sensible,
 - par exception à l'alinéa 1 de l'article 3.1, l'extension de l'activité au-dessous de la cote de référence pourra accueillir tout type d'activités sauf des logements et du stockage de matières dangereuses ou polluantes
- La surélévation des constructions existantes :
 - ➤ à usage d'habitations, sous réserve de ne pas créer de nouveaux logements,
 - ➤ à usage d'Etablissements Recevant du Public (ERP), quels que soit la catégorie ou le type, sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil et la vulnérabilité des biens exposés au risque,
 - ➤ à usage professionnel, d'activité ou de stockage, sous réserve de ne pas augmenter de manière sensible la capacité d'accueil et la vulnérabilité des biens exposés au risque ;
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessus de la cote de référence sans augmentation de population, ni augmentation de la vulnérabilité des biens exposés au risque, et sous réserve que la destination nouvelle soit autorisée,
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessous de la cote de référence destiné à la création de garage.
- Les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau en cas de crue,
- Les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m². Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront si possible disposés hors d'eau.
- L'extension limitée et la mise aux normes des locaux sanitaires d'aires de camping caravanning, d'aires d'accueil des gens du voyage et d'espaces de plein air,
- Les aménagements d'espaces de plein air (espaces verts, équipement sportifs ouverts et de loisirs). Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, etc. ...) seront ancrés au sol. Les constructions annexes (toilettes publiques, locaux techniques....) ne devront pas dépasser 20 m²,
- Les abris ou appentis. La superficie ne dépassera pas 20m²,
- La création de garage individuel fermé sous la cote de référence. La superficie ne dépassera pas 20m².
- La création ou l'extension de surfaces affectées au stationnement de véhicules ouvertes au public, y compris les places de stationnement des commerces ou entreprises réservées aux visiteurs et personnels. Elles doivent impérativement faire l'objet d'un mode de gestion approprié, afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers
A cette fin, un règlement et un plan de gestion du stationnement doivent être établis et mis en œuvre par le responsable du parking. Ces règles et le plan doivent être communiqués à la mairie pour être insérés au plan communal de sauvegarde mentionné au titre 6 du présent règlement.

Article 2.2 - Dans la zone Ra (zone d'aléa faible de la zone d'expansion de crue) en sus de la zone rouge :

- La création de bâtiments liés et nécessaires à l'exploitation agricole ou forestière existante, autres que les bâtiments d'habitations ou ceux destinés à l'élevage, si aucune autre solution alternative n'est raisonnablement envisageable ailleurs.
- L'extension d'une activité économique existante hors ERP sans qu'il soit nécessaire de fournir les justifications demandées à l'alinéa 3 de l'article 2.1.
- La surélévation et l'extension limitée de l'emprise au sol (voir nota) des constructions existantes à usage d'habitation, sous réserve de ne pas créer de nouveaux logements.

Nota : par extension limitée de l'emprise au sol, on entend la moins contraignante des deux limites suivantes :

- ***20 m²***
 - ***10 % de l'emprise au sol de la construction, à la date d'approbation du PPR.***
- Le changement de destination des locaux au-dessus de la cote de référence pour l'aménagement de locaux liés et nécessaires à l'activité agricole. Si le changement de destination conduit à créer ou à étendre un ERP lié à l'activité agricole, seuls les ERP de 5^{ème} catégorie hors R, U et J seront autorisés.

Recommandation applicable aux constructions existantes :

- Aménagement ou création d'une aire de refuge, ou à minima d'un accès direct vers un niveau hors d'eau (comble, pièce à l'étage, terrasse, etc.), présentant une issue facilement accessible de l'extérieur par les services de secours.

Article 3 -Prescriptions réglementaires applicables aux projets futurs (y compris Ra)

3.1 – les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :

Le contrôle du respect des règles définies dans le présent article relève de l'autorité responsable de la délivrance des autorisations d'urbanisme. Les demandes d'urbanisme devront donc comporter l'ensemble des éléments permettant de vérifier les règles définies ci-dessous.

- Les planchers utiles destinés à supporter des personnes ou des équipements sensibles (exemples : groupe électrogène, dispositif de chauffage, etc. ...) doivent être implantés au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence, (voir titre 1, chapitre 3)
- Les nouvelles ouvertures ne seront pas créées sur les façades directement exposées au courant,
- **Disposition, concernant les axes d'écoulement pour les vallats, ruisseaux, ravines non zonés mais identifiés sur le fonds de plan IGN 1/25000 des cartes du PPR :**

Dans un bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des thalwegs, vallats, ruisseaux ou ravines (pour limiter les risques liés à l'érosion) :

- Interdiction d'implanter de nouvelles constructions en dehors de garages et d'abris de jardin d'une surface maximum de 20m²
- Autorisation d'extensions limitées des constructions existantes à la condition que le niveau du plancher soit situé à 3m au dessus du fil d'eau.

3.2 – les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions constructives suivantes :

Les maîtres d'ouvrage et les gestionnaires des bâtiments et équipements sont responsables de l'application et du respect des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation décrites dans le présent article.

- Obturation en période de crue des ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence. Un système d'obturation par batardeau est recommandé pour les hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre,
- Les équipements et réseaux sensibles à l'eau, notamment les coffrets d'alimentation en électricité, seront placés au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence. Le tableau de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable tout en maintenant l'alimentation électrique dans les niveaux supérieurs,
- La structure du bâtiment doit résister aux pressions hydrauliques des crues, écoulements et ruissellements,
- Les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (fondations de bâtiments et d'ouvrages, menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermique et phoniques ...), devront être constituées de matériaux insensibles à l'eau et conçues pour résister à la pression hydraulique, à l'érosion et aux effets des affouillements.

3.3 – les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les autres règles suivantes :

- Les aires de stockage des produits polluants ou dangereux doivent être implantées au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence,
- Les citernes qui ne peuvent pas être implantées au-dessus de la cote de référence devront être amarrées à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non-étanches et événements seront situés au-dessus de la cote de référence,
- Un dispositif pour empêcher les matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés en crue doit être mis en place (arrimage, ancrage, mise hors d'eau, ...),
- Les bâtiments et les ouvrages de quelque nature que ce soit, tant au regard de leurs caractéristiques, implantations, que de leur réalisation, ne doivent pas aggraver les risques en amont et en aval.

Chapitre 2 - Réglementation applicable aux constructions existantes (y compris en zone Ra)

- Sont autorisés les travaux d'entretien et de gestion courants (incluant notamment les réfections, aménagements, remplacements, ...) des bâtiments existants et les travaux destinés à réduire les risques pour leurs occupants.

Prescriptions :

Dans les 5 ans après approbation du plan de prévention des risques, les prescriptions suivantes sont rendues obligatoires :

- Aménagement ou création d'une aire de refuge, implantée au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence, de structure et dimensions suffisantes, facilement accessible de l'intérieur et présentant une issue de secours accessible de l'extérieur par les services de secours, (hormis en zone Ra où cette règle est une recommandation, voir titre 2, article 2.1),
- Les équipements et réseaux sensibles à l'eau, notamment les coffrets d'alimentation en électricité, seront placés au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence. Le tableau

de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable tout en maintenant l'alimentation électrique dans les niveaux supérieurs,

- Obturation en période de crue des ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence. Un système d'obturation par batardeau est recommandé pour les hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre,
- Création d'orifices de décharge au pied des murs de clôtures existantes faisant obstacle aux écoulements des crues,
- Les aires de stockage des produits polluants ou dangereux doivent être implantées au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence,
- Les citernes qui ne sont pas implantées au-dessus de la cote de référence devront être amarrées à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non-étanches et événements qui sont situés au-dessous de la cote de référence seront rehaussés pour être mis hors d'eau,
- Un dispositif pour empêcher les matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés en cas de crue doit être mis en place (arrimage, ancrage, mise hors d'eau, ...).

Recommandations :

Lors d'un aménagement, les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et phoniques, ...) devront être constituées de matériaux insensibles à l'eau.

Chapitre 3 - Règles applicables aux infrastructures et équipements publics

Peuvent être autorisés :

- Les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (station d'épuration, électricité, gaz, eau, téléphone, pipe-line, etc. ...), à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement pas envisageable. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 20 mètres des berges des cours d'eau, vallats, ruisseaux, talwegs, etc. Les stations d'épuration ainsi que les stations de pompage d'eau potable devront répondre aux préconisations fixées en application de la loi sur l'eau.
- Les éoliennes dans la mesure où leurs dispositifs sensibles sont situés au-dessus de la cote de référence,
- Les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du code de l'environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne pas aggraver les risques,
- Les surfaces affectées au stationnement de véhicules ouvertes au public existantes à la date d'approbation du PPR, y compris les places de stationnement des commerces ou entreprises réservées aux visiteurs et personnels. Elles doivent faire l'objet d'un mode de gestion approprié afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers.
- A cette fin, un règlement et un plan de gestion du stationnement doivent être établis et mis en œuvre par le responsable du parking dans un délai maximum de 3 ans. Ces règles et le plan doivent être communiqués à la mairie pour être insérés au plan communal de sauvegarde, mentionné au titre 6 du présent règlement,
- Les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval.

TITRE 3

Règles applicables en zone hachurée Rouge

La zone **hachurée Rouge** dénommée **U** correspond aux secteurs d'aléa moyen et fort des centres urbains.

Le principe du PPR est d'y permettre le maintien de l'activité en limitant la vulnérabilité des personnes et des biens.

Chapitre 1 - Réglementation de projets nouveaux

Est considéré comme projet nouveau :

- Toute construction nouvelle,
- Toute surélévation et extension de bâtiment existant,

Article 1 -Sont interdits

Tous les projets nouveaux à l'exception de ceux visés à l'article 2 ci-dessous.

Sont notamment interdits :

- La création ou l'extension de l'emprise au sol d'Etablissements Recevant du Public (ERP) de type R {établissement scolaire}, U {établissement sanitaire}, J {maison de retraite médicalisée}, ainsi que des établissements spécialisés de type Centre d'Aide par le Travail – (CAT),
- La création ou l'extension de l'emprise au sol d'ERP de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie,
- La création ou l'aménagement de sous-sols au-dessous de la cote de référence,
- La création ou l'extension d'aires de camping caravaning,
- La création ou l'extension d'aires d'accueil des gens du voyage,
- Tous travaux de terrassement, d'excavation ou de dessouchage ayant pour effet d'affouiller les berges naturelles, de mettre en danger la stabilité des talus de rive ou de faire obstacle au libre écoulement des eaux,
- Les remblais, sauf s'ils sont directement liés à des travaux autorisés,
 - La reconstruction ou la restauration des constructions dont l'essentiel des murs porteurs été détruit par une crue.

Article 2 -Peuvent être autorisés

Les projets nouveaux autorisés dans le présent article doivent respecter les prescriptions réglementaires de l'article 3.

- La reconstruction et la restauration d'un bâtiment existant sinistré, sauf après une crue, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite,
- la création de constructions :
 - à usage d'habitations (individuelles ou collectives),
 - à usage d'ERP classés en 4^{ème} et 5^{ème} catégorie, sauf ceux de type R, U et J,
 - à usage professionnel, d'activité ou de stockage, sauf les établissements spécialisés de type CAT,

- L'extension de l'emprise au sol et la surélévation des constructions existantes :
 - à usage d'habitations (individuelles ou collectives),
 - à usage d'ERP classés en 4^{ème} et 5^{ème} catégorie, sauf ceux de type R, U et J. S'il y a augmentation de la capacité d'accueil, la totalité des effectifs reçus devra être prise en compte dans le dimensionnement de l'aire de refuge,
 - à usage professionnel, d'activité ou de stockage, sauf l'extension de l'emprise au sol des établissements spécialisés de type CAT. S'il y a augmentation de la capacité d'accueil, la totalité des effectifs reçus devra être prise en compte dans le dimensionnement de l'aire de refuge.
- La surélévation :
 - des constructions existantes à usage d'ERP classés en 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} catégorie quel que soit le type, sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil et la vulnérabilité des biens exposés au risque,
 - des constructions existantes à usage d'ERP des 4^{ème} et 5^{ème} catégorie de type R, U et J, sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil et la vulnérabilité des biens exposés au risque,
- Le changement de destination et d'usage des locaux existants **à la date d'approbation du PPR**, au-dessous de la cote de référence, dans la mesure où il ne vise pas à créer de logement et qu'ils disposent d'un accès depuis l'intérieur à un niveau refuge situé à 0,20 m au-dessus de la cote de référence, suffisamment dimensionné pour y accueillir la totalité des personnes reçues. Le stockage de produit polluant ou dangereux est interdit au-dessous de la cote de référence.
- Les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau en cas de crue,
- Les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m². Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront si possible disposés hors d'eau.
- Les aménagements d'espaces de plein air (espaces verts, équipements sportifs ouverts et de loisirs). Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, ...) seront ancrés au sol,
- Les abris ou appentis. La superficie ne dépassera pas 20m²,
- La création de garage individuel fermé sous la cote de référence. La superficie ne dépassera pas 20m².
- La création de garages collectifs fermés non enterrés sous la cote de référence à condition de faire l'objet d'un mode de gestion approprié afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers.
- La création ou l'extension de surfaces affectées au stationnement de véhicules ouvertes au public, y compris les places de stationnement des commerces ou entreprises réservées aux

visiteurs et personnels. Elles doivent impérativement faire l'objet d'un mode de gestion approprié, afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers

A cette fin, un règlement et un plan de gestion du stationnement doivent être établis et mis en œuvre par le responsable du parking. Ces règles et le plan doivent être communiqués à la mairie pour être insérés au plan communal de sauvegarde mentionné au titre 6 du présent règlement.

Article 3 -Prescriptions réglementaires applicables aux projets futurs

3.1 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :

Le contrôle du respect des règles définies dans le présent article relève de l'autorité responsable de la délivrance des autorisations d'urbanisme. Les demandes d'urbanisme devront donc comporter l'ensemble des éléments permettant de vérifier les règles définies ci-dessous.

- Les planchers utiles destinés à supporter des personnes ou des équipements sensibles (exemples : groupe électrogène, dispositif de chauffage, etc. ...), doivent être implantés au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence, (voir titre 1, chapitre 3)
- Les nouvelles ouvertures ne seront pas créées sur les façades directement exposées au courant,
- La desserte des constructions de nature à provoquer un rassemblement de personnes (ERP, bureaux, établissements industriels, lotissements, ...), devra être assurée par deux voies en sens unique permettant la libre circulation des secours. S'il n'est possible d'aménager qu'une seule voie, celle-ci devra permettre le croisement des véhicules de secours avec les autres véhicules et devra disposer d'une bande roulable de 5 m.

Ces établissements seront recensés dans le plan communal de sauvegarde et devront faire l'objet de dispositions particulières permettant soit leur évacuation, soit le maintien de leur fonction en période de crue.

- **Disposition, concernant les axes d'écoulement pour les vallats, ruisseaux, ravines non zonés mais identifiés sur le fonds de plan IGN 1/25000 des cartes du PPR :**

Dans un bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des thalwegs, vallats, ruisseaux ou ravines (pour limiter les risques liés à l'érosion) :

- Interdiction d'implanter de nouvelles constructions en dehors de garages et d'abris de jardin d'une surface maximum de 20m² ,
- Autorisation d'extensions limitées des constructions existantes à la condition que le niveau du plancher soit situé à 3m au dessus du fil d'eau.

3.2 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions constructives suivantes :

Les maîtres d'ouvrage et les gestionnaires des bâtiments et équipements sont responsables de l'application et du respect des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation décrites dans le présent article.

- Obturation en période de crue des ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence. Un système d'obturation par batardeau est recommandé pour les hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre,
- Les équipements et réseaux sensibles à l'eau, notamment les coffrets d'alimentation en électricité, seront placés au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence. Le tableau

de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable tout en maintenant l'alimentation électrique dans les niveaux supérieurs,

- La structure du bâtiment doit résister aux pressions hydrauliques des crues, écoulements et ruissellements,
- Les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (fondations de bâtiments et d'ouvrages, menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et phoniques, ...), devront être constituées de matériaux insensibles à l'eau et conçues pour résister à la pression hydraulique, à l'érosion et aux effets des affouillements.

3.3 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les autres règles suivantes :

- Les aires de stockage des produits polluants ou dangereux, doivent être implantées au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence,
- Les citernes qui ne peuvent pas être implantées au-dessus de la cote de référence devront être amarrées à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non-étanches et événements seront situés au-dessus de la cote de référence,
- Un dispositif pour empêcher les matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés en crue doit être mis en place (arrimage, ancrage, mise hors d'eau, ...),
- Les bâtiments et les ouvrages de quelque nature que ce soit, tant au regard de leurs caractéristiques, implantations, que de leur réalisation, ne doivent pas aggraver les risques en amont et en aval.

Chapitre 2 - Réglementation applicable aux constructions existantes

- Sont autorisés les travaux d'entretien et de gestion courants (incluant notamment les réfections, aménagements, remplacement, ...) des bâtiments existants et les travaux destinés à réduire les risques pour leurs occupants.

Prescriptions :

Dans les 5 ans après approbation du plan de prévention des risques, les prescriptions suivantes sont rendues obligatoires :

- Aménagement ou création d'une aire de refuge, implantée au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence, de structure et dimensions suffisantes, facilement accessible de l'intérieur et présentant une issue de secours accessible de l'extérieur par les services de secours,
- Les équipements et réseaux sensibles à l'eau, notamment les coffrets d'alimentation en électricité, seront placés au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence. Le tableau de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable tout en maintenant l'alimentation électrique dans les niveaux supérieurs,
- Obturation en période de crue des ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence. Un système d'obturation par batardeau est recommandé pour les hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre,
- Création d'orifices de décharge au pied des murs de clôtures existantes faisant obstacle aux écoulements des crues,

- Les aires de stockage des produits polluants ou dangereux doivent être implantées au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence,
- Les citernes qui ne sont pas implantées au-dessus de la cote de référence devront être amarrées à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non-étanches et événements qui sont situés au-dessous de la cote de référence seront rehaussés pour être mis hors d'eau,
- Un dispositif pour empêcher le matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés en crue doit être mis en place (arrimage, ancrage, mise hors d'eau, ...),

Recommandations :

Lors d'un aménagement, les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et phoniques, ...) devront être constituées de matériaux insensibles à l'eau.

Chapitre 3 - Règles applicables aux infrastructures et équipements publics

Peuvent être autorisés :

- Les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (station d'épuration, électricité, gaz, eau, téléphone, pipe-line, etc. ...), à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement pas envisageable. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 20 mètres des berges des cours d'eau, vallats, ruisseaux, talwegs, etc. Les stations d'épuration ainsi que les stations de pompage d'eau potable devront répondre aux préconisations fixées en application de la loi sur l'eau.
- Les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du code de l'environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne pas aggraver les risques,
- Les surfaces affectées au stationnement de véhicules ouvertes au public existantes à la date d'approbation du PPR, y compris les places de stationnement des commerces ou entreprises réservées aux visiteurs et personnels. Elles doivent faire l'objet d'un mode de gestion approprié afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers.
- A cette fin, un règlement et un plan de gestion du stationnement doivent être établis et mis en œuvre par le responsable du parking dans un délai maximum de 3 ans. Ces règles et le plan doivent être communiqués à la mairie pour être insérés au plan communal de sauvegarde, mentionné au titre 6 du présent règlement,
- Les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval.

TITRE 4

Règles applicables dans la zone Orange

La zone **Orange** dénommée **O** correspond aux secteurs d'écoulement des crues soumis à un aléa moyen dans les secteurs urbanisés et secteurs agricoles ou naturels.

Le principe du PPR est d'y permettre des extensions limitées visant à améliorer la sécurité des personnes et à ne pas augmenter la population exposée.

Chapitre 1 - Réglementation des projets nouveaux

Est considéré comme projet nouveau :

- Toute construction nouvelle,
- Toute surélévation et extension de bâtiment existant,

Article 1 -Sont interdits

Tous les projets nouveaux à l'exception de ceux visés à l'article 2 ci-dessous.

Sont notamment interdits :

- **Les constructions nouvelles, sauf cas particuliers listés aux articles 2, 2.1 et 2.2**
- **La création ou l'aménagement de sous-sols au-dessous de la cote de référence,**
- **La création ou l'extension d'aires de camping caravanning,**
- **La création ou l'extension d'aires d'accueil des gens du voyage,**
- **Tous travaux de terrassement, d'excavation ou de dessouchage ayant pour effet d'affouiller les berges naturelles, de mettre en danger la stabilité des talus de rive ou de faire obstacle au libre écoulement des eaux,**
- **Les remblais, sauf s'ils sont directement liés à des travaux autorisés,**
- **La reconstruction ou la restauration des constructions dont l'essentiel des murs porteurs été détruit par une crue.**

Article 2 -Peuvent être autorisés

Les projets nouveaux autorisés dans le présent article doivent respecter les prescriptions réglementaires de l'article 3.

- La reconstruction et la restauration d'un bâtiment existant sinistré, sauf après une crue, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite,
- La création de bâtiments liés et nécessaires à l'exploitation agricole ou forestière, autres que les bâtiments d'habitations ou ceux destinés à l'élevage, si aucune autre solution alternative n'est raisonnablement envisageable ailleurs.
- L'extension d'une activité économique existante hors ERP dans les conditions suivantes :
 - l'entreprise devra démontrer que son projet global permet de minimiser son emprise au sol supplémentaire,
 - l'extension proposée devra permettre une réduction globale de la vulnérabilité sur les biens et les personnes pour l'ensemble des bâtiments (extension comprise) en ayant notamment pour objectif de participer à la mise en sécurité de l'ensemble des personnes accueillies,
 - le nombre de personnels accueillis ne devra pas augmenter de manière sensible,

- par exception à l'alinéa 1 de l'article 3.1, l'extension de l'activité au-dessous de la cote de référence pourra accueillir tout type d'activités sauf des logements et du stockage de matières dangereuses ou polluantes
- La surélévation et l'extension limitée de l'emprise au sol (voir nota) des constructions existantes :
 - à usage d'habitations, sous réserve de ne pas créer de nouveaux logements,
 - à usage d'ERP, classés en 4^{ème} et 5^{ème} catégorie quel que soit le type, sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil et la vulnérabilité des biens exposés au risque,
 - à usage professionnel, d'activité ou de stockage, sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil et la vulnérabilité des biens exposés au risque,

Nota : par extension limitée de l'emprise au sol, on entend la moins contraignante des deux limites suivantes :

- ***20 m²***
 - ***10 % de l'emprise au sol de la construction, à la date d'approbation du PPR.***
- La surélévation des ERP classés en 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie quel que soit le type, sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil et la vulnérabilité des biens exposés au risque,
 - Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessus de la cote de référence, sans augmentation de population, ni augmentation de la vulnérabilité des biens exposés au risque et sous réserve que la destination nouvelle soit autorisée,
 - Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessous de la cote de référence destiné à la création de garage.
 - Les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau en cas de crue,
 - Les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m². Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront si possible disposés hors d'eau.
 - L'extension limitée et la mise aux normes des locaux sanitaires d'aires de camping caravanning, d'aires d'accueil des gens du voyage et d'espaces de plein air,
 - Les aménagements d'espaces de plein air (espaces verts, équipement sportifs ouverts et de loisirs). Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, etc. ...) seront ancrés au sol. Les constructions annexes ne devront pas dépasser 20 m²,
 - Les abris ou appentis. La superficie ne dépassera pas 20m²,
 - La création de garage individuel fermé sous la cote de référence. La superficie ne dépassera pas 20m².
 - La création ou l'extension de surfaces affectées au stationnement de véhicules ouvertes au public, y compris les places de stationnement des commerces ou entreprises réservées aux visiteurs et personnels. Elles doivent impérativement faire l'objet d'un mode de gestion approprié, afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers
A cette fin, un règlement et un plan de gestion du stationnement doivent être établis et mis en œuvre par le responsable du parking. Ces règles et le plan doivent être communiqués à la mairie pour être insérés au plan communal de sauvegarde, mentionné au titre 6 du présent règlement.

Article 3 - Prescriptions réglementaires applicables aux projets futurs

3.1 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :

Le contrôle du respect des règles définies dans le présent article relève de l'autorité responsable de la délivrance des autorisations d'urbanisme. Les demandes d'urbanisme devront donc comporter l'ensemble des éléments permettant de vérifier les règles définies ci-dessous.

- Les planchers utiles destinés à supporter des personnes ou des équipements sensibles (exemples : groupe électrogène, dispositif de chauffage, etc. ...), doivent être implantés au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence, (voir titre 1, chapitre 3)
- Les nouvelles ouvertures ne seront pas créées sur les façades directement exposées au courant,
- La desserte des constructions de nature à provoquer un rassemblement de personnes (ERP, bureaux, établissements industriels, lotissements, ...), devra être assurée par deux voies en sens unique permettant la libre circulation des secours. S'il n'est possible d'aménager qu'une seule voie, celle-ci devra permettre le croisement des véhicules de secours avec les autres véhicules et devra disposer d'une bande roulable de 5 m.

Ces établissements seront recensés dans le plan communal de sauvegarde et devront faire l'objet de dispositions particulières permettant soit leur évacuation, soit le maintien de leur fonction en période de crue.

- **Disposition, concernant les axes d'écoulement pour les vallats, ruisseaux, ravines non zonés mais identifiés sur le fonds de plan IGN 1/25000 des cartes du PPR :**

Dans un bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des thalwegs, vallats, ruisseaux ou ravines (pour limiter les risques liés à l'érosion) :

- Interdiction d'implanter de nouvelles constructions en dehors de garages et d'abris de jardin d'une surface maximum de 20m²
- Autorisation d'extensions limitées des constructions existantes à la condition que le niveau du plancher soit situé à 3m au dessus du fil d'eau.

3.2 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions constructives suivantes :

Les maîtres d'ouvrages et les gestionnaires des bâtiments et équipements sont responsables de l'application et du respect des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation décrites dans le présent article.

- Obturation en période de crue des ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence. Un système d'obturation par batardeau est recommandé pour les hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre,
- Les équipements et réseaux sensibles à l'eau, notamment les coffrets d'alimentation en électricité, seront placés au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence. Le tableau de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable tout en maintenant l'alimentation électrique dans les niveaux supérieurs,
- La structure du bâtiment doit résister aux pressions hydrauliques des crues, écoulements et ruissellements,
- Les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (fondations de bâtiments et d'ouvrages, menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et

phoniques, ...), devront être constituées de matériaux insensibles à l'eau et conçues pour résister à la pression hydraulique, à l'érosion et aux effets des affouillements.

3.3 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les autres règles suivantes :

- Les aires de stockage des produits polluants ou dangereux doivent être implantées au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence,
- Les citernes qui ne peuvent pas être implantées au-dessus de la cote de référence devront être amarrées à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non-étanches et événements seront situés au-dessous de la cote de référence,
- Un dispositif pour empêcher les matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés en crue doit être mis en place (arrimage, ancrage, mise hors d'eau, ...),
- Les bâtiments et les ouvrages de quelque nature que ce soit, tant au regard de leurs caractéristiques, implantations, que de leur réalisation, ne doivent pas aggraver les risques en amont et en aval.

Chapitre 2 - Réglementation applicable aux constructions existantes
--

- Sont autorisés les travaux d'entretien et de gestion courants (incluant notamment les réfections, aménagements, remplacements, ...) des bâtiments existants et les travaux destinés à réduire les risques pour leurs occupants sont autorisés.

Prescriptions :

Dans les 5 ans après approbation du plan de prévention des risques, les prescriptions suivantes sont rendues obligatoires :

- Aménagement ou création d'une aire de refuge, implantée au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence, de structure et dimensions suffisantes, facilement accessible de l'intérieur et présentant une issue de secours accessible de l'extérieur par les services de secours,
- Les équipements et réseaux sensibles à l'eau, notamment les coffrets d'alimentation en électricité, seront placés au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence. Le tableau de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable tout en maintenant l'alimentation électrique dans les niveaux supérieurs,
- Obturation en période de crue des ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence. Un système d'obturation par batardeau est recommandé pour les hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre,
- Création d'orifices de décharge au pied des murs de clôtures existants, faisant obstacle aux écoulements des crues,
- Les aires de stockage des produits polluants ou dangereux doivent être implantées au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence,
- Les citernes qui ne sont pas implantées au-dessus de la cote de référence devront être amarrées à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non-étanches et événements qui sont situés au-dessous de la cote de référence seront rehaussés pour être mis hors d'eau,
- Un dispositif pour empêcher le matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés en crue doit être mis en place (arrimage, ancrage, mise hors d'eau, ...).

Recommandations :

Lors d'un aménagement, les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et phoniques, ...) devront être constituées de matériaux insensibles à l'eau.

Chapitre 3 - Règles applicables aux infrastructures et équipements publics

Peuvent être autorisés :

- Les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (station d'épuration, électricité, gaz, eau, téléphone, pipe-line, etc. ...), à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement pas envisageable. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 20 mètres des berges des cours d'eau, vallats, ruisseaux, talwegs, etc. Les stations d'épuration ainsi que les stations de pompage d'eau potable devront répondre aux préconisations fixées en application de la loi sur l'eau.
- Les éoliennes dans la mesure où leurs dispositifs sensibles sont situés au-dessus de la cote de référence,
- Les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du code de l'environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne pas aggraver les risques,
- Les surfaces affectées au stationnement de véhicules ouvertes au public existantes à la date d'approbation du PPR, y compris les places de stationnement des commerces ou entreprises réservées aux visiteurs et personnels. Elles doivent faire l'objet d'un mode de gestion approprié afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers.
A cette fin, un règlement et un plan de gestion du stationnement doivent être établis et mis en œuvre par le responsable du parking dans un délai maximum de 3 ans. Ces règles et le plan doivent être communiqués à la mairie pour être insérés au plan communal de sauvegarde, mentionné au titre 6 du présent règlement,
- Les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval.

TITRE 5

Règles applicables dans la zone Jaune

La zone **Jaune** dénommée **J** correspond aux secteurs d'écoulement des crues soumis à un aléa faible dans les centres urbains, les secteurs urbanisés et les secteurs agricoles ou naturels.

Le principe du PPR est d'y permettre un développement compatible avec l'exposition au risque.

Chapitre 1 - Réglementation des projets nouveaux

Est considéré comme projet nouveau :

- Toute construction nouvelle,
- Toute surélévation et extension de bâtiment existant,

Article 1 -Sont interdits

Tous les projets nouveaux à l'exception de ceux visés à l'article 2 ci-dessous.

Sont notamment interdits :

- **La création d'Etablissements Recevant du Public (ERP) de 1ère, 2ème et 3ème catégorie, quel que soit le type,**
- **La création ou l'aménagement de sous-sols au-dessous de la cote de référence,**
- **La création de bâtiments publics nécessaires à la gestion d'une crise et notamment ceux utiles à la sécurité civile et au maintien de l'ordre public, sauf à démontrer l'impossibilité d'une implantation alternative,**
- **La création ou l'extension d'aires de camping caravaning,**
- **La création ou l'extension d'aires d'accueil des gens du voyage,**
- **Tous travaux de terrassement, d'excavation ou de dessouchage ayant pour effet d'affouiller les berges naturelles, de mettre en danger la stabilité des talus de rive ou de faire obstacle au libre écoulement des eaux,**
- **Les remblais, sauf s'ils sont directement liés à des travaux autorisés.**
- **La reconstruction ou la restauration des constructions dont l'essentiel des murs porteurs été détruit par une crue**

Article 2 -Peuvent être autorisés

Les projets nouveaux autorisés dans le présent article doivent respecter les prescriptions réglementaires de l'article 3.

- La reconstruction et la restauration d'un bâtiment existant sinistré, sauf après une crue, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite,
- La création de constructions :
 - à usage d'habitations (individuelles ou collectives),
 - à usage d'ERP classés en 4^{ème} et 5^{ème} catégorie,
 - à usage d'ERP classés en 4^{ème} et 5^{ème} catégorie, de type R, U et J, **si l'impossibilité d'une implantation alternative hors zone à risque est démontrée (y compris hors commune dans un document d'analyse territoriale basé essentiellement sur l'examen des contraintes spatiales)**

- à usage professionnel (pour exploitation agricole : hors élevage), d'activité ou de stockage. Pour les établissements spécialisés de type CAT, **l'impossibilité d'une implantation alternative hors zone à risque devra être démontrée (y compris hors commune)**
- L'extension de l'emprise au sol et la surélévation des constructions existantes :
 - à usage d'habitations (individuelles ou collectives),
 - à usage d'ERP classés en 4^{ème} et 5^{ème} catégorie hors R,U et J limités à 360 personnes, (soit 20% de plus de la capacité maximum de la quatrième catégorie). S'il y a augmentation de la capacité d'accueil, la totalité des effectifs reçus devra être prise en compte dans le dimensionnement de l'aire de refuge,
 - à usage d'ERP classés en 4^{ème} et 5^{ème} catégorie, de type R, U et J dans la mesure où le maintien du fonctionnement du bâtiment est assuré en période de crue .S'il y a augmentation de la capacité d'accueil, la totalité des effectifs reçus devra être prise en compte dans le dimensionnement de l'aire de refuge,
 - à usage professionnel, d'activité ou de stockage. Pour les établissements spécialisés de type CAT. Le maintien du fonctionnement du bâtiment sera assuré en période de crue Dans tous les cas, s'il y a augmentation de la capacité d'accueil, la totalité des effectifs reçus devra être prise en compte dans le dimensionnement de l'aire de refuge.
 - à usage d'ERP classés en 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} catégorie quelque soit le type, à condition que l'augmentation de l'effectif ne dépasse pas 10 % de la capacité d'accueil à la date d'approbation du PPR. Le maintien du fonctionnement du bâtiment devra être assuré en période de crue et la totalité des effectifs reçus devra être prise en compte dans le dimensionnement de l'aire de refuge.
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessous de la cote de référence existants à la date d'approbation du PPR lorsqu'il entraîne une diminution significative du nombre et de la vulnérabilité des personnes et des biens exposés au risque, et sous réserve que la destination nouvelle soit autorisée, sauf à créer un hébergement nocturne en rez-de-chaussée,
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessous de la cote de référence destiné à la création de garage,
- Les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau en cas de crue,
- Les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m². Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront si possible disposés hors d'eau.
- Les aménagements d'espaces de plein air (espaces verts, équipements sportifs et de loisirs). Les locaux créés ne devront pas augmenter le risque en amont et en aval. Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, ...), seront ancrés au sol,
- Les abris ou appentis. La superficie ne dépassera pas 20m²,
- La création ou l'extension de surfaces affectées au stationnement de véhicules ouvertes au public, y compris les places de stationnement des commerces ou entreprises réservées aux visiteurs et personnels. Elles doivent impérativement faire l'objet d'un mode de gestion approprié, afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers
A cette fin, un règlement et un plan de gestion du stationnement doivent être établis et mis en œuvre par le responsable du parking. Ces règles et le plan doivent être communiqués à la mairie pour être insérés au plan communal de sauvegarde, mentionné au titre 6 du présent règlement.

Article 3 -Prescriptions réglementaires applicables aux projets futurs

3.1 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :

Le contrôle du respect des règles définies dans le présent article relève de l'autorité responsable de la délivrance des autorisations d'urbanisme. Les demandes d'urbanisme devront donc comporter l'ensemble des éléments permettant de vérifier les règles définies ci-dessous.

- Les planchers utiles destinés à supporter des personnes ou des équipements sensibles (exemples : groupe électrogène, dispositif de chauffage, etc. ...) doivent être implantés au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence, (voir titre 1, chapitre 3)
- Les nouvelles ouvertures ne seront pas créées sur les façades directement exposées au courant,
- , La desserte des constructions de nature à provoquer un rassemblement de personnes (ERP, bureaux, établissements industriels, lotissements, ...), devra être assurée par deux voies en sens unique permettant la libre circulation des secours. S'il n'est possible d'aménager qu'une seule voie, celle-ci devra permettre le croisement des véhicules de secours avec les autres véhicules et devra disposer d'une bande roulable de 5 m.

Ces établissements seront recensés dans le plan communal de sauvegarde et devront faire l'objet de dispositions particulières permettant soit leur évacuation, soit le maintien de leur fonction en période de crue.

- **Disposition, concernant les axes d'écoulement pour les vallats, ruisseaux, ravines non zonés mais identifiés sur le fonds de plan IGN 1/25000 des cartes du PPR :**

Dans un bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des thalwegs, vallats, ruisseaux ou ravines (pour limiter les risques liés à l'érosion) :

- Interdiction d'implanter de nouvelles constructions en dehors de garages et d'abris de jardin d'une surface maximum de 20m² ,
- Autorisation d'extensions limitées des constructions existantes à la condition que le niveau du plancher soit situé à 3m au dessus du fil d'eau.

3.2 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les prescriptions constructives suivantes :

Les maîtres d'ouvrages et les gestionnaires des bâtiments et équipements sont responsables de l'application et du respect des règles de construction, d'aménagement et d'exploitation décrites dans le présent article.

- Obturation en période de crue des ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence. Un système d'obturation par batardeau est recommandé pour les hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre,
- Les équipements et réseaux sensibles à l'eau, notamment les coffrets d'alimentation en électricité, seront placés au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence. Le tableau de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable tout en maintenant l'alimentation électrique dans les niveaux supérieurs,
- La structure du bâtiment doit résister aux pressions hydrauliques des crues, écoulements et ruissellements,
- Les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (fondations de bâtiments et d'ouvrages, menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et phoniques, ...), devront être constituées de matériaux insensibles à l'eau et conçues pour résister à la pression hydraulique, à l'érosion et aux effets des affouillements.

3.3 – Les projets nouveaux autorisés au titre de l'article 2 doivent respecter les autres règles suivantes :

- Les aires de stockage des produits polluants ou dangereux doivent être implantées au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence,
- Les citernes qui ne peuvent pas être implantées au-dessus de la cote de référence devront être amarrées à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non-étanches et événements seront situés au-dessous de la cote de référence,
- Un dispositif pour empêcher le matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés en crue doit être mis en place (arrimage, ancrage, mise hors d'eau, ...),
- Les bâtiments et les ouvrages de quelque nature que ce soit, tant au regard de leurs caractéristiques, implantations, que de leur réalisation, ne doivent pas aggraver les risques en amont et en aval.

Chapitre 2 - Réglementation applicable aux constructions existantes
--

- Sont autorisés les travaux d'entretien et de gestion courants (incluant notamment les réfections, aménagements, remplacements, ...) des bâtiments existants et les travaux destinés à réduire les risques pour leurs occupants.

Prescriptions :

Dans les 5 ans après approbation du plan de prévention des risques, les prescriptions suivantes sont rendues obligatoires :

- Les équipements et réseaux sensibles à l'eau, notamment les coffrets d'alimentation en électricité, seront placés au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence. Le tableau de distribution électrique sera conçu de façon à pouvoir couper facilement l'électricité dans le niveau inondable tout en maintenant l'alimentation électrique dans les niveaux supérieurs,
- Obturation en période de crue des ouvertures dont tout ou partie se trouve située au-dessous de la cote de référence. Un système d'obturation par batardeau est recommandé pour les hauteurs d'eau inférieures à 1 mètre,
- Création d'orifices de décharge au pied des murs de clôtures existantes faisant obstacle aux écoulements des crues,
- Les aires de stockage des produits polluants ou dangereux doivent être implantées au minimum à 0,20m au-dessus de la cote de référence,
- Les citernes qui ne sont pas implantées au-dessus de la cote de référence devront être amarrées à un massif de béton servant de lest. Les citernes enterrées seront lestées et ancrées. Les orifices non-étanches et événements qui sont situés au-dessous de la cote de référence seront rehaussés pour être mis hors d'eau,
- Un dispositif pour empêcher le matériaux stockés ou équipements extérieurs d'être emportés en crue doit être mis en place (arrimage, ancrage, mise hors d'eau, ...).

Recommandations :

Lors d'un aménagement, les parties d'ouvrages situées au-dessous de la cote de référence (menuiseries et vantaux, revêtements de sols et murs, protections thermiques et phoniques, ...) devront être constituées de matériaux insensibles à l'eau.

- Aménagement ou création d'une aire de refuge, ou à minima d'un accès direct vers un niveau hors d'eau (comble, pièce à l'étage, terrasse, etc.), présentant une issue facilement accessible de l'extérieur par les services de secours.

Chapitre 3 - Règles applicables aux infrastructures et équipements publics

Peuvent être autorisés :

- Les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (station d'épuration, électricité, gaz, eau, téléphone, pipe-line, etc. ...), à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement pas envisageable. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 20 mètres des berges des cours d'eau, vallats, ruisseaux, talwegs, etc. Les stations d'épuration ainsi que les stations de pompage d'eau potable devront répondre aux préconisations fixées en application de la loi sur l'eau.
- Les éoliennes dans la mesure où leurs dispositifs sensibles sont situés au-dessus de la cote de référence,
- Les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du code de l'environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne pas aggraver les risques,
- Les surfaces affectées au stationnement de véhicules ouvertes au public existantes à la date d'approbation du PPR, y compris les places de stationnement des commerces ou entreprises réservées aux visiteurs et personnels. Elles doivent faire l'objet d'un mode de gestion approprié afin d'assurer l'alerte et la mise en sécurité des usagers.
- A cette fin, un règlement et un plan de gestion du stationnement doivent être établis et mis en œuvre par le responsable du parking dans un délai maximum de 3 ans. Ces règles et le plan doivent être communiqués à la mairie pour être insérés au plan communal de sauvegarde, mentionné au titre 6 du présent règlement,
- Les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval.

TITRE 6 Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde

Important La démarche de réduction de la vulnérabilité devra être intégrée dans le cadre de la mise en œuvre des contrats agriculture durable (CAD), contrat de rivière, schéma d'aménagement de rivière ou documents équivalents.

Chapitre 1 - Prescriptions

En dehors des généralités du PPR, il est rappelé (voir article L 211-7 du code de l'environnement) que les collectivités sont habilitées à utiliser les articles L. 151-36 à L. 151-40 du code rural pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

Le schéma de restauration, d'aménagement et de gestion du Lez devra être poursuivi par les collectivités locales compétentes.

Article 1 – Pour les communes et établissements publics de coopération intercommunale :

- **Etablir un plan communal de sauvegarde** visant la mise en sécurité des personnes, en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours et les services compétents de l'Etat et des collectivités concernées, dans un délai d'un an.

Ce plan doit notamment comprendre :

- ⇒ Un plan d'alerte à l'échelle territoriale pertinente, le détail des mesures, moyens et travaux de prévention, de sauvetage et de protection appropriés devant être mis en œuvre par la collectivité, les personnes morales, publiques et privées et les particuliers,
- ⇒ Un plan des aires de refuge individuelles et collectives (existantes et à créer), un plan de circulation et d'accès permettant l'évacuation des personnes et facilitant l'intervention des secours,
- ⇒ Un plan d'organisation et des moyens à mobiliser pour intervenir.

Le maire devra préciser les modalités de déclenchement et la mise en œuvre de ce plan. D'autre part, un système d'alerte des populations doit être prévu.

- **Etablir un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM),**
- Réaliser régulièrement **des campagnes d'information des riverains** sur le risque inondation selon les modalités propres à la collectivité. La campagne d'information des riverains devra être réactualisée au moins tous les deux ans.
- **Etablir un schéma directeur d'assainissement pluvial** ou d'écoulement pluvial communal afin d'assurer la maîtrise du débit et des ruissellements pluviaux notamment dans les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées, dans un délai de trois ans.

Ce schéma devra entre autres choses, définir les zones contributives, les prescriptions et les équipements à mettre en œuvre par les aménageurs, la collectivité et les particuliers et destinés à la rétention ou l'infiltration des eaux pluviales dans le cadre d'une gestion optimale des débits de pointe et la mise en sécurité des personnes contre les inondations.

Le schéma devra également définir les mesures dites alternatives à la parcelle, permettant la rétention des eaux pluviales sur le terrain d'assiette afin de limiter les impacts des

aménagements ou équipements dans les zones émettrices de ruissellement et d'au moins compenser les ruissellements induits.

Article 2 – Pour les personnes privées, physiques ou morales (en plus des règles dictées dans les précédents titres) :

- **Démolir tout bâtiment ou installation menaçant ruine** ou pouvant être ruiné par une crue, évacuer les matériaux et déchets pouvant être emportés par une crue. Le délai d'évacuation de ruines existantes à la date d'approbation du plan de prévention est fixé à trois ans,
- **Compenser l'augmentation du ruissellement** résultant d'une modification de l'occupation du sol (imperméabilisation, déboisement, défrichement, concentration des rejets, etc. ...) par des mesures individuelles ou collectives.

Article 3 – Pour les maître d'ouvrages des infrastructures routières publiques (Etat, départements, communes) :

- **Etablir un plan d'alerte et d'intervention**, en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours et les autres services compétents de l'Etat, visant la mise en sécurité des usagers des voies publiques dans un délai de trois ans.

Chapitre 2 - Recommandations

Article 1 – Dans les secteurs concernés par l'aléa inondation :

- **Maîtriser l'urbanisation** dans les zones situées à l'intérieur du champ des crues exceptionnelles,
- **Adapter les voies d'accès aux habitations et aux équipements** à condition de ne pas entraver le libre écoulement de crues, pour les équipes et les matériels de secours,
- **Installer les locaux à sommeil** au-dessus de la cote de référence,
- **Protéger les bâtiments des entrées d'eau** en cas de crue. A cet effet, les ouvertures pourraient être équipées de dispositifs d'obturation partielle, capables de résister aux pressions hydrauliques,
- **Vérifier la bonne tenue des murs de protection et des digues** notamment après chaque crue.

Article 2 – A l'échelle du bassin versant du Lez :

2.1 – Maîtriser les écoulements, ruissellements et transports solides :

- **Soutenir, étendre et développer les coopérations et actions intercommunales**, telles que les études et travaux engagés dans le cadre du syndicat mixte du bassin versant du Lez, nécessaires à la connaissance, à la cohérence et à la coordination des interventions visant à réduire l'intensité des aléas et à améliorer la prévention à l'échelle du bassin versant du Lez,
- **Mettre en place un programme pluriannuel d'entretien des cours d'eau** sur les communes riveraines du Lez et de ses affluents,
- **Vérifier la compatibilité de tous travaux**, susceptibles d'aggraver significativement les risques, avec les orientations du schéma programme d'entretien, de restauration et d'aménagement du Lez, validées par le maître d'ouvrage.

- **Assurer la surveillance et l'entretien des digues**

2.2 – Dans les secteurs agricoles et forestiers :

- **Définir les zones et les mesures** qui doivent être prises pour améliorer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et des ruissellements. Ainsi, par exemple, il convient de :
 - **Développer et mettre en œuvre des pratiques adaptées, des modes d'intervention agricoles et forestiers**, de culture et de gestion, visant la maîtrise des écoulements et intégrant une analyse de leurs incidences sur les ruissellements et érosions. Exemples : enherbement des vignes, sens du labour, entretien et aération de la surface du sol, maintien d'une couverture herbacée, réalisation de fossés de drainage proportionnés, etc. ... Il en est de même pour les travaux de terrassement et les mouvements de matériaux.
 - **Construire ou rétablir des murets et des haies** de manière à ralentir l'écoulement des eaux de ruissellement, mettre en place des pièges à sable et à graviers, enherber les vignes, planter régulièrement des bandes horizontales enherbées ou arborées pour limiter l'érosion et le ruissellement (article L. 311.4 du code forestier),
 - **Favoriser le reboisement** qui peut à terme réduire très fortement l'érosion des sols, les glissements de terrain et limiter l'apport de matériaux aux cours d'eaux (réduction de risques aux ouvrages, protections de berges, etc. ...),
 - **Porter une attention particulière aux massifs boisés** ainsi qu'à leur gestion, compte tenu des incidences sur les ruissellements et érosions. Notamment, porter une attention particulière à la gestion du sommet des collines ou aux têtes de ravins (article L. 311.2 du code forestier).
- **Les opérations de remembrement** doivent être mises en œuvre en tenant compte de leurs effets induits sur les écoulements et ruissellements. Elles doivent donc être accompagnées de mesures générales et particulières compensatoires.

Annexe 1

Lexique

Crue de référence

Dans le présent règlement, la crue de référence ayant servi à l'élaboration de la cartographie réglementaire est la crue d'occurrence centennale.

Emprise au sol

L'objectif des limitations d'extension de bâtiments au sol est de préserver la capacité d'expansion des crues et de limiter les dommages aux biens. C'est pourquoi, l'emprise réelle au sol est définie comme la surface hors œuvre brute (SHOB) du niveau édifié sur le sol, non compris la surface des parties de ce bâtiment construites sur une structure de type pilotis ou autre, ne portant pas atteinte aux capacités d'écoulement et de stockage des eaux.

Etablissement recevant du public (ERP)

Les ERP sont définis par l'article R. 123.2 du code de la construction et de l'habitation comme étant tous bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation payante ou non.

Sont considérés comme faisant partie du public toutes personnes admises dans l'établissement à quelque titre que ce soit en plus du personnel.

Il existe plusieurs catégories d'ERP :

- **1^{ère} catégorie** : au-dessus de 1500 personnes,
- **2^{ème} catégorie** : de 701 à 1500 personnes,
- **3^{ème} catégorie** : de 301 à 700 personnes,
- **4^{ème} catégorie** : 300 personnes et au-dessous à l'exception des établissements compris dans la 5^{ème} catégorie,
- **5^{ème} catégorie** : Etablissements faisant l'objet de l'article R. 123.14 du code la construction et de l'habitation dans lesquels l'effectif public n'atteint pas le chiffre fixé par le règlement de sécurité pour chaque type d'exploitation.

Il existe plusieurs type d'ERP :

- **Type J** : Etablissements médicalisés d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées.
- **Type R** : Etablissements d'enseignement ; internats primaires et secondaires ; collectifs des résidences universitaires ; écoles maternelles, crèches et garderies ; colonies de vacances.
- **Type U** : Etablissements de soins, établissements spécialisés (handicapées, personnes âgées, etc. ...) ; établissements de jour, consultants.

Garage

Partie de bâtiment destinée au stationnement des véhicules. Par véhicules, il faut entendre tous engins à roue ou à moyen de propulsion servant à transporter des personnes ou des marchandises : véhicules automobiles, motos, quads, caravanes, remorques, bateaux, avions, trains, locomotives, draisines, tanks, autochenilles, deux roues, chariots, voitures d'enfants, fauteuil roulant pour handicapés ou tout autre véhicule destiné aux personnes à mobilité réduite. Les machines-outils à moteur telles que les tondeuses ne sont pas des véhicules.

Installation

Regroupe les installations classées, installations diverses et travaux divers définies aux articles R. 442.2 et R. 442.3 du code de l'urbanisme.

Premier plancher utile

C'est le plancher habitable le plus bas des constructions à usage d'habitation ou d'activité.

Surface Hors Oeuvre Brute (SHOB)

Elle est définie par l'article R. 112.2 du code de l'urbanisme :

"La surface de plancher hors œuvre brute d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction".

Surface Hors Œuvre Nette (SHON)

Elle est définie par l'article R. 112.2 du code de l'urbanisme :

"La surface de plancher hors œuvre nette d'une construction est égale à la surface hors œuvre brute de cette construction après déduction :

- a) des surfaces de plancher hors œuvre des combles et des sous-sols non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel, commercial ;
- b) des surfaces de plancher hors œuvre des toitures-terrasses, des balcons, des loggias, ainsi que des surfaces non closes situées au rez-de-chaussée ;
- c) des surfaces de plancher hors œuvre des bâtiments ou parties de bâtiments aménagées en vue du stationnement des véhicules ;
- d) dans les exploitations agricoles, des surfaces de plancher des serres de production, des locaux destinés à abriter les récoltes, à héberger les animaux, à ranger et à entretenir le matériel agricole, des locaux de production et de stockage des produits à usage agricole, des locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation ;
- e) d'une surface égale à 5 % des surfaces hors œuvre affectées à l'habitation, telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des a), b) et c) ci-dessus.

Sont également déduites de la surface hors œuvre, dans le cas de la réfection d'un immeuble à usage d'habitation et dans la limite de cinq mètres carrés par logement, les surfaces de plancher effectuées à la réalisation de travaux tendant à l'amélioration de l'hygiène des locaux et celles résultant de la fermeture de balcons, loggias et surfaces non closes en rez-de-chaussée".

Sous-sol

Partie d'une construction aménagée au-dessous du niveau du terrain naturel.

Terrain naturel

Il s'agit du terrain avant travaux, sans remaniement apporté préalablement pour permettre la réalisation d'un projet de construction.

Annexe 2

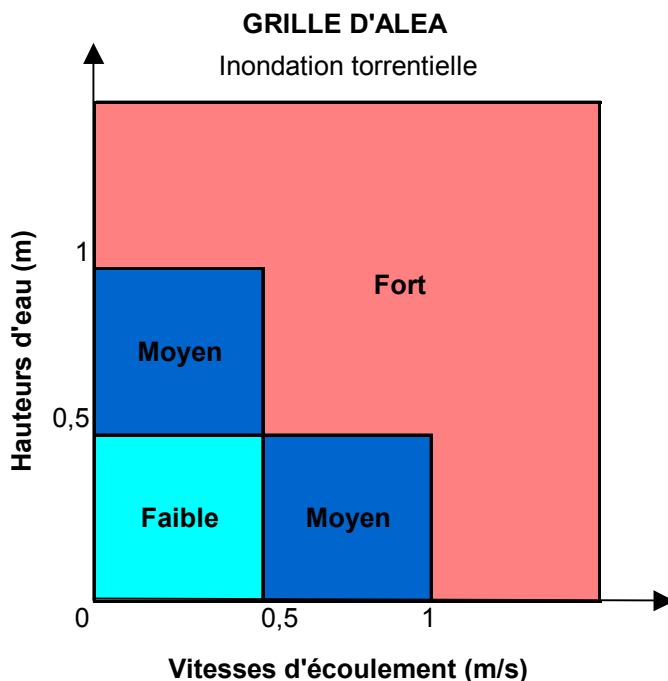
Définition de l'aléa

L'aléa est défini comme "la probabilité d'occurrence d'un phénomène naturel". Toutefois, pour les PPR on adopte une définition élargie qui intègre l'intensité des phénomènes (hauteurs et durées de submersion, vitesses d'écoulement) et qui permet de traiter plus facilement les événements difficilement probabilisables comme la plupart de crues torrentielles.

Les niveaux d'aléa sont déterminés en fonction de l'intensité des paramètres physiques de l'inondation de référence qui se traduisent en termes de dommages aux biens et de gravité pour les personnes. Ce sont essentiellement **les hauteurs d'eau, les vitesses d'écoulement, les durées de submersion et le risque d'érosion**.

Trois zones d'aléa sont distinguées en crue centennale, crue de référence du PPRI :

- **aléa fort (rouge)** : hauteur d'eau supérieure à 1 mètre ou inférieure à 1 mètre avec des vitesses d'écoulement élevées ou moyennes,
- **aléa moyen (bleu foncé)** : hauteur d'eau comprise entre 0,50m et 1m avec des vitesses d'écoulement faibles, ou hauteur d'eau inférieure à 0,50m avec des vitesses d'écoulement moyennes,
- **aléa faible (bleu clair)** : hauteur d'eau inférieure à 0,50m avec des vitesses d'écoulement faibles.



Par ailleurs, **un quatrième type d'aléa est indiqué sur les cartes : les zones « de ruissellement et d'accumulation d'eau », tracées en vert**. Ce sont des zones humides qui sont notablement inondées lors des fortes pluies, mais qui ne correspondent pas à une inondation de cours d'eau. L'aléa y reste faible.

Annexe 3

Index

A

aire de refuge.....	14, 17, 19, 24
aires d'accueil des gens du voyage	10, 16, 21, 26
aires de camping caravaning	10, 16, 21, 26
aires de stationnement	11, 17, 22, 27
aires de stockage	13, 14, 19, 20, 24, 29
arrimage	13, 14, 19, 20, 24, 25, 29
autres règles.....	13, 19, 24, 29
axes d'écoulement	9, 12, 18, 23, 28

B

biens et activités existants	4, 7
------------------------------------	------

C

camping caravaning.....	<i>Voir aire de camping caravaning</i>
changement de destination	11, 22, 27
citernes	13, 14, 19, 20, 24, 29
clôtures	11, 14, 17, 19, 22, 24, 27, 29
coffrets d'alimentation	13, 14, 18, 19, 23, 24, 28, 29
constructions existantes	7, 11, 12, 13, 17, 19, 22, 24, 27, 29
cote de référence.....	8

D

dessouchage	<i>Voir terrassement</i>
-------------------	--------------------------

E

enjeux.....	5
ERP.....	11, 16, 17, 18, 22, 23, 26, 28, 34
Etablissements Recevant du Public	<i>Voir ERP</i>

L

loi Barnier	4
-------------------	---

M

maintient de la sécurité civile.....	26
--------------------------------------	----

O

obturation	13, 14, 18, 19, 23, 24, 28, 29
orifices de décharge	<i>Voir</i> clôtures
ouvrages publics	15, 20, 25, 30

P

prescriptions constructives	13, 18, 23, 28
prescriptions d'urbanisme	12, 18, 23, 28
principes de zonage	5
projets futurs	12, 18, 23, 28

R

réseaux publics	14, 20, 25, 30
-----------------------	----------------

S

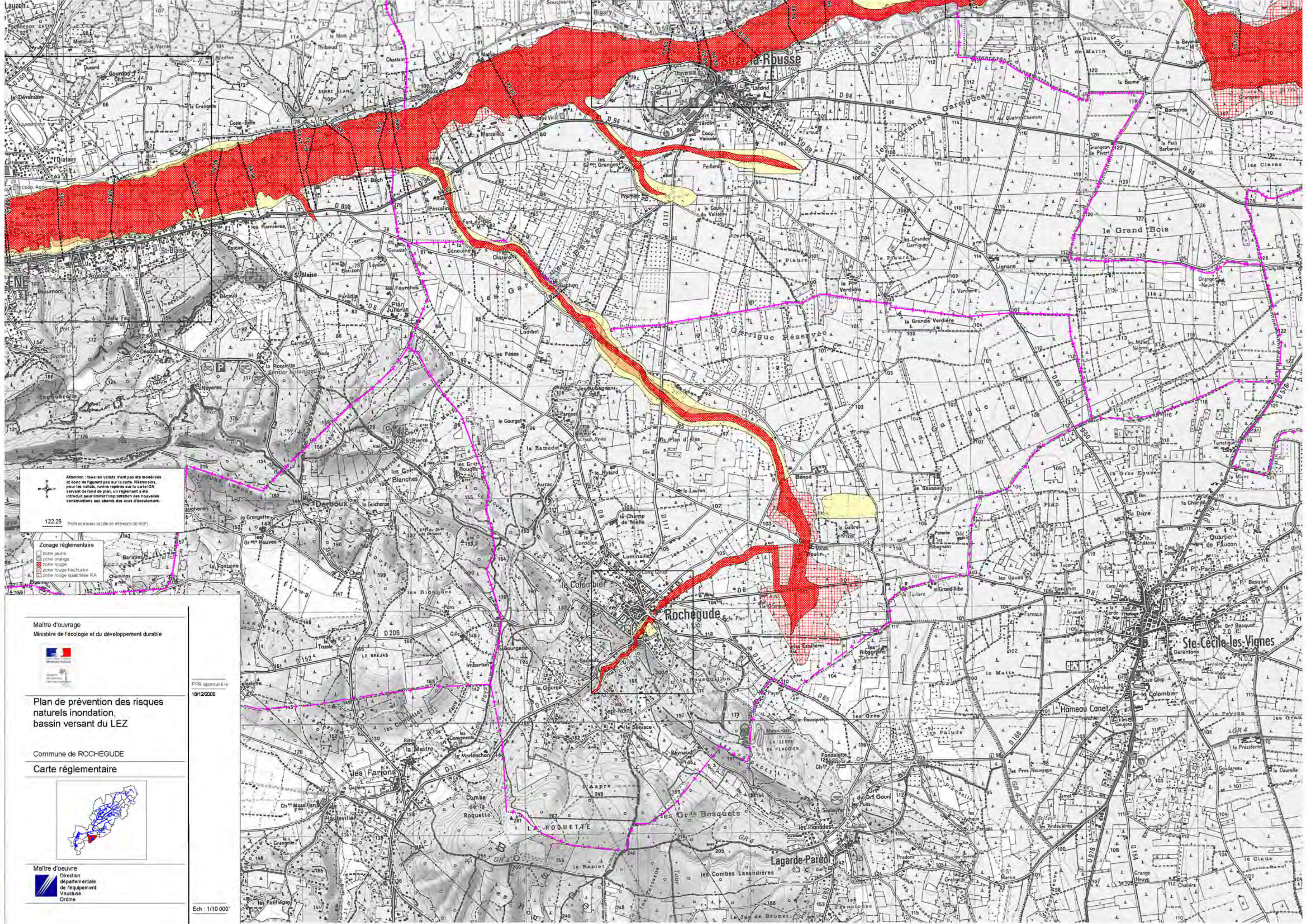
sous-sols	6, 10, 16, 21, 26, 35
structure du bâtiment	13, 19, 23, 28

T

terrassement	10, 16, 21, 26, 33
--------------------	--------------------

Z

zonage réglementaire	<i>Voir</i> principes de zonage
zone hachurée Rouge	5, 9, 16
zone Jaune	5, 9, 26
zone Orange	5, 9, 21
zone Rouge	5, 8, 10



Attention : tous les valats n'ont pas été modélisés et donc ne figurent pas sur la carte. Néanmoins, pour les valats, ravins repérés sur la carte IGN servant de fond de plan, un règlement a été introduit pour limiter l'implantation des nouvelles constructions aux abords des axes d'écoulement.

122.25

Projet en travaux et code de référence (in HGF)

- Zonage réglementaire**
- zone jaune
 - zone orange
 - zone rouge
 - zone rouge hachurée
 - zone rouge quadrillée RA

Maitre d'ouvrage
Ministère de l'écologie et du développement durable



Plan de prévention des risques naturels inondation,
bassin versant du LEZ

Commune de ROCHEBUE

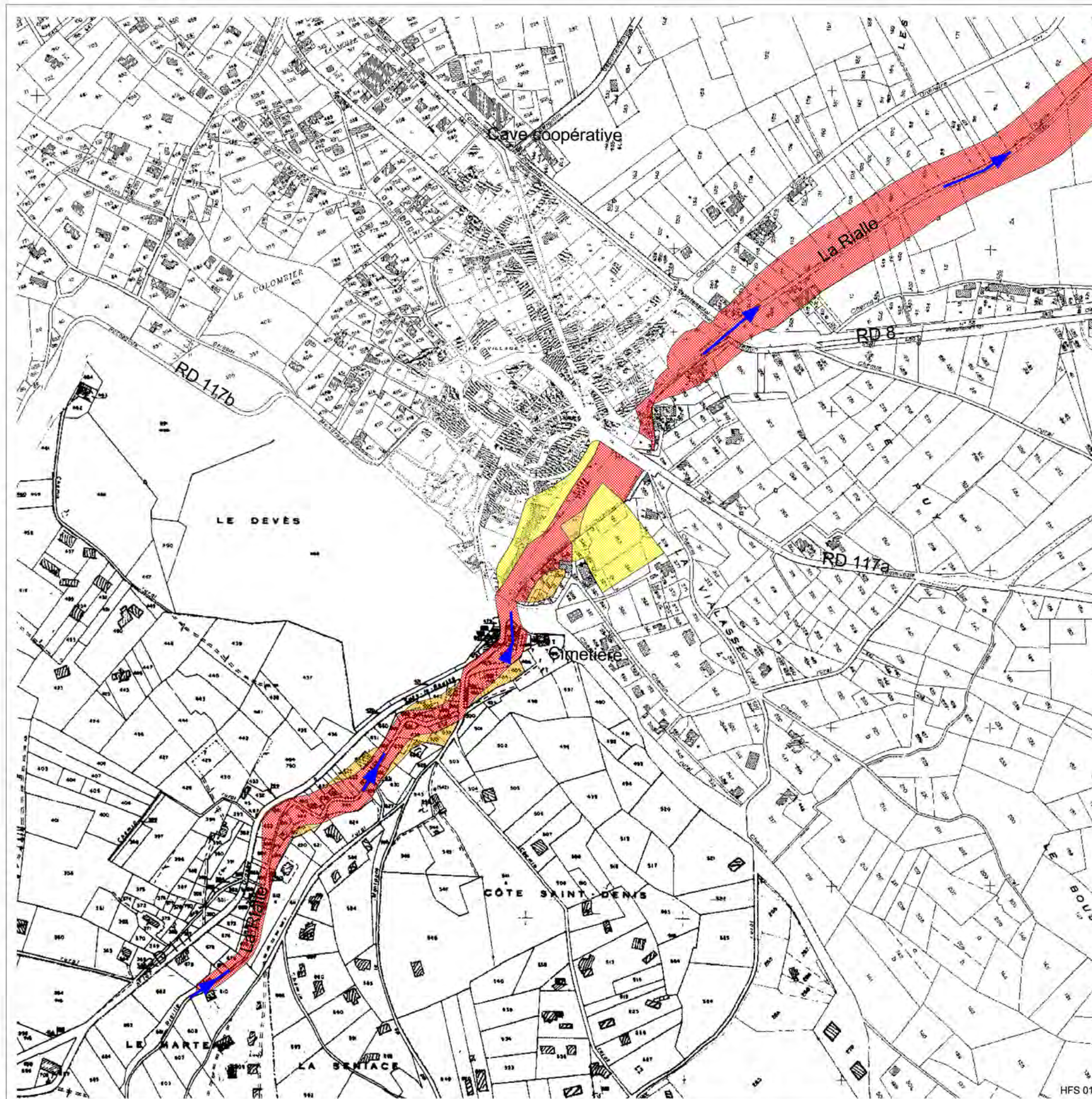
Carte réglementaire



Maitre d'oeuvre
Direction
départementale
de l'équipement
Vaucluse
Drôme

PPR approuvé le
18/12/2006

Ech : 1/10 000



HFS 01506 w - reglement.apr - EG

maître d'ouvrage
ministère de l'écologie et du développement durable



PPR approuvé le :

18/12/2006

plan de prévention des risques
naturels inondation ,
Bassin versant du Lez

Commune de Rochegude

carte réglementaire

Maître d'oeuvre



Direction
départementale
de l'Équipement
Vaucluse
Drôme

Echelle : 1 / 5 000

BCEOM - HFS01506W



Zonage réglementaire

-  zone jaune
-  zone orange
-  zone rouge
-  zone rouge hachurée

.....122.25 Profil en travers et cote de référence (m NGF)

tu pour être annexé à mon arrêté
en date de jour,
vignon, le 30 SEP. 2011

François BURDEYRON



10 OCT. 2011

Pierre-André DURAND

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE DE FORET DANS LE MASSIF D'UCHAUX

COMMUNES DE :
Bollène, Lagarde-Paréol, Mondragon, Mornas
Piolenc, Sérignan du Comtat, Uchaux
(département de Vaucluse)
Rochebelle
(département de la Drôme)

REGLEMENT

Prescription du : 26 mai 2003
Arrêté préfectoral du :

TITRE 1 - : PORTEE DU REGLEMENT

Article 1.1 Champ d'application

La loi n° 95-101 du 02 février 1995 (Loi Barnier) relative au renforcement de la protection de l'environnement modifiant la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques naturels majeurs et les décrets d'application fondent le Plan de Prévention des Risques Naturels d'Incendie de Forêt (PPRIF) du Massif d'Uchaux prescrit par arrêté préfectoral interdépartemental n°SI2003-05-26-020-DDAF du 26 mai 2003.

La cartographie ainsi que les dispositions réglementaires du PPRIF du Massif d'Uchaux sont définies notamment en application des articles L. 562-1 à L. 562-9 et R. 562-1 à R. 562-12 du code de l'environnement.

a) Champ d'application territorial :

Le présent règlement s'applique à la totalité des territoires communaux de Bollène, Lagarde-Paréol, Mondragon, Mornas, Piolenc, Sérignan du Comtat et Uchaux (département de Vaucluse) et Rochegude (département de la Drôme). Il s'impose aux communes, aux administrations, personnes morales et physiques et particuliers, dans l'exercice de leurs activités, compétences et responsabilités.

Les communes, les administrations, les personnes morales et physiques et les particuliers doivent prendre en considération les recommandations du PPRIF.

b) Objectifs majeurs du PPRIF du Massif d'Uchaux :

- Ne pas augmenter la vulnérabilité des secteurs exposés au risque d'incendie de forêt ;
- Améliorer la sécurité des personnes exposées à un risque d'incendie de forêt ;
- Limiter les dommages aux biens et activités soumis à ce risque.

Ces objectifs conduisent notamment à:

- Limiter ou interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses ;
- Limiter les probabilités de départ de feu de forêt.

Article 1.2 Effets du Plan de Prévention des Risques

En application de la loi du 13 juillet 1982, relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles, le présent règlement fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants ainsi qu'à l'implantation de toute construction et installation, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toute activité, sans préjudice de l'application des autres législations et réglementations en vigueur, notamment les codes de l'environnement, de l'urbanisme, de la construction et de l'habitation, forestier, rural ainsi que les documents d'urbanisme applicables.

La nature et les conditions d'exécution des mesures et techniques de prévention prises pour l'application du présent règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés.

La date de référence pour les « constructions existantes » visées dans le corps des règles des zones faisant l'objet d'un règlement, est celle de l'approbation du présent PPRIF.

Pour les biens et activités implantés antérieurement à l'approbation de ce plan, le propriétaire ou l'exploitant dispose d'un délai maximal de 5 ans pour se conformer au présent règlement, sauf dispositions particulières de celui-ci.

En application de l'article R. 562-5 du code de l'environnement, les mesures de prévention des risques naturels prévisibles concernant les biens existants antérieurement à l'approbation de ce plan ne sont rendues obligatoires que dans la limite d'un coût équivalent à 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens à la date d'approbation du présent PPRIF.

Le Plan de Prévention des Risques approuvé vaut servitude d'utilité publique.

Il s'impose à toute personne publique ou privée même lorsqu'il existe un document d'urbanisme. Le non-respect des dispositions du PPRIF est puni des peines prévues à l'article L 480-4 du code de l'urbanisme.

Le Plan de Prévention des Risques d'Incendie de Forêt est annexé au Plan Local d'Urbanisme conformément à l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme.

Article 1.3 Définition du territoire en zones

En application de l'article R 562-3 du code de l'environnement, le zonage réglementaire du PPRIF du Massif d'Uchaux comprend plusieurs zones distinctes :

La zone **rouge**, correspond aux secteurs soumis à un aléa feu de forêt moyen à très fort, dans lesquels l'ampleur potentielle du développement d'un incendie de forêt ne permet pas de défendre les unités foncières intéressées.

Une **zone rouge de projet (Rp)** peut être identifiée dans certains cas, si l'analyse des contraintes communales a conduit à délimiter un secteur où un projet d'urbanisation est compatible avec le caractère de la zone ainsi qu'avec les principes d'aménagement et d'urbanisme dans le respect des objectifs du développement durable.

Son ouverture à l'urbanisation pourra être admise à l'issue de la réalisation d'équipements publics de défense suffisants pour assurer la sécurité des constructions à implanter (voies, points d'eau, dispositif d'isolement par rapport aux zones d'aléa fort à très fort du reste du massif).

Cependant, l'ouverture de cette zone à l'urbanisation nécessitera une modification ou une révision du PPRIF.

Des zones **bleues** exposées à un aléa feu de forêt moyen à très fort, dans lesquelles les moyens de défense permettent de limiter le risque.

Elles peuvent se répartir en trois secteurs :

- ↳ la zone **B1**, où l'aléa feu de forêt fort à très fort interdit l'extension des zones déjà construites mais dont le nombre et la répartition des bâtiments existants initialement sont tels que leur défense en cas d'incendie est assurée par les équipements publics existants à la date d'approbation du PPRIF : la densification de l'urbanisation est alors envisageable.

↳ la zone **B2**, secteur non encore urbanisé mais présentant un enjeu de développement urbain, où l'aléa feu de forêt fort a nécessité la réalisation d'équipements publics de défense à la périphérie immédiate de la zone suffisants pour assurer la sécurité des constructions à implanter : le développement d'une nouvelle urbanisation y est alors admis sous forme d'opérations d'ensemble dans le respect du RNU ou des orientations définies dans le PLU, dès lors que l'étude des besoins et des possibilités d'urbanisation des communes concernées a révélé la nécessité de l'admettre. Les zones B2 jouxtant un secteur sensible où l'aléa est fort à très fort doivent faire l'objet d'un dispositif d'isolement permettant l'intervention des services de secours

↳ la zone **B3**, où l'aléa feu de forêt moyen nécessite uniquement des mesures d'autoprotection des bâtiments qui y sont construits en complément des mesures générales de construction (voirie, défense extérieure contre l'incendie).

- La zone **blanche** correspond aux secteurs où l'aléa feu de forêt est faible à nul et dans lesquels le respect des prescriptions générales édictées par le code forestier et les textes qui en découlent permet d'assurer un niveau de sécurité satisfaisant.

Le classement des zones est réalisé suivant l'état de la situation générale constatée à la date d'établissement du plan de prévention. L'intégration d'évolutions suffisamment importantes pour influencer de façon durable et garantie sur le niveau de classement ne peut s'opérer que par une procédure de modification ou de révision du PPRIF (article L 562-4-1 du code de l'environnement).

TITRE 2 - REGLES APPLICABLES DANS LA ZONE ROUGE

La zone **Rouge** du PPRIF du Massif d'Uchaux est constituée essentiellement par des massifs forestiers et leurs lisières où l'aléa feu de forêt est fort à très fort. Des secteurs en aléa moyen peuvent y être inclus dans la mesure où leur position dans le massif les rend non défendables. Le principe général du PPRIF est d'y interdire toutes constructions nouvelles et d'y limiter les aménagements.

Zone Rp : le règlement de la zone rouge de projet (Rp) est identique à celui de la zone R.

Article 2.1 : Dispositions générales applicables dans la zone Rouge

Sont interdits en zone Rouge :

Tous travaux, ouvrages, aménagements, constructions ou installations de quelque nature qu'ils soient qui ne sont pas expressément autorisés par le présent titre.

Peuvent être autorisés en zone Rouge, sous réserve du respect de prescriptions spécifiques :

- Les travaux agricoles et les interventions de gestion de la forêt et du milieu naturel dans le respect des réglementations en vigueur ;
- Les aménagements et ouvrages destinés à protéger et à exploiter la forêt ou les constructions existantes ;
- Les locaux techniques permettant d'assurer la gestion des équipements de lutte contre les incendies de forêt ;
- Les équipements et locaux nécessaires aux exploitations agricoles existantes à condition de ne pas aggraver la vulnérabilité du secteur, en particulier sans création de logement et en continuité des bâtiments existants ;
- Les bergeries, sous réserve de production d'un projet d'aménagement pastoral dans le secteur forestier concerné, à condition de ne pas aggraver la vulnérabilité du secteur et en particulier sans création de logement ;
- Les infrastructures de transport et les réseaux techniques à condition de ne pas aggraver le risque : à ce titre, la construction de lignes électriques de tension inférieure à 63 KV à fils nus est interdite ;
- Les installations techniques de service public et d'intérêt général (réservoir d'eau, local téléphonique...), à condition de ne pas augmenter la vulnérabilité du secteur. Les champs photovoltaïques sont interdits ;
- Les constructions liées et nécessaires au fonctionnement des ERP existants sous réserve d'être implantées en continuité du bâti existant et de ne pas augmenter leur vulnérabilité : aucune augmentation de leur capacité d'accueil, pas de passage en catégorie supérieure, pas de création de locaux à sommeil ;

- Les équipements et installations nécessaires à l'exploitation des carrières sous réserve de ne pas augmenter la vulnérabilité du secteur et d'être suffisamment desservis. Les logements sont interdits ;
- Les aménagements et les travaux d'entretien visant à améliorer la sécurité et l'hygiène des occupants des terrains de camping ou de caravanning existants antérieurement à la date d'approbation du présent PPRIF sans modifier leur capacité d'accueil ;
- Tous travaux d'aménagements sportifs et d'équipements légers d'animation et de loisirs de plein air. Est également autorisée la création pour un maximum de 20 m² de surfaces de plancher pour des locaux non habités et strictement limités aux activités autorisées à cet alinéa tels que sanitaires, vestiaires, locaux à matériels.
- Les travaux d'entretien courant et les travaux destinés à réduire les risques pour les occupants des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du présent plan ;
- Les annexes indépendantes des bâtiments d'habitation dans la limite de 20 m² sous réserve qu'elles ne fassent pas l'objet d'une occupation humaine permanente et qu'elles n'augmentent pas la vulnérabilité ;
- Les piscines privées et les bassins, annexes à une habitation existante ;
- La reconstruction à l'identique d'un bâtiment existant détruit par un sinistre, autre qu'un incendie de forêt, sur la même parcelle sans augmentation de la vulnérabilité, dans le respect des règles applicables ;
- La reconstruction à l'identique d'un bâtiment existant détruit par un incendie de forêt, sur la même parcelle sans augmentation de la vulnérabilité, dans le respect des règles applicables, si la défendabilité de la reconstruction est assurée par des équipements (accessibilité et défense contre l'incendie) conformes aux conditions définies dans le titre 7. Dans l'attente de la mise en place par la commune de l'intégralité des moyens de protection, une adaptation ponctuelle des ouvrages de protection pourra être acceptée sous réserve qu'elle garantisse une mise en sécurité de l'habitation.
- La réfection ou l'extension de bâtiments constituant au moins 80m² de SHON à la date d'approbation du PPRIF, sous réserve du respect des conditions suivantes :
 - pas de création de logement;
 - pas d'augmentation de la vulnérabilité;
 - pas de changement de destination.

La SHON initiale peut être portée, par la réalisation d'un projet unique ou par celle de projets successifs, au seuils définis dans le tableau ci-dessous :

SHON initiale	Extension autorisée
80 m ² à 120 m ²	Jusqu'à 140 m ² de SHON
121 m ² à 200 m ²	+ 20 m ² de SHON
A partir de 201 m ²	+ 10% de SHON

La SHON engendrée par la réalisation de couverture de piscine n'entre pas dans les seuils ci-dessus.

Article 2.2 Règles de construction en zone Rouge

Rappel réglementaire

☞ La distance de débroussaillage et de maintien en état débroussaillé aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature est de 50 mètres.

Communes de Bollène, Lagarde-Paréol, Mondragon, Mornas, Piolenc, Sérignan du Comtat et Uchaux (Département de Vaucluse) :

Les modalités suivant lesquelles doivent être réalisés ces travaux de débroussaillage sont détaillées dans l'arrêté préfectoral N°SI2007-03-13-0060-DDAF relatif au débroussaillage légal autour des habitations.

Commune de Rochemante (Département de la Drôme) :

En application de l'article 19 de l'arrêté N° 08-0011 en date du 2 janvier 2008 du préfet de la Drôme, les modalités suivant lesquelles doivent être réalisés ces travaux de débroussaillages sont détaillées aux articles 6.2 à 6.4 du présent règlement.

Mesures obligatoires pour les réfections, extensions et aménagements nouveaux :

☞ Les propriétaires, exploitants ou utilisateurs de citernes ou réserves aériennes d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés procéderont à l'enfouissement ou à la suppression de celles-ci.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront enfouies et aucun passage à l'air libre ne sera maintenu.

Toutefois, si l'enfouissement s'avère techniquement impossible, la mise en place d'un mur en maçonnerie plein de 0,1m d'épaisseur est nécessaire. Il est toutefois évident que ce mur doit protéger la citerne d'un feu venant de l'espace boisé : le mur doit être en opposition à ce risque et donc situé entre la zone boisée et la citerne.

Tous les éléments de l'installation devront être réalisés conformément aux prescriptions du Comité Français du Butane et du Propane.

☞ Travaux et ouvrages destinés à réduire les conséquences du risque d'incendie de forêt :

- les éléments de couverture doivent être en matériaux M0 vis à vis de la réaction au feu,
- les portes et volets doivent être en bois plein,
- éviter les éléments de charpente apparents en toiture,
- les auvents éventuels doivent être en matériaux M1 minimum vis à vis de la réaction au feu,
- les réserves de combustibles solides et les tas de bois doivent être situés à 10 mètres minimum des bâtiments,
- les toitures et gouttières doivent être régulièrement nettoyées et curées,
- enlever les arbres, branches d'arbres ou arbustes situés à moins de 3 mètres d'une ouverture ou d'un élément de charpente apparent.

L'ensemble de ces travaux est à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs et doit être réalisé simultanément avec le projet nouveau.

Recommandations pour les réfections, extensions et aménagements nouveaux :

☞ Prévoir un dispositif de protection contre l'incendie distinct des aménagements prévus pour les services de secours et comprenant :

- réservoir, bassin ou piscine,
- motopompe de 15 m³/h environ actionnée par un moteur thermique,
- ensemble de tuyaux permettant de ceinturer les constructions.

Mesures obligatoires pour les bâtiments existants :

☞ Les propriétaires, exploitants ou utilisateurs de citernes ou réserves aériennes d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés procéderont à l'enfouissement ou à la suppression de celles-ci.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront enfouies et aucun passage à l'air libre ne sera maintenu.

Toutefois, si l'enfouissement s'avère techniquement impossible, la mise en place d'un mur en maçonnerie plein de 0,1m d'épaisseur est nécessaire. Il est toutefois évident que ce mur doit protéger la citerne d'un feu venant de l'espace boisé : le mur doit être en opposition à ce risque et donc situé entre la zone boisée et la citerne.

Tous les éléments de l'installation devront être réalisés conformément aux prescriptions du Comité Français du Butane et du Propane.

☞ Travaux et ouvrages destinés à réduire les conséquences du risque d'incendie de forêt :

- les réserves de combustibles solides et les tas de bois doivent être situés à 10 mètres minimum des bâtiments,
- les toitures et gouttières doivent être régulièrement nettoyées et curées,
- enlever les arbres, branches d'arbres ou arbustes situés à moins de 3 mètres d'une ouverture ou d'un élément de charpente apparent.

L'ensemble de ces travaux est à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs et doivent être réalisés dans les meilleurs délais à compter de la date d'approbation du présent PPRIF, et sans excéder les cinq ans prévus à l'article R. 562-4 du code de l'environnement.

Recommandations pour les bâtiments existants :

☞ Recommandations destinées à réduire les conséquences du risque d'incendie de forêt :

- utiliser des éléments de couverture en matériaux M0 vis à vis de la réaction au feu,
- utiliser des portes et volets en bois plein,
- éviter les éléments de charpente apparents en toiture,
- auvents éventuels en matériaux M1 minimum vis à vis de la réaction au feu,

☞ Prévoir un dispositif de protection contre l'incendie distinct des aménagements prévus pour les services de secours et comprenant :

- réservoir, bassin ou piscine,
- motopompe de 15 m³/h environ actionnée par un moteur thermique,
- ensemble de tuyaux permettant de ceinturer les constructions.

TITRE 3 - REGLES APPLICABLES DANS LA ZONE B1

La zone B1 correspond à un secteur en aléa feu de forêt fort à très fort d'habitat groupé dans lequel les équipements publics de défense contre l'incendie préexistants sont suffisants. On considère alors comme admissible le risque né d'une densification ou d'une extension limitée de l'urbanisation.

Article 3.1 Dispositions générales applicables dans la zone B1

Sont interdits en zone B1 :

Tous travaux, ouvrages, aménagements, constructions ou installations de quelque nature qu'ils soient qui ne sont pas expressément autorisés par le présent titre.

Peuvent être autorisés en zone B1, sous réserve du respect de prescriptions spécifiques:

- Les constructions nouvelles à usage d'habitation et leurs annexes ;
- Les lotissements d'habitation ;
- L'extension des constructions existantes et leurs annexes ;
- La reconstruction d'un bâtiment existant détruit par un sinistre ;
- Les travaux agricoles et les interventions de gestion de la forêt et du milieu naturel dans le respect des réglementations en vigueur ;
- Les travaux, aménagements et ouvrages destinés à protéger la forêt ou les constructions existantes ;
- Les locaux techniques permettant d'assurer la gestion des équipements de lutte contre les incendies de forêt ;
- Les équipements et locaux nécessaires aux exploitations agricoles existantes à condition de ne pas aggraver la vulnérabilité du secteur ;
- Les infrastructures de transport et les réseaux techniques à condition de ne pas aggraver le risque : à ce titre, la construction de lignes électriques de tension inférieure à 63 KV à fils nus est interdite ;
- Les installations techniques de service public et d'intérêt général (réservoir d'eau, local téléphonique...), à condition de ne pas augmenter la vulnérabilité du secteur. Les champs photovoltaïques sont interdits ;
- Les ERP de 5ème catégorie mentionnés au paragraphe 3 de l'article PE 2 de l'arrêté du 22 juin 1990, c'est à dire les établissements recevant du public de 5e catégorie sans locaux à sommeil et les locaux professionnels recevant du public situés dans les bâtiments d'habitation ou dans les immeubles de bureaux, ayant une capacité d'accueil inférieure ou égale à 19 personnes;
- Les constructions liées et nécessaires au fonctionnement des ERP existants d'une capacité supérieure à 19 personnes sous réserve d'être implantées en continuité du bâti existant et de ne pas augmenter leur vulnérabilité : augmentation limitée de leur capacité

d'accueil (à l'exclusion des ERP de type R, J et U dont la capacité ne pourra être augmentée), pas de passage en catégorie supérieure, pas de création de locaux à sommeil ;

- Les aménagements et les travaux d'entretien visant à améliorer la sécurité et l'hygiène des occupants des terrains de camping ou de caravanning existants antérieurement à la date d'approbation du présent PPRIF sans modifier leur capacité d'accueil ;
- Tous travaux d'aménagements sportifs et d'équipements légers d'animation et de loisirs de plein air. Est également autorisée la création pour un maximum de 20 m² de surfaces de plancher pour des locaux non habités et strictement limités aux activités autorisées à cet alinéa tels que sanitaires, vestiaires, locaux à matériels.
- Les travaux d'entretien courant et les travaux destinés à réduire les risques pour les occupants des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du présent plan;
- Les piscines privées et les bassins.

Article 3.2 Règles de construction en zone B1

Rappel réglementaire

☞ La distance de débroussaillage et de maintien en état débroussaillé aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature est de 50 mètres.

Communes de Bollène, Lagarde-Paréol, Mondragon, Mornas, Piolenc, Sérignan du Comtat et Uchaux (Département de Vaucluse) :

Les modalités suivant lesquelles doivent être réalisés ces travaux de débroussaillage sont détaillées dans l'arrêté préfectoral N°SI2007-03-13-0060-DDAF relatif au débroussaillage légal autour des habitations.

Commune de Rochemond (Département de la Drôme) :

En application de l'article 19 de l'arrêté N° 08-0011 en date du 2 janvier 2008 du préfet de la Drôme, les modalités suivant lesquelles doivent être réalisés ces travaux de débroussaillages sont détaillées aux articles 6.2 à 6.4 du présent règlement.

Mesures obligatoires pour les créations, extensions et aménagements nouveaux :

☞ Les propriétaires, exploitants ou utilisateurs de citernes ou réserves aériennes d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés procéderont à l'enfouissement ou à la suppression de celles-ci.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront enfouies et aucun passage à l'air libre ne sera maintenu.

Toutefois, si l'enfouissement s'avère techniquement impossible, la mise en place d'un mur en maçonnerie plein de 0,1m d'épaisseur est nécessaire. Il est toutefois évident que ce mur doit protéger la citerne d'un feu venant de l'espace boisé : le mur doit être en opposition à ce risque et donc situé entre la zone boisée et la citerne.

Tous les éléments de l'installation devront être réalisés conformément aux prescriptions du Comité Français du Butane et du Propane.

☞ Travaux et ouvrages destinés à réduire les conséquences du risque d'incendie de forêt :

- les éléments de couverture doivent être en matériaux M0 vis à vis de la réaction au feu,
- les portes et volets doivent être en bois plein,
- éviter les éléments de charpente apparents en toiture,
- les auvents éventuels doivent être en matériaux M1 minimum vis à vis de la réaction au feu,
- les réserves de combustibles solides et les tas de bois doivent être situés à 10 mètres minimum des bâtiments,
- les toitures et gouttières doivent être régulièrement nettoyées et curées,
- enlever les arbres, branches d'arbres ou arbustes situés à moins de 3 mètres d'une ouverture ou d'un élément de charpente apparent.

L'ensemble de ces travaux est à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs et doit être réalisé simultanément avec le projet nouveau.

Recommandations pour les créations, extensions et aménagements nouveaux :

☞ Prévoir un dispositif de protection contre l'incendie distinct des aménagements prévus pour les services de secours et comprenant :

- réservoir, bassin ou piscine,
- motopompe de 15 m³/h environ actionnée par un moteur thermique,
- ensemble de tuyaux permettant de ceinturer les constructions.

Mesures obligatoires pour les bâtiments existants :

☞ Les propriétaires, exploitants ou utilisateurs de citernes ou réserves aériennes d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés procéderont à l'enfouissement ou à la suppression de celles-ci.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront enfouies et aucun passage à l'air libre ne sera maintenu.

Toutefois, si l'enfouissement s'avère techniquement impossible, la mise en place d'un mur en maçonnerie plein de 0,1m d'épaisseur est nécessaire. Il est toutefois évident que ce mur doit protéger la citerne d'un feu venant de l'espace boisé : le mur doit être en opposition à ce risque et donc situé entre la zone boisée et la citerne.

Tous les éléments de l'installation devront être réalisés conformément aux prescriptions du Comité Français du Butane et du Propane.

☞ Travaux et ouvrages destinés à réduire les conséquences du risque d'incendie de forêt :

- les réserves de combustibles solides et les tas de bois doivent être situés à 10 mètres minimum des bâtiments,
- les toitures et gouttières doivent être régulièrement nettoyées et curées,
- enlever les arbres, branches d'arbres ou arbustes situés à moins de 3 mètres d'une ouverture ou d'un élément de charpente apparent.

L'ensemble de ces travaux est à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs et doivent être réalisés dans les meilleurs délais à compter de la date d'approbation du présent PPRIF, et sans excéder les cinq ans prévus à l'article R. 562-4 du code de l'environnement.

Recommandations pour les bâtiments existants :

☞ Recommandations destinées à réduire les conséquences du risque d'incendie de forêt :

- utiliser des éléments de couverture en matériaux M0 vis à vis de la réaction au feu,
- utiliser des portes et volets en bois plein,
- éviter les éléments de charpente apparents en toiture,
- auvents éventuels en matériaux M1 minimum vis à vis de la réaction au feu,

☞ Prévoir un dispositif de protection contre l'incendie distinct des aménagements prévus pour les services de secours et comprenant :

- réservoir, bassin ou piscine,
- motopompe de 15 m³/h environ actionnée par un moteur thermique,
- ensemble de tuyaux permettant de ceinturer les constructions.

TITRE 4 - REGLES APPLICABLES DANS LA ZONE B2

La zone B2 est un secteur non encore urbanisé, où la présence des équipements publics de défense existants à la périphérie immédiate de la zone est suffisante pour assurer la sécurité des constructions à implanter : le développement d'une nouvelle urbanisation y est alors admise sous forme d'opérations d'ensemble dans le respect du RNU ou des orientations définies dans le PLU et des prescriptions de l'annexe 7, dès lors que l'étude des besoins et des possibilités d'urbanisation des communes concernées a révélé la nécessité de l'admettre.

Les zones B2 jouxtant un secteur sensible où l'aléa est fort à très fort font l'objet d'un dispositif d'isolement permettant l'intervention des services de secours.

Article 4.1 Dispositions générales applicables en zone B2,

Sont interdits en zone B2 :

Tous travaux, ouvrages, aménagements, constructions ou installations de quelque nature qu'ils soient qui ne sont pas expressément autorisés par le présent titre.

Peuvent être autorisés en zone B2, sous réserve du respect de prescriptions spécifiques :

- Les constructions nouvelles à usage d'habitations à condition de faire partie d'une d'opération d'ensemble d'une surface minimum de 1 hectare, sous réserve que chaque habitation construite à l'intérieur de la zone soit desservie par des équipements de défense incendie dont les caractéristiques sont conformes aux prescriptions du titre 7 . Dans les cas où l'aménagement de la zone se fait par opérations successives, chaque opération devra s'assurer de la cohérence de l'aménagement global de la zone, en particulier en ce qui concerne les accès, au fur et à mesure de la mise en place des équipements ;
- L'extension des constructions existantes et leurs annexes ;
- La reconstruction d'un bâtiment existant détruit par un sinistre ;
- Les travaux agricoles et les interventions de gestion de la forêt et du milieu naturel dans le respect des réglementations en vigueur ;
- Les travaux, aménagements et ouvrages destinés à protéger la forêt ou les constructions existantes ;
- Les locaux techniques permettant d'assurer la gestion des équipements de lutte contre les incendies de forêt ;
- Les équipements et locaux nécessaires aux exploitations agricoles existantes à condition de ne pas aggraver la vulnérabilité du secteur ;
- Les infrastructures de transport et les réseaux techniques à condition de ne pas aggraver le risque : à ce titre, la construction de lignes électriques de tension inférieure à 63 KV à fils nus est interdite ;
- Les installations techniques de service public et d'intérêt général (réservoir d'eau, local téléphonique...), à condition de ne pas augmenter la vulnérabilité du secteur. Les champs photovoltaïques sont interdits ;

- Les ERP de 5ème catégorie mentionnés au paragraphe 3 de l'article PE 2 de l'arrêté du 22 juin 1990, c'est à dire les établissements recevant du public de 5e catégorie sans locaux à sommeil et les locaux professionnels recevant du public situés dans les bâtiments d'habitation ou dans les immeubles de bureaux, ayant une capacité d'accueil inférieure ou égale à 19 personnes;
- Les constructions liées et nécessaires au fonctionnement des ERP existants d'une capacité supérieure à 19 personnes sous réserve d'être implantées en continuité du bâti existant et de ne pas augmenter leur vulnérabilité : augmentation limitée de leur capacité d'accueil (à l'exclusion des ERP de type R, J et U dont la capacité ne pourra être augmentée), pas de passage en catégorie supérieure, pas de création de locaux à sommeil ;
- Tous travaux d'aménagements sportifs et d'équipements légers d'animation et de loisirs de plein air. Est également autorisée la création pour un maximum de 20 m² de surfaces de plancher pour des locaux non habités et strictement limités aux activités autorisées à cet alinéa tels que sanitaires, vestiaires, locaux à matériels.
- Les travaux d'entretien courant des bâtiments implantés antérieurement à l'approbation du présent plan et les travaux destinés à réduire les risques pour leurs occupants ;
- Les piscines privées et les bassins.

Article 4.2 Dispositions obligatoires pour les projets nouveaux,

Pour les opérations d'ensemble autorisées :

- Les équipements de défense doivent être conformes aux caractéristiques prévues au titre 7 ;
- Lorsqu'ils sont réalisés par un aménageur ou un lotisseur, ces équipements de défense feront l'objet d'une convention avec la collectivité prévoyant leur transfert dans son domaine une fois les travaux terminés. Cette convention devra être produite si nécessaire ;
- Chaque opération devra bénéficier de deux accès opposés.

Article 4.3 Règles de construction en zone B2,

Rappel réglementaire

☞ La distance de débroussaillage et de maintien en état débroussaillé aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature est de 50 mètres.

Communes de Bollène, Lagarde-Paréol, Mondragon, Mornas, Piolenc, Sérignan du Comtat et Uchaux (Département de Vaucluse) :

Les modalités suivant lesquelles doivent être réalisés ces travaux de débroussaillage sont détaillées dans l'arrêté préfectoral N°SI2007-03-13-0060-DDAF relatif au débroussaillage légal autour des habitations.

Mesures obligatoires pour les créations, extensions et aménagements nouveaux :

☞ Les propriétaires, exploitants ou utilisateurs de citernes ou réserves aériennes d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés procéderont à l'enfouissement ou à la suppression de celles-ci.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront enfouies et aucun passage à l'air libre ne sera maintenu.

Toutefois, si l'enfouissement s'avère techniquement impossible, la mise en place d'un mur en maçonnerie plein de 0,1m d'épaisseur est nécessaire. Il est toutefois évident que ce mur doit protéger la citerne d'un feu venant de l'espace boisé : le mur doit être en opposition à ce risque et donc situé entre la zone boisée et la citerne.

Tous les éléments de l'installation devront être réalisés conformément aux prescriptions du Comité Français du Butane et du Propane.

☞ Travaux et ouvrages destinés à réduire les conséquences du risque d'incendie de forêt :

- les éléments de couverture doivent être en matériaux M0 vis à vis de la réaction au feu,
- les portes et volets doivent être en bois plein,
- éviter les éléments de charpente apparents en toiture,
- les auvents éventuels doivent être en matériaux M1 minimum vis à vis de la réaction au feu,
- les réserves de combustibles solides et les tas de bois doivent être situés à 10 mètres minimum des bâtiments,
- les toitures et gouttières doivent être régulièrement nettoyées et curées,
- enlever les arbres, branches d'arbres ou arbustes situés à moins de 3 mètres d'une ouverture ou d'un élément de charpente apparent.

L'ensemble de ces travaux est à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs et doit être réalisé simultanément avec le projet nouveau.

Recommandations pour les créations, extensions et aménagements nouveaux :

☞ Prévoir un dispositif de protection contre l'incendie distinct des aménagements prévus pour les services de secours et comprenant :

- réservoir, bassin ou piscine,
- motopompe de 15 m³/h environ actionnée par un moteur thermique,
- ensemble de tuyaux permettant de ceinturer les constructions.

Mesures obligatoires pour les bâtiments existants :

☞ Les propriétaires, exploitants ou utilisateurs de citernes ou réserves aériennes d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés procéderont à l'enfouissement ou à la suppression de celles-ci.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront enfouies et aucun passage à l'air libre ne sera maintenu.

Toutefois, si l'enfouissement s'avère techniquement impossible, la mise en place d'un mur en maçonnerie plein de 0,1m d'épaisseur est nécessaire. Il est toutefois évident que ce mur doit protéger la citerne d'un feu venant de l'espace boisé : le mur doit être en opposition à ce risque et donc situé entre la zone boisée et la citerne.

Tous les éléments de l'installation devront être réalisés conformément aux prescriptions du Comité Français du Butane et du Propane.

☞ Travaux et ouvrages destinés à réduire les conséquences du risque d'incendie de forêt :

- les réserves de combustibles solides et les tas de bois doivent être situés à 10 mètres minimum des bâtiments,
- les toitures et gouttières doivent être régulièrement nettoyées et curées,
- enlever les arbres, branches d'arbres ou arbustes situés à moins de 3 mètres d'une ouverture ou d'un élément de charpente apparent.

L'ensemble de ces travaux est à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs et doivent être réalisés dans les meilleurs délais à compter de la date d'approbation du présent PPRIF, et sans excéder les cinq ans prévus à l'article R. 562-4 du code de l'environnement.

Recommandations pour les bâtiments existants :

☞ Recommandations destinées à réduire les conséquences du risque d'incendie de forêt :

- utiliser des éléments de couverture en matériaux M0 vis à vis de la réaction au feu,
- utiliser des portes et volets en bois plein,
- éviter les éléments de charpente apparents en toiture,
- auvents éventuels en matériaux M1 minimum vis à vis de la réaction au feu,

☞ Prévoir un dispositif de protection contre l'incendie distinct des aménagements prévus pour les services de secours et comprenant :

- réservoir, bassin ou piscine,
- motopompe de 15 m³/h environ actionnée par un moteur thermique,
- ensemble de tuyaux permettant de ceinturer les constructions.

TITRE 5 - REGLES APPLICABLES DANS LA ZONE B3

La zone **B3** est constituée des secteurs présentant un aléa feu de forêt moyen où les bâtiments qui y sont construits nécessitent uniquement des mesures d'autoprotection en complément des mesures générales de construction (voirie, défense extérieure contre l'incendie).

Article 5.1 Dispositions générales applicables en zone B3.

Sont interdits :

- Les ICPE (Installations classées pour la protection de l'environnement) présentant un danger d'incendie, d'explosion, d'émanation de produits nocifs ou un risque pour l'environnement en cas d'incendie;
- Les ERP (Établissement recevant du public) de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie ;

Sont autorisés :

- **Tous travaux, ouvrages, aménagements, constructions ou installations de quelque nature qu'ils soient qui ne sont pas expressément interdits par le présent titre ;**
- Les constructions liées et nécessaires au fonctionnement des ERP existants de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégorie sous réserve d'être implantées en continuité du bâti existant et de ne pas augmenter leur vulnérabilité : aucune augmentation de leur capacité d'accueil, pas de passage en catégorie supérieure, pas de création de locaux à sommeil ;
- Les constructions devront respecter les conditions relatives aux équipements telles que définies dans le titre 7;
- Les opérations d'ensemble devront bénéficier de deux accès opposés.

Article 5.2 Règles de construction en zone B3.

Rappel réglementaire

☞ La distance de débroussaillage et de maintien en état débroussaillé aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature est de 50 mètres.

Communes de Bollène, Lagarde-Paréol, Mondragon, Mornas, Piolenc, Sérignan du Comtat et Uchaux (Département de Vaucluse) :

Les modalités suivant lesquelles doivent être réalisés ces travaux de débroussaillage sont détaillées dans l'arrêté préfectoral N°SI2007-03-13-0060-DDAF relatif au débroussaillage légal autour des habitations.

Commune de Rochebrousse (Département de la Drôme) :

En application de l'article 19 de l'arrêté N° 08-0011 en date du 2 janvier 2008 du préfet de la Drôme, les modalités suivant lesquelles doivent être réalisés ces travaux de débroussaillages sont détaillées aux articles 6.2 à 6.4 du présent règlement.

Mesures obligatoires pour les créations, extensions et aménagements nouveaux :

☞ Les propriétaires, exploitants ou utilisateurs de citernes ou réserves aériennes d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés procéderont à l'enfouissement ou à la suppression de celles-ci.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront enfouies et aucun passage à l'air libre ne sera maintenu.

Toutefois, si l'enfouissement s'avère techniquement impossible, la mise en place d'un mur en maçonnerie plein de 0,1m d'épaisseur est nécessaire. Il est toutefois évident que ce mur doit protéger la citerne d'un feu venant de l'espace boisé : le mur doit être en opposition à ce risque et donc situé entre la zone boisée et la citerne.

Tous les éléments de l'installation devront être réalisés conformément aux prescriptions du Comité Français du Butane et du Propane.

☞ Travaux et ouvrages destinés à réduire les conséquences du risque d'incendie de forêt :

- les éléments de couverture doivent être en matériaux M0 vis à vis de la réaction au feu,
- les portes et volets doivent être en bois plein,
- éviter les éléments de charpente apparents en toiture,
- les auvents éventuels doivent être en matériaux M1 minimum vis à vis de la réaction au feu,
- les réserves de combustibles solides et les tas de bois doivent être situés à 10 mètres minimum des bâtiments,
- les toitures et gouttières doivent être régulièrement nettoyées et curées,
- enlever les arbres, branches d'arbres ou arbustes situés à moins de 3 mètres d'une ouverture ou d'un élément de charpente apparent.

L'ensemble de ces travaux est à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs et doit être réalisé simultanément avec le projet nouveau.

Recommandations pour les créations, extensions et aménagements nouveaux :

☞ Prévoir un dispositif de protection contre l'incendie distinct des aménagements prévus pour les services de secours et comprenant :

- réservoir, bassin ou piscine,
- motopompe de 15 m³/h environ actionnée par un moteur thermique,
- ensemble de tuyaux permettant de ceinturer les constructions.

Mesures obligatoires pour les bâtiments existants :

☞ Les propriétaires, exploitants ou utilisateurs de citernes ou réserves aériennes d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés procéderont à l'enfouissement ou à la suppression de celles-ci.

Les conduites d'alimentation depuis ces citernes jusqu'aux constructions seront enfouies et aucun passage à l'air libre ne sera maintenu.

Toutefois, si l'enfouissement s'avère techniquement impossible, la mise en place d'un mur en maçonnerie plein de 0,1m d'épaisseur est nécessaire. Il est toutefois évident que ce mur doit protéger la citerne d'un feu venant de l'espace boisé : le mur doit être en opposition à ce risque et donc situé entre la zone boisée et la citerne.

Tous les éléments de l'installation devront être réalisés conformément aux prescriptions du Comité Français du Butane et du Propane.

☞ Travaux et ouvrages destinés à réduire les conséquences du risque d'incendie de forêt :

- les réserves de combustibles solides et les tas de bois doivent être situés à 10 mètres minimum des bâtiments,
- les toitures et gouttières doivent être régulièrement nettoyées et curées,
- enlever les arbres, branches d'arbres ou arbustes situés à moins de 3 mètres d'une ouverture ou d'un élément de charpente apparent.

L'ensemble de ces travaux est à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs et doivent être réalisés dans les meilleurs délais à compter de la date d'approbation du présent PPRIF, et sans excéder les cinq ans prévus à l'article R. 562-4 du code de l'environnement.

Recommandations pour les bâtiments existants :

☞ Recommandations destinées à réduire les conséquences du risque d'incendie de forêt :

- utiliser des éléments de couverture en matériaux M0 vis à vis de la réaction au feu,
- utiliser des portes et volets en bois plein,
- éviter les éléments de charpente apparents en toiture,
- auvents éventuels en matériaux M1 minimum vis à vis de la réaction au feu,

☞ Prévoir un dispositif de protection contre l'incendie distinct des aménagements prévus pour les services de secours et comprenant :

- réservoir, bassin ou piscine,
- motopompe de 15 m³/h environ actionnée par un moteur thermique,
- ensemble de tuyaux permettant de ceinturer les constructions.

TITRE 6 - MESURES DE PRECAUTION, DE SAUVEGARDE ET DE PREVENTION

Article 6.1 Obligations pour les communes

- **I - Établir** dans un délai de deux ans en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours et les services compétents de l'État et des collectivités concernées, un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) visant la mise en sécurité des personnes.

Ce plan doit notamment comprendre : un plan d'alerte à l'échelle territoriale pertinente ; le détail des mesures, moyens et travaux de prévention, de sauvegarde et de protection appropriés devant être mis en œuvre par la collectivité, les personnes morales publiques et privées et les particuliers, en distinguant une première tranche de travaux prioritaires à déterminer conjointement avec les services de la DDT et du SDIS ; un plan des aires de refuge individuelles et collectives (existantes et à créer) ; un plan de circulation et d'accès permettant l'évacuation des personnes et facilitant l'intervention des secours.

Le maire devra préciser les modalités de déclenchement et la mise en œuvre de ce plan. D'autre part, un système d'alerte des populations doit être prévu.

- **II – Réaliser** dans un délai de cinq ans les mesures, moyens et la première tranche de travaux prioritaires de prévention, de sauvegarde et de protection détaillés dans le Plan Communal de Sauvegarde, dont plus particulièrement les travaux permettant d'améliorer l'accès et la mise en protection des secteurs habités en zone rouge du PPRIF : surlargeur, places de retournement, points d'eau (poteaux incendies ou citernes), zones débroussaillées.
- **III - Réaliser** régulièrement des campagnes d'information des riverains sur le risque feu de forêt selon les modalités propres à la collectivité. La campagne d'information des riverains devra être réactualisée tous les deux ans.

Article 6.2 Débroussaillage obligatoire pour les personnes privées, physiques ou morales, les organismes et collectivités publiques :

Article 6.2.1 Dispositions réglementaires générales

L'article L 322-3 du code forestier stipule que « le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires sur les zones situées à moins de 200m de terrain en nature de bois, forêts, landes, maquis, garrigue, plantations ou reboisements et répondant à l'une des situations suivantes :

- a) Abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres, ainsi que des voies privées y donnant accès, sur une profondeur de 10 mètres de part et d'autre de la voie : les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations et de ses ayants droit ;

- b) Terrains situés dans les zones urbaines délimitées par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé ou dans un document d'urbanisme en tenant lieu ; dans le cas des communes non dotées d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu et dans les zones d'urbanisation diffuse, le représentant de l'État dans le département peut porter, après avis du conseil municipal et de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité et après information du public, l'obligation mentionnée au « a » au-delà de 50 mètres sans toutefois excéder 200 mètres : les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain et de ses ayants droit ;
- c) Terrains servant d'assiette à l'une des opérations régies par les articles L. 311-1, L. 322-2 et L. 442-1 du code de l'urbanisme : les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain et de ses ayants droit ;
- d) Terrains mentionnés à l'article L. 443-1 du code de l'urbanisme : les travaux sont à la charge du propriétaire du terrain et de ses ayants droit ;
- e) Terrains situés dans les zones délimitées et spécifiquement définies comme devant être débroussaillées et maintenues en état débroussaillé en vue de la protection des constructions, par un plan de prévention des risques naturels prévisibles établi en application des articles L. 562-1 à L. 562-7 du code de l'environnement. Les travaux sont à la charge des propriétaires des constructions pour la protection desquelles la servitude est établie ou de leurs ayants droit ;

En outre, le maire peut :

1° Porter de 50 à 100 mètres l'obligation mentionnée au a ci-dessus ;
 2° Décider qu'après une exploitation forestière le propriétaire ou ses ayants droit doivent nettoyer les coupes des rémanents et branchages.

3° Décider qu'après un chablis précédant une période à risque dans le massif forestier le propriétaire ou ses ayants droit doivent nettoyer les parcelles des chicots, volis, chablis, rémanents et branchages en précisant les aides publiques auxquelles, le cas échéant, ils peuvent prétendre. En cas de carence du propriétaire, le maire peut exécuter les travaux d'office aux frais de celui-ci. Les aides financières auxquelles le propriétaire peut prétendre sont dans ce cas plafonnées à 50% de la dépense éligible ; les modalités d'application du présent alinéa sont fixées par décret en Conseil d'État après avis du conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 2212-1 du code général des collectivités territoriales, le maire assure le contrôle de l'exécution des obligations du présent article.

Le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé des terrains concernés par les obligations du présent article et de l'article L. 322-1 peuvent être confiés à une association syndicale constituée conformément à la loi du 21 juin 1865 précitée.

Article 6.2.2 Dispositions des arrêtés préfectoraux

Communes de Bollène, Lagarde-Paréol, Mondragon, Mornas, Piolenc, Sérignan du Comtat et Uchaux (Département de Vaucluse) :

Les modalités suivant lesquelles doivent être réalisés ces travaux de débroussaillage sont détaillées dans l'arrêté préfectoral N°SI2007-03-13-0060-DDAF relatif au débroussaillage légal autour des habitations.

Commune de Rochegude (Département de la Drôme) :

a) Prescriptions générales relatives au débroussaillage

A l'exception des végétaux vivants dont le maintien permet de respecter les dispositions définies dans le présent article, les opérations de débroussaillage sont constituées de :

- la destruction de la végétation herbacée et arbustive au ras du sol,
- l'élagage des arbres conservés jusqu'à une hauteur minimale de 2 mètres,
- l'enlèvement des bois morts, dépérissant ou dominés sans avenir,
- l'enlèvement des arbres en densité excessive de façon à ce que chaque houppier soit distant d'au moins 2 mètres des houppiers voisins,
- dans le cas où des îlots arbustifs sont conservés, la distance séparant deux îlots ou le houppier de l'arbre le plus proche ne peut être inférieure à 2 mètres,
- l'enlèvement des arbres, des branches d'arbres et des arbustes situés à moins de 3 mètres d'une ouverture ou d'un élément de charpente apparente,
- l'enlèvement de toute branche surplombant le toit d'une habitation.

b) Débroussaillage autour des installations et sur les terrains situés en zone urbanisable au PLU

Afin de permettre l'accès des engins de secours, un volume libre de tout obstacle d'une hauteur minimale de 3,50 m et d'une largeur de 3 m doit être réalisé sur la totalité de ces voies afin de permettre l'accès des engins de secours.

Les travaux sont à la charge du propriétaire des constructions, chantiers, travaux et installations de toutes natures ou de ses ayants droit.

Les rémanents doivent être évacués, broyés ou incinérés dans le strict respect des réglementations en vigueur et plus particulièrement de l'arrêté N° 08-0011 en date du 2 janvier 2008 du préfet de la Drôme réglementant l'emploi du feu. Les résidus issus du broyage devront être évacués dans un périmètre de 10m autour de l'habitation.

Les parties mortes des végétaux maintenus (branche sèche, tige sèche d'une cépée, ...) doivent être éliminées au même titre que les végétaux morts.

Les terrains concernés par l'obligation de débroussailler devront être mis en conformité avec les prescriptions ci-dessus au plus tard le 15 mai de chaque année.

c) Extension du débroussaillage à un terrain voisin

Lorsque les travaux de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillé doivent s'étendre au-delà des limites de la propriété concernée, le propriétaire ou l'occupant du ou des fonds voisins, compris dans le périmètre soumis à une obligation de débroussaillage qui n'exécute pas lui-même ces travaux, ne peut s'opposer à leur réalisation par celui qui en a la charge, dès lors que ce dernier :

- l'a informé des obligations qui lui sont faites,
- lui a indiqué que ces travaux peuvent être exécutés soit par le propriétaire du terrain (ou l'occupant), soit par celui qui en a la charge aux frais de ce dernier,
- lui a demandé (si le propriétaire ou l'occupant n'entend pas exécuter les travaux lui-même), l'autorisation de pénétrer, à cette fin, sur le fonds en cause.

d) Cas d'exécution d'office par les autorités publiques

En cas de non exécution des travaux prévus à l'article 2, la commune y pourvoit d'office. Cette non exécution doit être constatée au préalable par le maire ou son représentant dans un délai d'un mois minimum après la mise en demeure du propriétaire. Les dépenses auxquelles donnent lieu ces travaux sont des dépenses obligatoires pour la commune. Le maire émet un titre de perception du montant correspondant aux travaux effectués à l'encontre des propriétaires intéressés. Il est procédé au recouvrement de cette somme au bénéfice de la commune comme en matière de créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine.

En cas de carence du maire dans l'exercice de ses pouvoirs de police, le représentant de l'État dans le département se substitue au maire de la commune après une mise en demeure restée sans résultat. Le coût des travaux effectués par l'État est mis à la charge de la commune qui procède au recouvrement de cette somme dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

Article 6.3 Débroussaillage obligatoire pour les maîtres d'ouvrage des infrastructures routières publiques (État, Département, Communes) et ferroviaires (RFF) :

Communes de Bollène, Lagarde-Paréol, Mondragon, Mornas, Piolenc, Sérignan du Comtat et Uchaux (Département de Vaucluse) :

Débroussailler les bords de routes ouvertes à la circulation publique suivant les prescriptions de l'arrêté préfectoral N° SI2004-06-21-0100-DDAF relatif au débroussaillage légal des voies ouvertes à la circulation publique et aux lignes électriques dans le département de Vaucluse en application de l'article L 332-7 du code forestier.

Commune de Rocheballe (Département de la Drôme) :

Dans la traversée et jusqu'à une distance de 200 mètres des bois, forêts, landes, maquis, garrigues, plantations et reboisements, l'État, les collectivités territoriales, propriétaires de voies ouvertes à la circulation publique et les sociétés concessionnaires des autoroutes procèdent à leur frais au débroussaillage et au maintien en état débroussaillé de part et d'autre du bord extérieur de la chaussée.

a)

La largeur de la bande débroussaillée est fixée à 10 mètres de part et d'autre du bord extérieur de la voie pour les routes départementales et les chemins communaux et privés ouverts à la circulation publique.

Sur les tronçons de voies présentant des garanties particulières (bandes, cunettes et bordures anti-mégots, etc.) ou lorsque la configuration du terrain rend impossible la réalisation des travaux (talus rocheux, forte déclivité, ...) le maître d'ouvrage peut être autorisé à limiter la largeur du débroussaillage par la DDT après avis du SDIS.

En tout état de cause, la largeur ne peut être inférieure à 7m de part et d'autre du bord extérieur de la chaussée.

b)

La demande d'autorisation devra être systématiquement accompagnée d'un plan de situation et d'une notice explicative précisant l'objet de la demande. Elle devra parvenir à la DDT au moins 3 mois avant le début des travaux.

L'absence de réponse dans un délai de 30 jours vaudra acceptation.

Les terrains concernés par l'obligation de débroussailler devront être mis en conformité avec les prescriptions ci-dessus au plus tard le 10 juin de chaque année.

Article 6.4 Débroussaillage sous les lignes de transport d'énergie électrique :

Communes de Bollène, Lagarde-Paréol, Mondragon, Mornas, Piolenc, Sérignan du Comtat et Uchaux (Département de Vaucluse) :

Débroussailler les bords de routes ouvertes à la circulation publique suivant les prescriptions de l'arrêté préfectoral N° SI2004-06-21-0100-DDAF relatif au débroussaillage légal des voies ouvertes à la circulation publique et aux lignes électriques dans le département de Vaucluse en application de l'article L 332-7 du code forestier.

Commune de Rocheballe (Département de la Drôme) :

Dans la traversée des bois, forêts, landes, maquis, garrigues, plantations et reboisement, le transporteur ou le distributeur d'énergie électrique, exploitant les lignes aériennes en conducteurs nus, procède à ses frais à :

– Lignes basse tension :

- Débroussaillage sur 5 mètres de part et d'autre de l'axe de la ligne
- Abattage rez-terre de tous les arbres susceptibles de tomber sur la ligne.

– Lignes moyenne tension :

- Débroussaillage sur 5 mètres de part et d'autre de la ligne, les 5 mètres étant mesurés à partir de l'aplomb du dernier conducteur.
- Abattage rez-terre de tout arbre susceptible de tomber sur la ligne.

Sur les tronçons de ligne présentant une configuration du terrain rendant impossible la réalisation des travaux (talus rocheux, forte déclivité, ...), le maître d'ouvrage peut être autorisé à limiter la largeur des travaux de débroussaillage par la DDT après avis du SDIS.

– Lignes haute tension :

- Débroussaillage sur un rayon de 20 mètres autour des pylônes.
- Abattage rez-terre de tout arbre susceptible de tomber sur la ligne.

Les terrains concernés par l'obligation de débroussailler devront être mis en conformité avec les prescriptions ci-dessus au plus tard le 10 juin de chaque année.

TITRE 7 - EQUIPEMENTS DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE

Article 7.1 Conditions relatives aux équipements publics et à leur accès

Article 7.1.1 Accessibilité

Zone B1

Les terrains doivent avoir accès à une voie ouverte à la circulation publique présentant les caractéristiques suivantes, de nature à permettre à la fois l'évacuation des personnes et à faciliter l'intervention sur le terrain des moyens de secours :

- ✓ largeur minimale de la chaussée de 5 mètres,
- ✓ chaussée susceptible de supporter un véhicule de 16 tonnes dont 9 sur l'essieu arrière,
- ✓ hauteur libre sous ouvrage de 3,5 mètres minimum,
- ✓ rayon en plan des courbes supérieur ou égal à 8 mètres.
- ✓ si la voie est une impasse, elle doit comporter en son extrémité une placette de retournement présentant des caractéristiques au moins égales à celles du schéma annexé.

Les bâtiments doivent être situés à moins de 30 mètres de cette voie ouverte à la circulation publique, et accessible à partir de celle-ci par une voie carrossable d'une pente inférieure ou égale à 15 % et d'une largeur supérieure ou égale à 3 mètres.

Ces conditions d'accessibilité seront nécessaires pour permettre la reconstruction à l'identique d'un bâtiment en zone R détruit par un feu de forêt.

Dans des cas particuliers où la configuration du terrain ne permettrait pas le respect de l'intégralité de ces prescriptions, une adaptation ponctuelle des caractéristiques des ouvrages pourra être acceptée après validation par le SDIS.

Zone B2

Les terrains doivent avoir accès à une voie ouverte à la circulation publique présentant les caractéristiques suivantes, de nature à permettre à la fois l'évacuation des personnes et à faciliter l'intervention sur le terrain des moyens de secours :

- ✓ largeur minimale de la chaussée de 5 mètres en tout point,
- ✓ chaussée susceptible de supporter un véhicule de 16 tonnes dont 9 sur l'essieu arrière,
- ✓ hauteur libre sous ouvrage de 3,5 mètres minimum,
- ✓ rayon en plan des courbes supérieur ou égal à 8 mètres.
- ✓ si la voie est une impasse, sa longueur doit être inférieure à 30 mètres et comporter en son extrémité une placette de retournement présentant des caractéristiques au moins égales à celles du schéma annexé.
- ✓ Les bâtiments doivent être situés à moins de 30 mètres de cette voie ouverte à la circulation publique, et accessible à partir de celle-ci par une voie carrossable d'une pente inférieure ou égale à 15 % et d'une largeur supérieure ou égale à 3 mètres.

Les zones concernées devront être desservies par deux accès opposés.

Zone B3

- ✓ mêmes conditions que précédemment, à l'exception des caractéristiques de largeur de la chaussée qui peuvent être ramenées aux caractéristiques suivantes : chaussée susceptible de supporter un véhicule de 16 tonnes dont 9 sur l'essieu arrière et contenant des aires de croisement de longueur supérieure ou égale à 25 mètres et de largeur supérieure ou égale à 5,5 mètres, voie incluse, et distantes de moins de 300 mètres les unes des autres.

Article 7.1.2 Défense contre l'incendie

La défense extérieure contre l'incendie des différentes constructions doit être conforme aux principes définis par les Règlements Opérationnels des Services Départementaux d'Incendie et de Secours arrêtés par les Préfets de Vaucluse et de la Drôme.

Afin de prendre en compte le risque subi sur les secteurs soumis à un aléa feu de forêt, les règles pour les habitations et leurs dépendances sont renforcées comme suit :

Les voies de desserte visées au 7.1.1 doivent être équipées de poteaux d'incendie séparés entre eux d'une distance inférieure ou égale à 300 mètres, le poteau desservant la construction la plus éloignée ne pouvant en être distant de plus de 150 m. Cette dernière distance est ramenée à 100 mètres en cas de bâtiments pour lesquels les planchers du dernier niveau habitable sont à un niveau supérieur à 8 mètres par rapport au terrain.

Les poteaux doivent être alimentés par des canalisations telles que le débit utilisable soit supérieur ou égal à 60m³/h pendant 2 heures.

A défaut, il peut être admis que la protection soit assurée :

- ✓ Dans les zones B1, si la protection incendie n'est pas conforme à ce qui est décrit précédemment, par un poteau d'incendie comme défini ci-dessus situé à moins de 150 m de la construction la plus éloignée, dont le débit est au moins égal à 30m³/h, complété par une réserve d'eau publique située à proximité du poteau et réalimentée par le réseau, dont la capacité additionnée à la quantité d'eau fournie par le poteau d'incendie permet d'obtenir un volume total de 120 m³ en 2 heures.
La protection peut également être assurée par la présence d'une réserve d'eau publique de 120 m³, à condition que cette réserve soit située à moins de 150 mètres du groupe des bâtiments dont elle est destinée à assurer la protection, ce groupe ne devant pas excéder 5 bâtiments.
- ✓ Pour les constructions en zone B3 si la protection incendie n'est pas conforme à ce qui est décrit précédemment, par une réserve d'eau complémentaire, dont la capacité minimale de 30 m³ pourra être augmentée en fonction de la nature et de la taille des bâtiments et située à moins de 50 mètres de ces derniers. Cette réserve peut être privée.
- ✓ Pour la réfection (sans changement de destination) ou l'extension d'un bâtiment existant en zone R, si la protection incendie n'est pas conforme à ce qui est décrit précédemment, elle sera complétée par une réserve d'eau privée de 30 m³ minimum et située à moins de 50 m du bâtiment.

Les réserves d'eau construites en application du présent article doivent respecter les obligations suivantes :

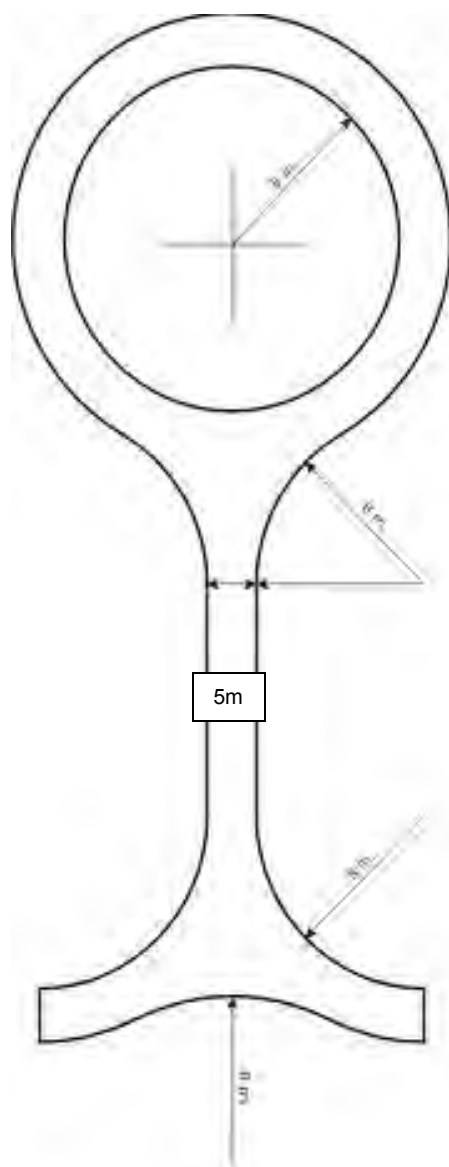
- ✓ leur voie d'accès doit être réalisée suivant les prescriptions du paragraphe accessibilité ; elles doivent comporter les éléments techniques nécessaires à leur utilisation et définis préalablement par le SDIS : conduite plongeante avec crépine, prise avec demi-raccord symétrique en sortie, bouchon obturateur,...).

Pour toutes les zones, ces dispositions pourront être renforcées selon la taille des bâtiments, sur avis du SDIS.

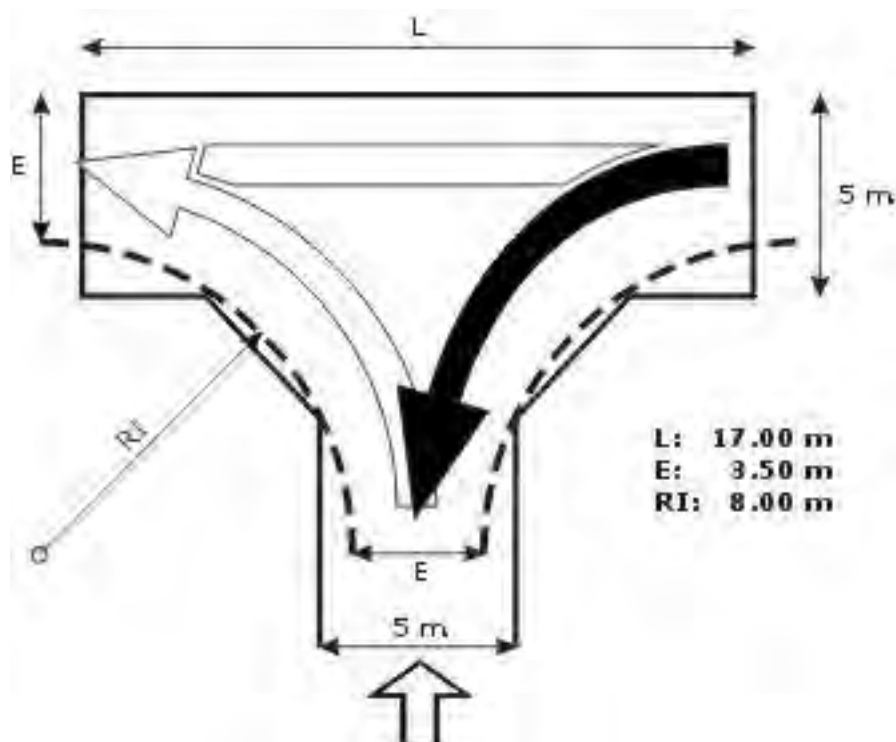
Les autres constructions (ERP, industries...) doivent faire l'objet d'une étude spécifique du SDIS.

Article 7.2 Caractéristiques des aires de retournement

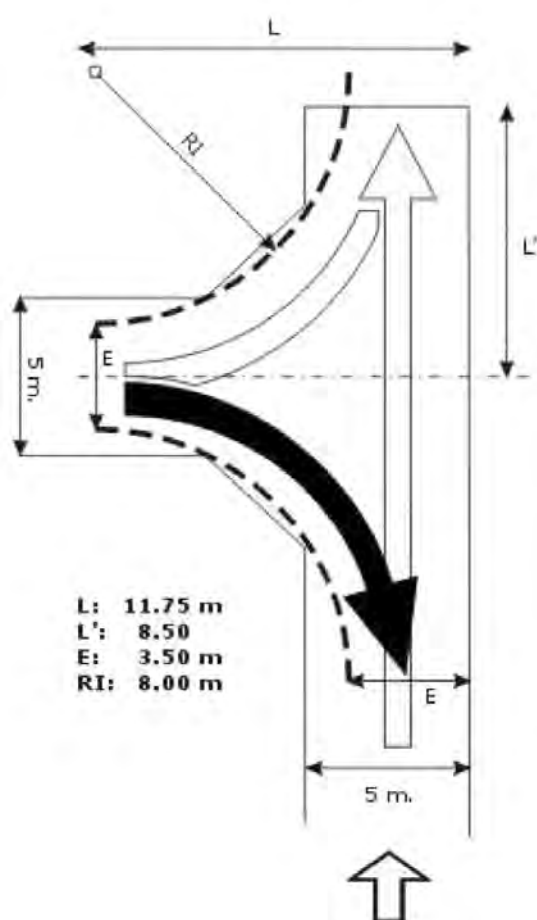
Article 7.2.1 Voie en impasse avec un rond-point en bout



Article 7.2.2 Voie en impasse en forme de T en bout



Article 7.2.3 Voie en impasse en forme de 1 en bout



GLOSSAIRE

DDT : Direction Départementale des Territoires

DDEA : Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture

DDAF : Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

DDE : Direction Départementale de l'Équipement

ERP : Établissement Recevant du Public

ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement

Opération d'ensemble : Est considérée comme opération d'ensemble, au sens du présent PPR, toute opération d'aménagement (ZAC, AFU, Lotissement) ou de constructions destinées à l'accueil d'un programme de logements, activités, commerces , services.

PCS : Plan Communal de Sauvegarde

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PPRIF : Plan de Prévention du Risque d'Incendie de Forêt

RNU : Règlement National d'Urbanisme

SDIS : Service Départemental d'Incendie et de Secours

SHON : Surface Hors Œuvre Nette

Tas de bois : empilement de morceaux de bois d'un volume supérieur à un stère

ZAC : Zone d'Aménagement Concerté

TABLE DES MATIERES

TITRE 1 - : PORTEE DU REGLEMENT.....	2
ARTICLE 1.1 CHAMP D'APPLICATION.....	2
ARTICLE 1.2 EFFETS DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES.....	2
ARTICLE 1.3 DÉFINITION DU TERRITOIRE EN ZONES.....	3
TITRE 2 - REGLES APPLICABLES DANS LA ZONE ROUGE.....	5
ARTICLE 2.1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES DANS LA ZONE ROUGE.....	5
ARTICLE 2.2 RÈGLES DE CONSTRUCTION EN ZONE ROUGE.....	7
TITRE 3 - REGLES APPLICABLES DANS LA ZONE B1.....	9
ARTICLE 3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES DANS LA ZONE B1.....	9
ARTICLE 3.2 RÈGLES DE CONSTRUCTION EN ZONE B1.....	10
TITRE 4 - REGLES APPLICABLES DANS LA ZONE B2.....	13
ARTICLE 4.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES EN ZONE B2,.....	13
ARTICLE 4.2 DISPOSITIONS OBLIGATOIRES POUR LES PROJETS NOUVEAUX,.....	14
ARTICLE 4.3 RÈGLES DE CONSTRUCTION EN ZONE B2,.....	14
TITRE 5 - REGLES APPLICABLES DANS LA ZONE B3.....	17
ARTICLE 5.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES EN ZONE B3,.....	17
ARTICLE 5.2 RÈGLES DE CONSTRUCTION EN ZONE B3,.....	17
TITRE 6 - MESURES DE PRECAUTION, DE SAUVEGARDE ET DE PREVENTION.....	20
ARTICLE 6.1 OBLIGATIONS POUR LES COMMUNES.....	20
ARTICLE 6.2 DÉBROUSSAILLEMENT OBLIGATOIRE POUR LES PERSONNES PRIVÉES, PHYSIQUES OU MORALES, LES ORGANISMES ET COLLECTIVITÉS PUBLIQUES :.....	20
ARTICLE 6.3 DÉBROUSSAILLEMENT OBLIGATOIRE POUR LES MAÎTRES D'OUVRAGE DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES PUBLIQUES (ÉTAT, DÉPARTEMENT, COMMUNES) ET FERROVIAIRES (RFF) :.....	23
ARTICLE 6.4 DÉBROUSSAILLEMENT SOUS LES LIGNES DE TRANSPORT D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE :.....	24
TITRE 7 - EQUIPEMENTS DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE.....	25
ARTICLE 7.1 CONDITIONS RELATIVES AUX ÉQUIPEMENTS PUBLICS ET À LEUR ACCÈS.....	25
ARTICLE 7.2 CARACTÉRISTIQUES DES AIRES DE RETOURNEMENT.....	27
GLOSSAIRE.....	29



PLAN DE PREVENTION DES RISQUES
NATURELS INCENDIES DE FORETS

MASSIF D'UCHAUX

COMMUNE DE ROCHEGUDE

ZONAGE REGLEMENTAIRE

Echelle : 1 / 5 000 ème

Dossier approuvé



direction
départementale
des Territoires
Vaucluse

direction
départementale
des Territoires
Crème

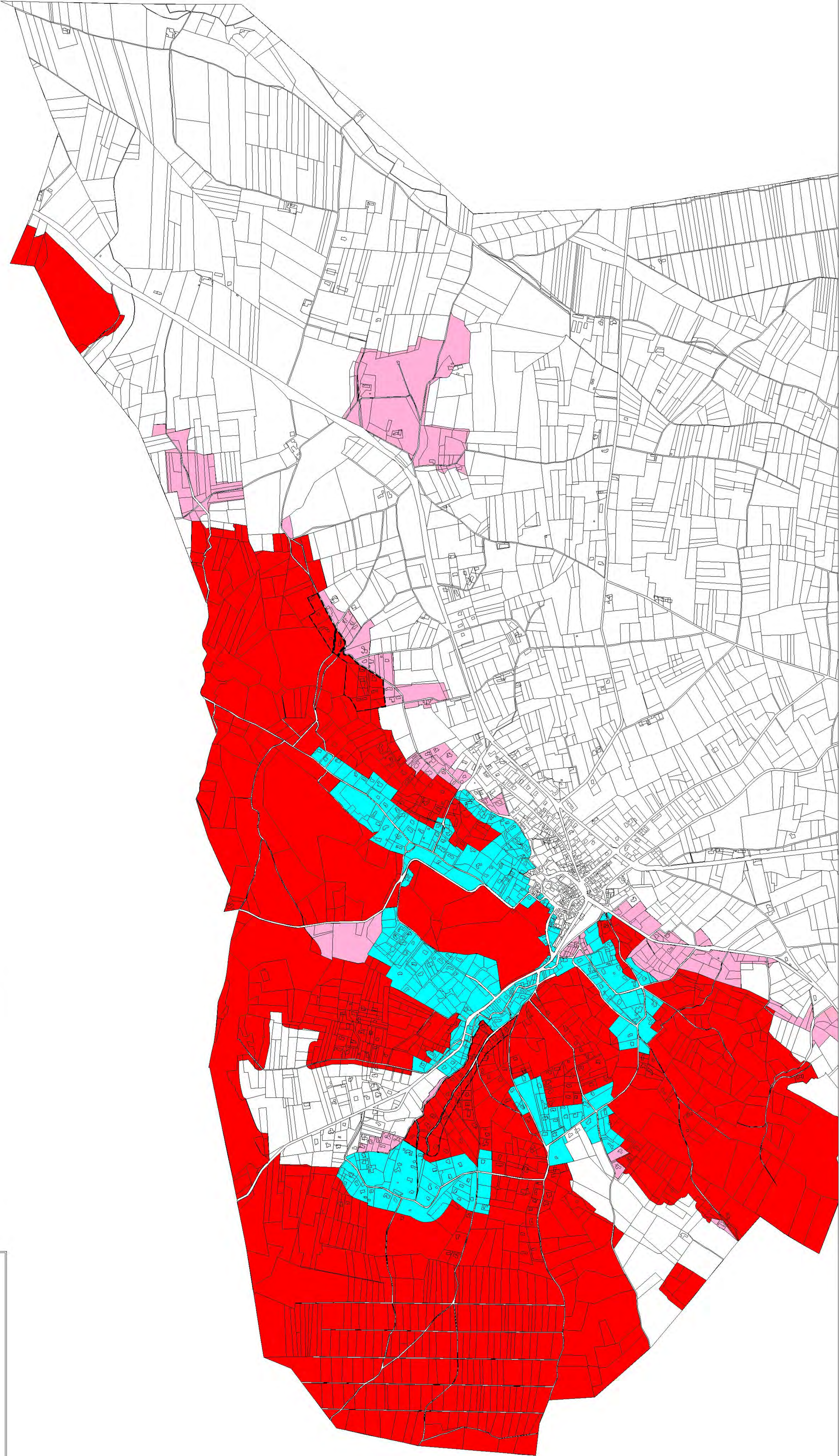
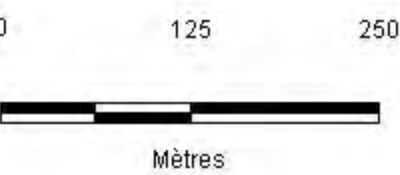
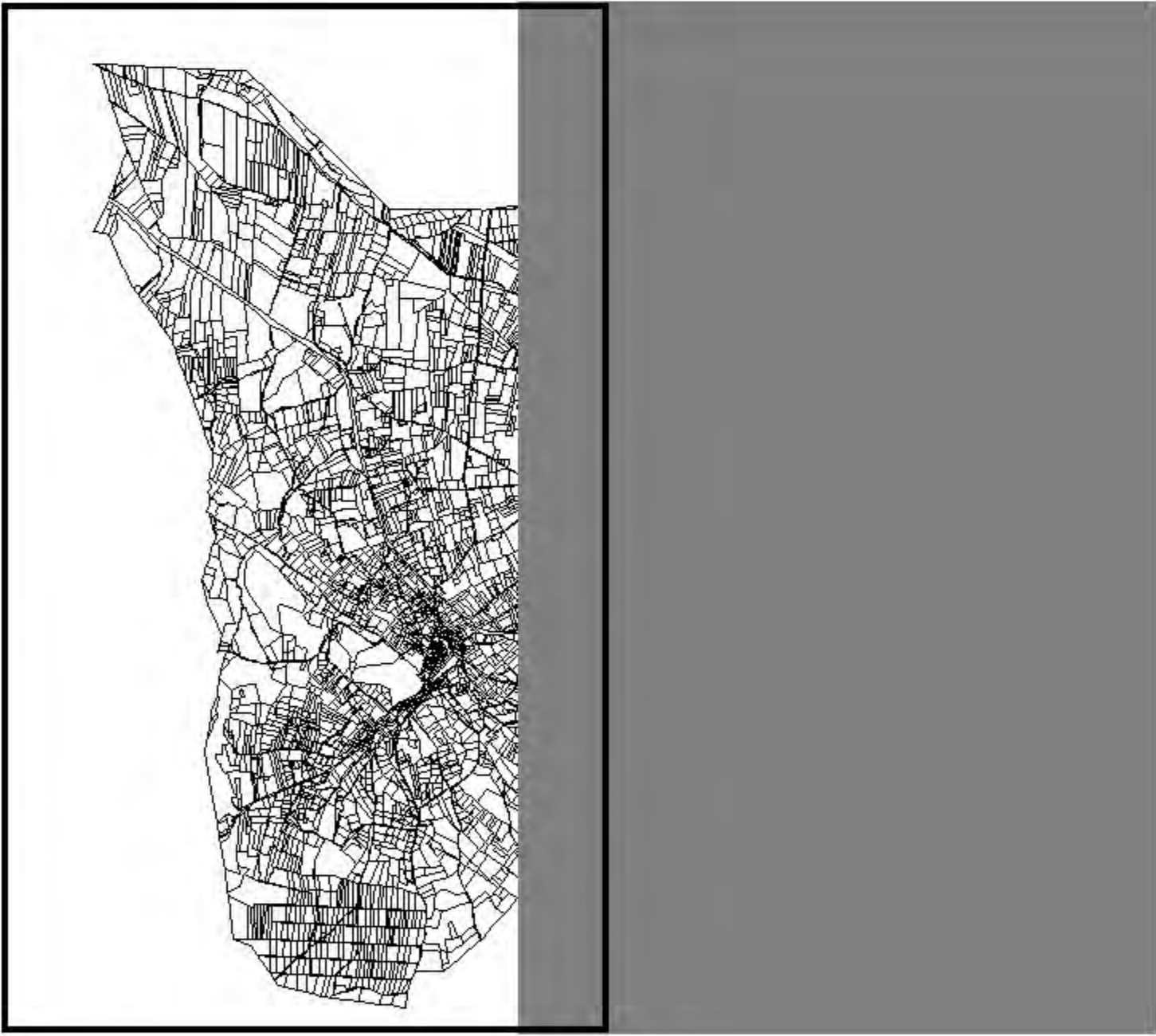


PLANCHE OUEST



LEGENDE



Zones R



Zones de projets



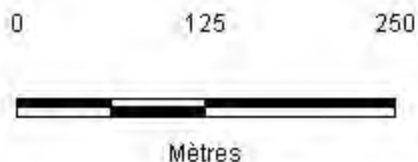
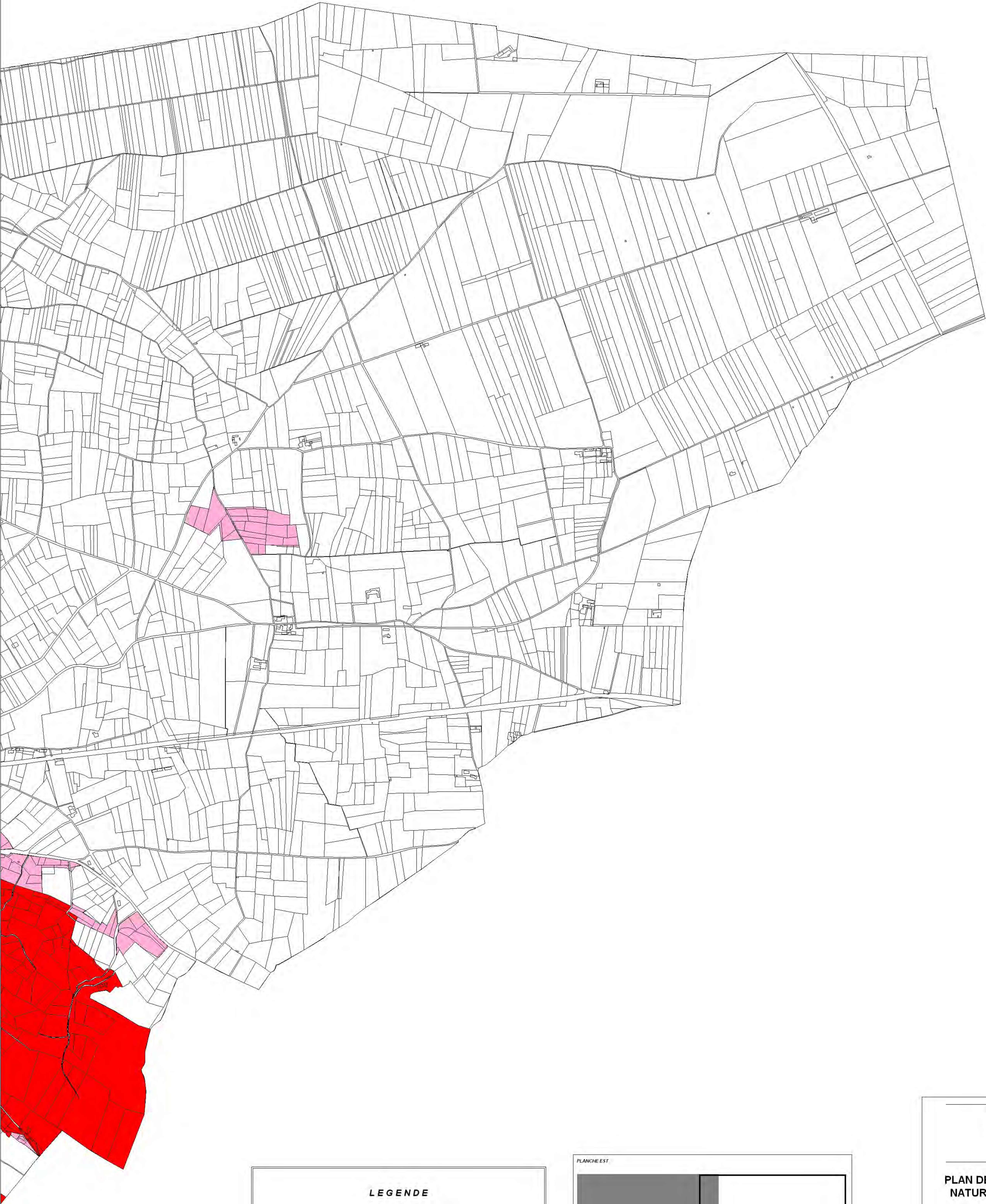
Zones B1



Zones B3



Source : Fond cadastral



LEGENDE

Zones R

Zones de projets

Zones B1

Zones B3

N

W

E

S

Source : *Fond cadastral*




MAIRIE DE ROCHEGUDE
19100 - 05 49 00 10 50


MAIRIE DE ROCHEGUDE
19100 - 05 49 00 10 50

**PLAN DE PREVENTION DES RISQUES
NATURELS INCENDIES DE FORETS**

MASSIF D'UCHAUX

COMMUNE DE ROCHEGUDE

ZONAGE REGLEMENTAIRE

Echelle : 1 / 5 000 ème

Dossier approuvé


direction
départementale
des Territoires
Vaucluse

direction
départementale
des Territoires
Crème

Département de la Drôme



COMMUNE DE ROCHEGUDE

SCHEMA DIRECTEUR ET ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

DOCUMENT DE SYNTHESE NOTICE EXPLICATIVE



SIEGE

6, Rue Grolée
69289 LYON Cédex 02

Téléphone : 04-72-32-56-00

Télécopie : 04-78-38-37-85

E-mail : cabinet-merlin@cabinet-merlin.fr

IMPLANTATION REGIONALE

Immeuble l'Esculape – Niveau 2
215, Avenue du Comtat Venaissin
BP 20111

84203 CARPENTRAS CEDEX

Téléphone : 04-90-63-44-11

Télécopie : 04-90-67-25-49

E-mail : cm-carpentras@cabinet-merlin.fr

GROUPE MERLIN / Réf doc : 101918-134-ETU-ME-1-010-A

Ind	Etabli par	Vérifié par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	P. DIGARD/S. EYDOUX	L. CALISSI	L. CALISSI	07/07/2011	Création

SOMMAIRE

1	PREAMBULE.....	3
2	DONNEES DE BASE.....	5
3	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - ETAT DES LIEUX	6
3.1	RECENSEMENT ET ETAT DES INSTALLATIONS.....	6
3.2	APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	6
4	ASSAINISSEMENT COLLECTIF - ETAT DES LIEUX.....	7
4.1	CARACTERISTIQUES DU RESEAU ET DE LA STATION	7
4.2	NORMES DE REJET	7
4.3	FONCTIONNEMENT DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT	8
5	STATION D'EPURATION PROJETEE	9
6	MESURES A PRENDRE POUR REDUIRE LES POLLUTIONS.....	10
6.1	REJETS VINICOLES.....	10
6.2	BORNES DE SULFATAGE	10
7	EAUX PLUVIALES.....	11
8	ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT	12
8.1	ZONES URBAINES - UA, UD, UE ET UI.....	12
8.1.1	ZONES UA	12
8.1.2	ZONE UD.....	12
8.1.3	ZONE UE.....	13
8.1.4	ZONE UI.....	13
8.2	ZONES A URBANISER :	14
8.2.1	ZONES AUO ET AU.....	14
8.2.2	ZONE AUE	14
8.2.3	ZONE AUI.....	15
8.2.4	ZONE AUT	15
8.3	ZONE A	16
8.4	ZONE N	16
9	PRINCIPALES DISPOSITIONS DECOULANT DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT	18
9.1	ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	18
9.1.1	OBLIGATION DE RACCORDEMENT.....	18
9.1.2	CONDITIONS DE RACCORDEMENT	18
9.2	ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	21
9.2.1	SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC).....	21
9.2.2	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ATTACHEES AUX DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF....	21
10	PROGRAMME DE TRAVAUX	39
10.1	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....	39
10.2	ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET RESEAU D'EAUX PLUVIALES	40
11	ECHANCIER DES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT ET DE REHABILITATION DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT.....	42
12	PLAN DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT	44

1 PREAMBULE

Le Conseil municipal de Rochegude a décidé d'entreprendre la mise à jour du zonage de l'assainissement afin de le mettre en cohérence avec le projet de plan local d'urbanisme arrêté en

Cette mise à jour du zonage intègre notamment les éléments issus des documents et études suivants :

- Schéma directeur d'assainissement établi en 1999 (Euryèce) ;
- Projet de plan local d'urbanisme arrêté en (Beaur).

L'étude de schéma directeur d'assainissement a pour but de proposer aux élus l'élaboration d'un zonage du territoire communal, de définir à l'intérieur de chaque unité identifiée les solutions techniques les mieux adaptées à la gestion des eaux usées d'origines domestiques, agricoles, artisanales et industrielles.

L'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales stipule que *les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :*

- *1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*
- *2° (L. n° 2006-1772, 30 déc. 2006, art. 54, I, 8°) Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;*
- *3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*
- *4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.*

Les solutions techniques doivent répondre aux préoccupations et objectifs du maître d'ouvrage, qui sont de :

- garantir à la population présente et à venir des solutions durables pour l'évacuation et le traitement des eaux usées et pluviales,
- respecter le milieu naturel en préservant les ressources en eaux souterraines et superficielles selon les objectifs de qualité,
- prendre en compte ce schéma directeur d'assainissement dans les orientations d'urbanisme de la commune, de façon à garantir une cohérence entre développement des constructions et équipements,
- assurer le meilleur compromis économique possible dans le respect des réglementations.

Cette étude constitue à la fois un document d'aide à la décision et un outil de planification.

Résumé de l'historique de l'étude de schéma directeur et zonage de l'assainissement :

- 1999: élaboration du schéma directeur d'assainissement par Euryèce ;
- : passage à enquête publique du document de synthèse du schéma directeur d'assainissement ;
- 2012 : mise à jour du zonage de l'assainissement avec le projet de plan local d'urbanisme tel qu'arrêté en

Le présent document correspond à la mise à jour susmentionnée. Il tient lieu de justification du choix de zonage de l'assainissement de la commune.

2 DONNEES DE BASE

Population

- Actuelle (2010) : 1 473 habitants (INSEE)
- Envisagée dans 10 ans (horizon du projet de PLU) : + 300 habitants
- Envisagée dans 20 ans : + 500 habitants

Activités économiques

- Viticulture : 5 caves sur la commune (1 cave coopérative et 4 caves privées)
- Tourisme : faible activité touristique

Configuration de l'habitat

- Zone agglomérée : village et quartiers attenants
- Habitats diffus : fermes et villas isolées

Rejets vinicoles

L'assainissement des établissements vinicoles s'effectue de la façon suivante :

- 4 établissements possèdent un dispositif d'assainissement qui leur est propre (dont la cave coopérative qui réalise de l'épandage)
- 1 établissement ne possède pas de dispositif d'assainissement

Milieu récepteur

Le rejet des effluents traités en sortie de station d'épuration s'effectue dans le canal du Comte. Ce canal se rejette dans le Lez en aval de la commune de Suze la Rousse. C'est un petit canal à usage agricole.

3 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - ETAT DES LIEUX

3.1 RECENSEMENT ET ETAT DES INSTALLATIONS

En 1999, pour l'ensemble de la commune, un grand nombre de dispositifs d'assainissement non collectif étaient à réhabiliter, sans toutefois qu'aucun impact réellement préjudiciable pour l'environnement ait été relevé. D'après l'enquête réalisée à l'époque, 30 % des installations nécessitaient une réhabilitation.

En 2011, 109 installations d'assainissement non collectif sont recensées sur le territoire communal, parmi lesquelles :

- 97 installations ont été contrôlées par le service public d'assainissement non collectif (SPANC), géré par le SIVOM du Tricastin;
- 39 installations non conformes ont été identifiées ;
- cinq dispositifs ont fait l'objet de travaux de mise aux normes.

3.2 APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La majorité des zones étudiées présentent une bonne aptitude à l'assainissement autonome, où de simples tranchées d'infiltration peuvent assurer une bonne épuration et évacuation des effluents.

Le tableau ci-dessous récapitule les résultats des études de sol réalisées en 1999 et 2012.

SECTEUR ETUDIE	APTITUDE	ASSAINISSEMENT
1 - LE CORDOLEN	Verte : Nord du secteur	Epandage dans le sol en place
	Rouge : Sud du secteur	Filière drainée nécessitant la recherche d'un exutoire
2 - LA COTE SAINT DENIS	Jaune : Est de la zone	Epandage dans un sol reconstitué
	Rouge : Ouest de la zone	Filière drainée nécessitant la recherche d'un exutoire
3 - LE LAURON	Verte	Epandage dans le sol en place
4 - LE PIELON	Verte	Epandage dans le sol en place
	Rouge : Ancienne décharge	Filière drainée nécessitant la recherche d'un exutoire
5 - LE PUY	Verte	Epandage dans le sol en place
6 - LA RAMADE	Verte	Epandage dans le sol en place (en dehors des zones d'affleurement de la roche calcaire)
7 - LA POTERIE	Rouge	Filière drainée nécessitant la recherche d'un exutoire

Nota : Dans tous les cas de figure, les particuliers doivent produire une étude de sol à la parcelle afin de définir au mieux le type de filière à mettre en place.

4 ASSAINISSEMENT COLLECTIF - ETAT DES LIEUX

4.1 CARACTERISTIQUES DU RESEAU ET DE LA STATION

Réseau

- Réseau séparatif (principalement en PVC 200 mm),
- Linéaire de réseau : 17 km,
- 3 postes de refoulement,
- 2 déversoirs d'orage (dont un en entrée de station),
- 604 abonnés.

Station

- Date de construction station d'épuration : 1995,
- Capacité nominale : 900 équivalent-habitants,
- Type : boues activées faible charge,
- Prétraitement : relevage, panier dégrilleur, dégrilleur automatique à grille courbe, dessableur-dégraisseur,
- bassin d'aération,
- Clarification,
- Traitement des boues : poste de recirculation, silo à boues, 6 lits de séchage.

4.2 NORMES DE REJET

PARAMETRES	CONCENTRATIONS A ne pas dépasser	RENDEMENT Minimum à atteindre
DBO5	35 mg/l	60 %
DCO		60 %
MES		50 %

4.3 FONCTIONNEMENT DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

Charges hydrauliques et polluantes reçues par la station d'épuration

L'étude des données d'autosurveillance des dernières années montre la station d'épuration fonctionne en surcharge :

PARAMETRE	CHARGE MOYENNE REÇUE	CAPACITE NOMINALE	POURCENTAGE DE CAPACITE NOMINALE
Débit (m ³ /j)	126	150 m ³ /j	84 %
DBO ₅ (kg/j)	66	54 kg/j	122 %
DCO (kg/j)	174	108 kg/j	161 %
MES (kg/j)	93	59 kg/j	157 %

L'analyse de la moyenne conclue à une charge de la station de l'ordre de :

- en charge hydraulique 840 EH,
- en charge polluante 1 100 EH pour le paramètre DBO₅, et 1 400 EH pour le paramètre DCO.

En résumé, la station d'épuration présente aujourd'hui une capacité de traitement critique pour faire face aux charges polluantes à traiter.

Eaux claires parasites permanentes

Les travaux de mise en séparatif réalisés ces dernières années sur les réseaux sont clairement identifiables par la réduction du volume arrivant sur la station d'épuration.

En terme de charges hydrauliques, on peut observer pour l'année 2010 une forte réduction de la part d'eaux claires parasites en entrée de la station d'épuration.

En effet le volume d'eaux claires parasites était de 76 m³/j lors du bilan 24 h réalisé lors du précédent schéma directeur en 1999. Ce volume rapporté aux derniers relevés représenterait 60.3% de la charge hydraulique reçue.

Lors du bilan 24 h réalisé en décembre 2010, le volume d'eaux claires parasites est descendu à 9.60 m³/j, soit 7.6 % de la charge hydraulique reçue.

Performances de traitement de la station d'épuration

Malgré les dépassements chroniques de capacité nominale de traitement, les performances épuratoires de la station sont de bon niveau. Sur l'ensemble des bilans effectués entre 2004 et 2010, les rejets sont conformes aux prescriptions réglementaires.

5 STATION D'EPURATION PROJETEE

Une extension de la station d'épuration d'une capacité nominale établie, en première approche, à 2 000 EH pourrait être envisagée.

Ce nouvel ouvrage est rendu nécessaire par les perspectives de développement de la commune et les nouveaux raccordements attendus.

Répartition des apports existants et nouveaux attendus (première estimation) :

SECTEUR	EQUIVALENTS-HABITANTS
Apports existants (population et activités)	1 400 EH * ¹
Nouveaux apports (population)	+ 600 EH
Total	2000 EH
* ¹ en pointe, d'après les données d'autosurveillance actuelles	

6 MESURES A PRENDRE POUR REDUIRE LES POLLUTIONS

Source : Schéma directeur d'assainissement - 1999 (données actualisées 2011)

6.1 REJETS VINICOLES

Les établissements vinicoles ne disposant pas de dispositifs de traitement de leurs effluents devront se mettre en conformité et s'équiper à moyen terme d'un dispositif d'assainissement.

LES SOLUTIONS ENVISAGEABLES

- **Epandage des effluents**
- **Bassin d'évaporation**

6.2 BORNES DE SULFATAGE

Les bornes de sulfatage disposées sur la commune constituent des sources potentielles de pollution. Les risques de pollution sont liés à deux types d'utilisation qui entraînent des départs de produits phytosanitaires vers le milieu naturel :

- le débordement des cuves lors de leur remplissage,
- le nettoyage des containers après usage.

SOLUTIONS ENVISAGEABLES :

APPLICATION DE BONNES PRATIQUES AGRICOLES, INSTALLATION DE CUVES AUXILIAIRES SUR LES PULVERISATEURS, AIRES DE REMPLISSAGE INDIVIDUELLES EQUIPEES DE BACS DE DECANTATION.

7 EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales posent peu de problèmes sur le territoire de la commune de Rochegude. Il convient toutefois de signaler les deux points suivants :

- Des risques d'inondation ont été répertoriés sur les quartiers de Grenouillet et du Moulin. Il s'agit de zones agricoles, non urbanisées ; il n'apparaît donc pas nécessaire de réaliser de travaux particuliers.
- Les quartiers Sud (notamment le Marteau, la Séniace, la Côte Saint Denis) sont implantés sur les premiers contreforts du massif d'Uchaux. Les pentes relativement importantes augmentent les risques de ruissellement. Toutefois, l'urbanisation envisagée pour cette zone est modérée, avec des surfaces minimales de parcelle de 1 500 m², et les surfaces imperméabilisées resteront faibles. Le ruisseau de la Riaille et les ravins permettent d'évacuer les eaux de pluie, toutefois des aménagements pluviaux ponctuels devront être mis en œuvre sur certains secteurs afin de limiter des écoulements de surface sur voirie lors de forts événements pluvieux.
- Sur le secteur centre, ancienne route d'Orange, il est observé lors d'événements pluvieux importants des inondations localisées dans les habitations situées en contre bas de la voirie. Les aménagements actuels , canalisations et avaloirs ne permettent pas d'absorber les débits ruisselés provenant du bassin versant formé par le quartier du Devès. Sur ce secteur, des travaux de création d'un réseau d'assainissement pluvial sont programmés dans le cadre de réhabilitation et de mise en conformité des réseaux.

Enfin des mesures pourront être prises sur les nouvelles zones urbanisables afin de limiter le ruissellement des eaux pluviales. On pourra proposer par exemple des dispositifs de rétention des eaux sur les parcelles (simples mouvements de terrain ou fossés de rétention).

8 ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

Voir la carte du zonage d'assainissement en annexe.

Le zonage de l'urbanisation considéré ci-après correspond aux zones définies dans le Plan Local d'Urbanisme en cours d'élaboration. On distingue les zones suivantes : UA, UD, UE, UI, AUo, AUe, AUj, AU, A, N.

Leurs caractéristiques en terme d'urbanisation et le zonage d'assainissement retenu pour chacune sont détaillés ci-dessous.

8.1 ZONES URBAINES - UA, UD, UE ET UI

8.1.1 Zones UA

Configuration de l'habitat

Habitat très dense.

Assainissement actuel

Toutes les habitations sont raccordées au réseau d'assainissement collectif.

Zonage d'assainissement

En raison de la forte densité des constructions sur l'ensemble de cette zone et de la présence du collecteur d'assainissement à proximité, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE ASSAINISSEMENT POUR LES ZONES UA : ASSAINISSEMENT COLLECTIF
--

8.1.2 Zone UD

Configuration de l'habitat

Les zones UD sont des zones d'extension de l'agglomération, de caractère discontinu, avec une densité d'habitat faible à modérée.

Assainissement actuel

La plupart des habitations existantes sur les zones UD autour du village sont desservies par le réseau d'assainissement collectif.

Seuls les secteurs suivants ne seront pas raccordés (pas d'extensions prévues à court ou moyen terme) :

- × Quartier Le Piélon et le Puy : secteur UDa

Zonage d'assainissement

Compte-tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UD (HORS SECTEUR UDA) : ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LE SECTEUR UDA : ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
--

8.1.3 Zone UE

Configuration de la zone

La zone UE représente les zones urbaines à vocation d'équipements d'intérêt collectif.

Assainissement actuel

Le secteur UE est desservi par le réseau d'eaux usées.

Zonage d'assainissement

Compte-tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE UE : ASSAINISSEMENT COLLECTIF
--

8.1.4 Zone UI

Configuration de la zone

La zone UI représente les zones urbaines à vocation d'activités économiques.

Assainissement actuel

Le secteur UI est desservi par le réseau d'eaux usées.

Pour la cave coopérative, le secteur de type UIv correspond aux bâtiments en dur dont les eaux domestiques sont récupérés au niveau du réseau d'assainissement.

Le secteur UIva correspond à la zone technique de vinification et à la zone de traitement autonome des effluents de la cave coopérative.

Le secteur de type UIa correspond à une activité économique existante qui dispose d'un

dispositif d'assainissement autonome (étude de sol joint en annexe au présent document).
Ce secteur est très excentré par rapport à l'agglomération.

Zonage d'assainissement

Compte-tenu de l'état de la desserte actuelle et des perspectives de développement, le type d'assainissement retenu est le suivant :

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LA <u>ZONE UI ET UIv</u> : <u>ASSAINISSEMENT COLLECTIF</u>

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT POUR LE SECTEUR DE <u>TYPE UIvA</u> ET <u>UIA</u> : <u>ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</u>

8.2 ZONES A URBANISER :

8.2.1 Zones AUo et AU

Configuration de l'habitat

Ces zones représentent les divers quartiers prévus pour l'extension de l'agglomération, urbanisable à court ou moyen terme dans le cadre d'opérations d'aménagement ou de construction (zone AUo) ou urbanisable après augmentation de la capacité de la station d'épuration et modification du PLU (zone AU).

Elles sont à vocation résidentielle, de services, d'activités compatibles avec l'habitat, et leurs équipements en voirie et réseaux divers sont à la charge des aménageurs ou constructeurs.

Assainissement actuel

Les habitations existantes situées en zone AU sont à ce jour en assainissement non collectif.

Zonage d'assainissement

Les divers secteurs concernés sont desservis, en limite de zone, par le réseau d'eaux usées.

Le zonage d'assainissement retenu sur la zone AUo et AU est le suivant :

ZONAGE ASSAINISSEMENT POUR LA <u>ZONE AUO ET AU</u> : <u>ASSAINISSEMENT COLLECTIF</u>

8.2.2 Zone AUE

Configuration de la zone

La zone AUE correspond à un site spécifique destiné à accueillir des équipements d'intérêt

collectif urbanisable après augmentation de la capacité de la station d'épuration et modification du PLU.

Assainissement actuel

Il n'y a pas de réseau d'eaux usées dans ce secteur.

Zonage d'assainissement

Il est prévu d'amener le réseau d'eaux usées dans ce secteur. L'assainissement sera raccordé au réseau d'assainissement communal.

Le zonage d'assainissement retenu sur ce secteur est donc le suivant :

ZONAGE ASSAINISSEMENT POUR LA <u>ZONE AUE</u> : <u>ASSAINISSEMENT COLLECTIF</u>

8.2.3 Zone AUi

Configuration de la zone

La zone AUi correspond à un site spécifique à vocation d'activités économiques, urbanisable après augmentation de la capacité de la station d'épuration et modification du PLU .

Assainissement actuel

Il n'y a pas de réseau d'eaux usées dans ce secteur.

Zonage d'assainissement

Il est prévu d'amener le réseau d'eaux usées dans ce secteur. L'assainissement sera raccordé au réseau d'assainissement communal.

Le zonage d'assainissement retenu sur ce secteur est donc le suivant :

ZONAGE ASSAINISSEMENT POUR LA <u>ZONE AUi</u> : <u>ASSAINISSEMENT COLLECTIF</u>

8.2.4 Zone AU τ

Configuration de la zone

La zone AU τ correspond à une zone non équipée, réservée pour une urbanisation future et à vocation d'accueil touristique, urbanisable après augmentation de la capacité de la station d'épuration et modification du PLU .

Assainissement actuel

Il n'y a pas de réseau d'eaux usées dans ce secteur.

Zonage d'assainissement

Il est prévu d'amener le réseau d'eaux usées dans ce secteur. L'assainissement sera raccordé au réseau d'assainissement communal.

Le zonage d'assainissement retenu sur ce secteur est donc le suivant :

ZONAGE ASSAINISSEMENT POUR LA <u>ZONE AUT</u> : <u>ASSAINISSEMENT COLLECTIF</u>

8.3 ZONE A

Configuration de l'habitat

Sur cette zone, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles, l'habitat est de type diffus et les possibilités de construction ou de réfection sont extrêmement limitées.

Assainissement actuel

La quasi totalité des habitations dispose d'installations d'assainissement non collectif, sauf certaines desservies par le réseau d'eaux usées (cas isolés).

Zonage d'assainissement

Deux cas de figure peuvent se présenter :

- 1) Si le réseau d'assainissement passe en limite de parcelle, les habitations ont l'obligation de se raccorder au collecteur d'eaux usées.
- 2) Dans le cas contraire, les habitations doivent disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif répondant aux normes en vigueur.

ZONAGE ASSAINISSEMENT POUR LA <u>ZONE A</u> : <u>ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</u>

SAUF SI LE RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT PASSE EN LIMITE DE PARCELLE.
--

8.4 ZONE N

Configuration de l'habitat

Sur cette zone naturelle et forestière, l'habitat est de type diffus et les possibilités de construction ou de réfection sont extrêmement limitées.

Assainissement actuel

La quasi totalité des habitations dispose d'installations d'assainissement non collectif, sauf certaines desservies par le réseau d'eaux usées (cas isolés).

Zonage d'assainissement

Deux cas de figure peuvent se présenter :

- 1) Si le réseau d'assainissement passe en limite de parcelle, les habitations ont l'obligation de se raccorder au collecteur d'eaux usées.
- 2) Dans le cas contraire, les habitations doivent disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif répondant aux normes en vigueur.

ZONAGE ASSAINISSEMENT POUR LA ZONE N : ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
SAUF SI LE RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT PASSE EN LIMITE DE PARCELLE.

9 PRINCIPALES DISPOSITIONS DECOULANT DU ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

9.1 ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

9.1.1 Obligation de raccordement

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-1 :

Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte. [...]

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article « L. 2224-12-2 » du code général des collectivités territoriales. [...]

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-8 :

Tant que le propriétaire ne s'est pas conformé aux obligations prévues aux articles L. 1331-1 à L. 1331-7, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été raccordé au réseau ou équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, et qui peut être majorée dans une proportion fixée par le conseil municipal dans la limite de 100 %.

9.1.2 Conditions de raccordement

Les déversements

Le réseau d'assainissement collecte les eaux usées domestiques, comprenant les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilette, ...) et les eaux vannes (urines et matières fécales).

Par contre, il est formellement interdit de déverser dans le réseau d'assainissement :

- × le contenu des fosses septiques,
- × l'effluent des fosses septiques,
- × les ordures ménagères,
- × les huiles usagées,
- × les eaux pluviales.

Et d'une façon générale, tout corps solide ou susceptible de nuire soit au bon état, soit au

bon fonctionnement du réseau.

Les restaurants et les cuisines collectives doivent être équipés de bacs dégraisseurs régulièrement entretenus.

Le déversement d'eaux usées industrielles doit être défini par une convention spéciale de déversement passée entre le service assainissement et l'établissement industriel.

Les branchements

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- × un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- × une canalisation de branchement,
- × un regard de branchement placé de préférence sur le domaine public,
- × un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble.

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande adressée au service d'assainissement. L'acceptation par le service d'assainissement crée la convention de déversement entre les parties.

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-2 :

Lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte ou de l'incorporation d'un réseau public de collecte pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique, jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public.

Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent. Ces parties de branchements sont incorporées au réseau public, propriété de la commune qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.

La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses entraînées par ces travaux, diminuées des subventions éventuellement obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux, suivant des modalités à fixer par délibération du conseil municipal.

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-4 :

Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées

à l'article L. 1331-1. Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires. La commune en contrôle la qualité d'exécution et peut également contrôler leur maintien en bon état de fonctionnement.

Code de la Santé Publique, Art. L. 1331-5 :

Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire.

Si le raccordement n'est pas possible gravitairement, il appartient au propriétaire de mettre en place à ses frais un poste de relèvement individuel.

Contrôle des branchements

Le service d'assainissement peut être amené à effectuer, chez tout usager du service, tout prélèvement ou contrôle qu'il estimerait utile. Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application de cette disposition. Si les rejets ne sont pas conformes, les frais de contrôle et d'analyse occasionnés seront à la charge de l'usager.

La commune peut exiger du propriétaire qu'il remédie aux malfaçons ou aux erreurs constatées, et après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

Redevance d'assainissement

Code général des collectivités territoriales, Art. R. 2224-19 :

Tout service public d'assainissement, quel que soit son mode d'exploitation, donne lieu à la perception de redevances d'assainissement établies dans les conditions fixées par les articles R. 2224-19-1 à R. 2224-19-11.

L'usager domestique raccordé à un réseau public d'évacuation des eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement.

Participation financière des immeubles neufs

Code de la Santé Publique, Art. R. 1331-7 :

Les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte auquel ces immeubles doivent être raccordés peuvent être astreints par la commune, pour tenir compte de l'économie par eux réalisée en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire, à verser une participation s'élevant au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose d'une telle installation. Une

délibération du conseil municipal détermine les conditions de perception de cette participation.

9.2 ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

9.2.1 Service public d'assainissement non collectif (SPANC)

Les habitations situées dans les zones d'assainissement non collectif doivent être équipées de systèmes d'épuration conformes à la réglementation et en bon état de fonctionnement.

Conformément à l'article L. 2224-8 du Code général des collectivités territoriales, les communes sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif. Elles peuvent également, si elles le décident et sur demande du propriétaire, en assurer l'entretien et effectuer les travaux de réhabilitation.

Ce travail revient au service public d'assainissement non collectif (ou SPANC). Dans le cas de Rochegude, la gestion du SPANC est assurée par le SIVOM du Tricastin.

Le contrôle des installations est encadré de la manière suivante :

- × Installation neuve ou réhabilitée de moins de 8 ans : vérification de la conception et de l'exécution.
- × Autres installations : diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien.
- × Si nécessaire, une liste des travaux à effectuer est établie.
- × Le contrôle doit être effectué au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut excéder 8 ans.

En cas de non conformité de l'installation, le propriétaire a 4 ans pour effectuer les travaux prescrits après le contrôle de la collectivité.

Nota : Si un propriétaire d'habitation située en zone d'assainissement non collectif souhaite le raccordement au réseau d'eaux usées, il doit en faire la demande auprès de la collectivité, qui est libre d'accéder ou non à cette demande. S'ils ont lieu, les travaux de raccordement sont alors entièrement à la charge du propriétaire.

9.2.2 Prescriptions techniques attachées aux dispositifs d'assainissement non collectif

Les modalités générales d'établissement de l'assainissement non collectif sont celles définies dans l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif (modifié par l'arrêté du 24 décembre 2003), dans la circulaire

du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif, et dans la norme XP DTU 64-1 de mars 2007.

Les ouvrages d'assainissement non collectif comportent :

- × un dispositif de prétraitement,
- × un dispositif assurant soit l'épuration et l'évacuation des effluents par le sol (filère classique), soit l'épuration des effluents avant rejet vers un milieu hydraulique superficiel (demande de dérogation nécessaire), un horizon sous-jacent perméable (avec puits d'infiltration nécessitant également une demande de dérogation), ou un dispositif de dispersion-irrigation.

Les prescriptions reprises ci-après sont soumises à la réglementation en vigueur ; elles peuvent être amenées à évoluer en cas d'évolution de cette dernière.

Recommandations générales

Les eaux pluviales ne doivent pas être raccordées aux dispositifs d'assainissement non collectif.

Les terrains de recouvrement des dispositifs de traitement doivent rester hors circulation et ne pas être plantés d'arbres ou arbustes (en raison des dommages causés par les systèmes racinaires).

L'arrêté du 6 mai 1996 précise que les installations d'assainissement individuelles devront être situées à une distance minimale de 35 m des captages d'eau utilisés pour l'alimentation humaine.

9.2.2.1 Prétraitement

La fosse septique et les bacs à graisse existants seront déconnectés et comblés de matériaux inertes.

La fosse toutes eaux

La fosse toutes eaux reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques et assure leur prétraitement. Elle doit être pourvue d'une ventilation (extracteur statique ou éolien) et placée le plus près possible de l'habitation, c'est-à-dire à moins de 10 m.

Elle devra être située à l'écart du passage de toute charge roulante ou statique. Les tampons de visites devront rester accessibles pour l'entretien.

DIMENSIONNEMENT DE LA FOSSE TOUTES EAUX POUR 5 PIECES PRINCIPALES

3 M ³ MINIMUM AVEC PREFILTRE INTEGRE

Préfiltre

Cet appareil a pour but de protéger le système de traitement placé à l'aval contre les matières en suspension qui peuvent s'échapper de la fosse toutes eaux. Il peut être intégré aux équipements de prétraitement préfabriqués ou placé en amont du dispositif de traitement.

Le bac dégraisseur

Situé à moins de 2 m de l'habitation, le dégraisseur retient les matières grasses contenues dans les eaux ménagères. Ce dispositif est obligatoire en cas d'utilisation d'une fosse septique.

VOLUME DU BAC A GRAISSE : 200 L POUR RECEVOIR LES EAUX MENAGERES
--

9.2.2.2 Traitement

9.2.2.2.1 Tranchées d'infiltration

Epuraton / Infiltration

Les caractéristiques du terrain conduisent à recommander la mise en place d'une filière constituée de tranchées d'infiltration à faible profondeur.

Le fond des tranchées d'infiltration ne devra pas dépasser 1 m de profondeur.

Celles-ci réceptionneront les eaux usées de l'habitation.

Les tranchées d'infiltration à faible profondeur

Principe : Les tranchées d'infiltration reçoivent les effluents. Elles utilisent le sol en place comme système épurateur et comme moyen dispersant.

Dimensionnement : Les longueurs des tranchées d'infiltration sont définies en fonction de la capacité d'infiltration des eaux par le sol. Pour le terrain d'étude, la perméabilité est considérée comme comprise entre 30 et 500 mm/h.

Pour cinq pièces principales, 45 ml de tranchées au minimum sont nécessaires avec 6 m de tranchées filtrantes supplémentaires par pièce principale supplémentaire.

POUR UNE HABITATION DE 7 PIECES PRINCIPALES : NOMBRE DE TRANCHEES = 3 LONGUEUR TOTALE DE TRANCHEES : 75 M (3 x 25 M)

ou

POUR UNE HABITATION DE 7 PIECES PRINCIPALES : NOMBRE DE TRANCHEES = 5 LONGUEUR TOTALE DE TRANCHEES : 75 M (5 x 15 M)

Pour mémoire, la longueur maximale d'une tranchée ne doit pas dépasser 30 mètres linéaires.

Il est préférable d'augmenter le nombre de tranchées et de diminuer leur longueur.

Implantation du système à mettre en place

L'implantation du dispositif de traitement doit respecter une distance minimale de :

- 5 m par rapport à l'habitation,
- 5 m par rapport à toute limite de parcelle,
- 3 m de tout arbre,
- 35 m par rapport à tout forage ou puits,
- 10 m obligatoire, 15 m recommandé par rapport aux limites de talus, rivière et terrasses (ou ravin).

Mise en œuvre

La réalisation des dispositifs d'assainissement autonome suivant les règles de l'Art (DTU 64.1, août 1998), ainsi qu'un entretien régulier des ouvrages, assurera la protection du milieu naturel et le bon fonctionnement des ouvrages d'épuration.

La fosse toutes eaux

La fosse est placée à l'écart du passage des véhicules, tout en restant accessible pour l'entretien.

- Fouille : elle doit permettre de poser la fosse sans contact avec les parois des côtés avant le remblayage. Le fond de la fouille est arasé à 10 cm au moins au dessous de la cote prévue pour la génératrice inférieure extérieure de l'équipement, afin de permettre l'installation d'un lit de pose de sable.
- Pose : l'épaisseur du lit de pose est de 10 cm. La surface du sable, plane et horizontale, est dressée et compactée pour que la fosse ne repose sur aucun point dur ou faible.
- Remblayage : le remblayage latéral de la fosse est effectué symétriquement, en couches successives compactées, avec du sable. Le remblayage final est réalisé après raccordement des canalisations et mise en place des rehausses. Il est réalisé avec de la terre végétale débarrassée de tous les éléments caillouteux.

Les tuyaux d'épandage

Ils sont en PVC 100 mm avec pour les zones crépinées des ouvertures alternées, dirigées vers le bas et comprises entre 5 et 10 mm. L'usage des drains agricoles est à

proscrire. La pente des tuyaux doit être de 0,5 à 1 %.

Ils sont reliés horizontalement au regard de répartition et sont posés directement sur le gravier répartiteur, avec une pente minimale régulière de 0,5% dans le sens de l'écoulement.

L'emboîture, si elle est constituée d'une tulipe, est dirigée vers l'amont. L'assemblage peut également être réalisé à l'aide de manchons rigides.

Les tuyaux d'épandage sont espacés d'un mètre d'axe en axe et bouclés en extrémité aval par des regards. Les tuyaux d'épandage latéraux doivent être situés à 50 cm du bord des fouilles.

Les tuyaux d'épandage et le gravier sont recouverts d'un géotextile débordant de 10 cm de chaque côté des parois de la fouille.

Bouclage du dispositif de traitement

Les tuyaux sont bouclés en extrémité aval par des regards ou des équerres à bouchon à vis permettant un examen visuel du système.

Voir en annexes 4 : les points clés d'exécution des ouvrages

La réalisation de l'installation doit obligatoirement être contrôlée par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la Communauté de Communes Aygues Ouvèze en Provence avant recouvrement.

Recommandations

Les eaux pluviales ne devront pas être raccordées au dispositif d'assainissement autonome.

Les terrains de recouvrement du filtre seront laissés en prairie naturelle. La circulation de véhicules y sera interdite, le revêtement superficiel du dispositif de traitement doit être perméable à l'air et à l'eau, tout revêtement bitumé ou bétonné est pros crit.

Entretien et contrôles des dispositifs d'assainissement

Les ouvrages doivent rester accessibles pour leur contrôle et leur entretien.

L'entretien porte essentiellement sur les dispositifs effectuant le prétraitement des effluents. Le facteur principal d'un bon entretien sera généralement la réalisation, selon une périodicité adéquate, des vidanges de boues contenues dans la fosse toutes eaux. L'arrêté du 6 mai 1996 fixe une périodicité de référence de 4 ans qui correspond à la moyenne souhaitable pour une installation type. Le préfiltre doit également être

contrôlé et nettoyé régulièrement, l'entretien consistant à décolmater le matériau filtrant (au jet d'eau). Ce nettoyage doit être effectué en dehors de la fosse. En aucun cas il ne faut envoyer les eaux de lavage du préfiltre, chargées en éléments grossiers divers (boues et matières solides) vers le filtre à sable ou l'épandage.

Les justifications des opérations de vidange doivent être conservées et seront demandées par le service assainissement non collectif lors des vérifications réglementaires d'entretien.

L'entrepreneur ou l'organisme qui réalise la vidange est tenu de remettre à l'occupant un document comportant :

- Son nom, sa raison sociale, son adresse,
- L'adresse de la propriété où est effectuée la vidange,
- Le nom de l'occupant ou du propriétaire,
- La date de la vidange,
- La nature et la quantité de matières de vidanges,
- La destination et le mode d'élimination.

9.2.2.2.2 Filtre à sable

XP DTU 64.1 P1-2

SABLE ET GRAVIERS

Le sable doit être lavé de façon à éliminer les fines inférieures à 80 µm.

Le sable roulé siliceux lavé est le matériau le plus adapté. Ce dernier est stable à l'eau et permet de reconstituer un milieu épurateur. Le sable issu de carrières calcaires est interdit.

Les fournisseurs de granulats doivent remettre une fiche datée des caractéristiques et de l'origine des matériaux.

Le déchargement direct du sable dans l'excavation doit être évité pour réduire la ségrégation du matériau.

Epuration – évacuation

Les caractéristiques du terrain conduisent à recommander la mise en place d'une filière constituée d'un filtre à sable vertical drainé.

Le filtre à sable vertical drainé

Le filtre à sable réceptionnera les eaux usées prétraitées de l'habitation prévue.

On veillera à ce que la base du filtre à sable repose sur une surface plane.

Principe

Du sable lavé, siliceux et débarrassé de toutes fines (diamètre : 3 à 6 mm), se substituant au sol naturel est utilisé comme système épurateur et le milieu superficiel ou souterrain comme moyen d'évacuation.

Dimensionnement

La surface de filtre à mettre en place est définie en fonction de la capacité d'infiltration des eaux par le sol et du volume potentiel d'eaux résiduelles.

Compte tenu des caractéristiques du terrain, le dispositif aura les caractéristiques suivantes :

SURFACE DU DISPOSITIF : 25 m ² MINIMUM (5 M X 5 M)

Pour mémoire, la surface minimale est de 25 m², plus 5 m² par pièce principale au-delà de 5.

Exutoire

Solution 1 :

Le puits d'infiltration n'est pas un procédé d'épuration mais un dispositif d'évacuation des eaux préalablement épurées. Il n'est pas présenté dans la norme XPP16.603 (DTU 64.1). En aucun cas, il ne doit recevoir des eaux non traitées (sortant d'une fosse septique ou toutes eaux). Il assure la dispersion des eaux dans les couches profondes, lorsque le sol superficiel est imperméable et qu'il existe une couche perméable en profondeur ou bien lorsque le système de traitement nécessite à sa sortie un procédé d'infiltration.

Un sondage au tractopelle est nécessaire pour déterminer une couche favorable à l'infiltration en sortie de la filière compacte.

Ce dispositif d'évacuation est soumis à déclaration préfectorale.

Solution 2 :

En l'absence de couche favorable à l'infiltration, l'exutoire préconisé est le cours d'eau du Béal. Une canalisation de transfert de 50 m sera alors nécessaire.

Le rejet d'eaux préalablement épurées est soumis à autorisation.

Implantation du système à mettre en place

L'implantation du dispositif de traitement (quel qu'il soit) doit respecter une distance minimale de :

- 5 m par rapport à l'habitation,
- 5 m par rapport à toute limite de parcelle,
- 3 m de tout arbre,
- 35 m par rapport à tout forage ou puits,
- 10 m obligatoire, 15 m recommandé par rapport aux limites de talus et terrasses.

Mise en œuvre

La réalisation des dispositifs d'assainissement autonome suivant les normes AFNOR (DTU 64.1, août 1998), ainsi qu'un entretien régulier des ouvrages, assurera la protection du milieu naturel et le bon fonctionnement des ouvrages d'épuration.

La fosse toutes eaux

La fosse est placée à l'écart du passage des véhicules, tout en restant accessible pour l'entretien.

- Fouille : elle doit permettre de poser la fosse sans contact avec les parois des côtés avant le remblayage. Le fond de la fouille est arasé à 10 cm au moins au dessous de la cote prévue pour la génératrice inférieure extérieure de l'équipement, afin de permettre l'installation d'un lit de pose de sable.
- Pose : l'épaisseur du lit de pose est de 10 cm. La surface du sable, plane et horizontale, est dressée et compactée pour que la fosse ne repose sur aucun point dur ou faible.
- Remblayage : le remblayage latéral de la fosse est effectué symétriquement, en couches successives compactées, avec du sable. Le remblayage final est réalisé après raccordement des canalisations et mise en place des rehausses. Il est réalisé avec de la terre végétale débarrassée de tous les éléments caillouteux.

Les tuyaux d'épandage

Ils sont en PVC 100 mm avec pour les zones crépinées des ouvertures comprises entre 5 et 10 mm. L'usage des drains agricoles est à proscrire. L'usage des drains agricoles est à proscrire. La pente des tuyaux doit être de 0,5 à 1 %.

Ils sont reliés horizontalement au regard et sont posés directement sur le gravier répartiteur.

Les orifices des tuyaux d'épandage sont dirigés vers le bas.

L'emboîture, si elle est constituée d'une tulipe, est dirigée vers l'amont. L'assemblage peut également être réalisé à l'aide de manchons rigides.

Recommandations particulières

Le fond du filtre à sable doit être horizontal et situé à 90 cm sous le fil d'eau en sortie du regard de répartition. La profondeur de la fouille est de 1,10 m à 1,60 m suivant le niveau d'arrivée des eaux septiques et la nature du fond de fouille.

La paroi et le fond de la fouille seront débarrassés de tout élément caillouteux de gros diamètre.

Bouclage du dispositif de traitement

Le bouclage en extrémité se fait à l'aide de tuyaux d'épandage raccordés aux autres tuyaux d'épandage par des regards de bouclage ou des « tés ». La jonction doit être horizontale et stable.

Recommandations

Les eaux pluviales ne devront pas être raccordées au dispositif d'assainissement autonome.

Les terrains de recouvrement du filtre seront laissés en prairie naturelle. La circulation de véhicules y sera interdite, le revêtement superficiel du dispositif de traitement doit être perméable à l'air et à l'eau, tout revêtement bitumé ou bétonné est proscrit.

Entretien et contrôles des dispositifs d'assainissement

Les ouvrages doivent rester accessibles pour leur contrôle et leur entretien.

L'entretien porte essentiellement sur les dispositifs effectuant le prétraitement des effluents. Le facteur principal d'un bon entretien sera généralement la réalisation, selon une périodicité adéquate, des vidanges de boues contenues dans la fosse toutes eaux. L'arrêté du 6 mai 1996 fixe une périodicité de référence de 4 ans qui correspond à la moyenne souhaitable pour une installation type. Le préfiltre doit également être contrôlé et nettoyé régulièrement, l'entretien consistant à décolmater le matériau filtrant (au jet d'eau). Ce nettoyage doit être effectué en dehors de la fosse. En aucun cas il ne faut envoyer les eaux de lavage du préfiltre, chargées en éléments grossiers divers (boues et matières solides) vers le filtre à sable ou l'épandage.

Les justifications des opérations de vidange doivent être conservées et seront demandées par le service assainissement non collectif lors des vérifications

réglementaires d'entretien.

L'entrepreneur ou l'organisme qui réalise la vidange est tenu de remettre à l'occupant un document comportant :

- Son nom, sa raison sociale, son adresse,
- L'adresse de la propriété où est effectuée la vidange,
- Le nom de l'occupant ou du propriétaire,
- La date de la vidange,
- La nature et la quantité de matières de vidanges,
- La destination et le mode d'élimination.

9.2.2.2.3 Filtre à zéolithe

Epuration

Les caractéristiques du terrain conduisent à recommander la mise en place d'une filière constituée d'un filtre à zéolithe vertical drainé.

Le filtre compact à zéolithe, constitué d'une fosse toutes eaux de 5 m³ et d'un filtre à zéolithe de 5 m², est une filière réglementaire par arrêté interministériel du 24/12/03 paru au Journal Officiel le 13/02/04.

Il a reçu un avis favorable du Conseil Supérieur de l'Hygiène Publique de France en novembre 2002.

Le filtre vertical à zéolithe vertical drainé

Le filtre à zéolithe est une alternative à la solution filtre à sable drainé et présente l'avantage d'occuper une emprise au sol très réduite.

Le filtre réceptionnera les eaux usées prétraitées de l'habitation prévue. On veillera à ce que la base du filtre repose sur une surface plane.

Principe

Ce filtre peut-être défini comme un filtre à sol reconstitué épurateur compact.

Un matériau filtrant se substitue au sol en place à base de zéolithe naturelle du type chabasite, placé dans une coque étanche.

Dimensionnement

La surface de filtre à mettre en place est définie en fonction de la capacité d'accueil de la maison.

SURFACE DU DISPOSITIF : 5 M ² MINIMUM
--

Infiltration

Le filtre à zéolite vertical étant drainé, ne permet pas l'infiltration des eaux traitées. Le manque de place disponible ne permet pas l'infiltration par l'intermédiaire d'une tranchée.

Le système d'infiltration préconisé est un puits d'infiltration.

Le puits d'infiltration n'est pas un procédé d'épuration mais un dispositif d'évacuation des eaux préalablement épurées. Il n'est pas présenté dans la norme XPP16.603 (DTU 64.1). En aucun cas, il ne doit recevoir des eaux non traitées (sortant d'une fosse septique ou toutes eaux). Il assure la dispersion des eaux dans les couches profondes, lorsque le sol superficiel est imperméable et qu'il existe une couche perméable en profondeur ou bien lorsque le système de traitement nécessite à sa sortie un procédé d'infiltration.

Un sondage au tractopelle est nécessaire pour déterminer une couche favorable à l'infiltration en sortie de la filière compacte.

Ce dispositif d'évacuation est soumis à déclaration préfectorale.

Implantation du système à mettre en place

L'implantation du dispositif de traitement doit respecter une distance minimale de :

- 2 m des zones de passage de tout véhicule,
- 5 m par rapport à toute limite de parcelle,
- 3 m de tout arbre.

Mise en œuvre

Le filtre se compose de deux couches : une de granulométrie fine (0.5 – 2 mm) en profondeur et une de granulométrie plus grossière (2 - 5 mm) en surface. Le filtre a une épaisseur minimale de 50 cm après tassement.

Le système d'épandage et de répartition de l'effluent est bouclé et noyé dans une couche de gravier roulé. Il est posé sur un géotextile adapté à assurer la diffusion de l'effluent.

L'aération du filtre est réalisée par des cheminées d'aération.

Voir en annexes 4 : les points clés d'exécution des ouvrages

La réalisation de l'installation doit obligatoirement être contrôlée par le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) de la Communauté de Communes Aygues Ouvèze en Provence avant recouvrement.

Recommandations

Les eaux pluviales ne devront pas être raccordées au dispositif d'assainissement autonome.

Les terrains de recouvrement du filtre seront laissés en prairie naturelle. La circulation de véhicules y sera interdite, le revêtement superficiel du dispositif de traitement doit être perméable à l'air et à l'eau, tout revêtement bitumé ou bétonné est proscrit.

Entretien et contrôles des dispositifs d'assainissement

LES OUVRAGES DOIVENT RESTER ACCESSIBLES POUR LEUR CONTROLE ET LEUR ENTRETIEN.

L'entretien porte essentiellement sur les dispositifs effectuant le prétraitement des effluents. Le facteur principal d'un bon entretien sera généralement la réalisation, selon une périodicité adéquate, des vidanges de boues contenues dans la fosse toutes eaux. L'arrêté du 6 mai 1996 fixe une périodicité de référence de 4 ans qui correspond à la moyenne souhaitable pour une installation type. Le préfiltre doit également être contrôlé et nettoyé régulièrement, l'entretien consistant à décolmater le matériau filtrant (au jet d'eau). Ce nettoyage doit être effectué en dehors de la fosse. En aucun cas il ne faut envoyer les eaux de lavage du préfiltre, chargées en éléments grossiers divers (boues et matières solides) vers le filtre à sable ou l'épandage.

Les justifications des opérations de vidange doivent être conservées et seront demandées par le service assainissement non collectif lors des vérifications réglementaires d'entretien.

L'entrepreneur ou l'organisme qui réalise la vidange est tenu de remettre à l'occupant un document comportant :

- Son nom, sa raison sociale, son adresse,
- L'adresse de la propriété où est effectuée la vidange,
- Le nom de l'occupant ou du propriétaire,
- La date de la vidange,
- La nature et la quantité de matières de vidanges,
- La destination et le mode d'élimination.

9.2.2.2.4 Tertre d'infiltration

Epuration

Les caractéristiques du terrain conduisent à recommander la mise en place d'une filière constituée d'un tertre d'infiltration.

Le dispositif prévu réceptionnera les eaux usées de l'habitation.

La pente du terrain devra être inférieure à 5%.

Principe

Le tertre d'infiltration reçoit les effluents prétraités issus d'une habitation surélevée ou d'une pompe de relevage. Il utilise un matériau d'apport granulaire comme système épurateur et le sol en place comme milieu dispersant. Il peut s'appuyer sur une pente, être en partie enterré ou totalement hors sol.

Dimensionnement du tertre d'infiltration

Les dimensions du dispositif sont définies en fonction de la capacité d'infiltration des eaux par le sol et du volume potentiel d'eaux résiduelles.

Pour le terrain d'étude, la perméabilité est considérée comme comprise entre 15 et 30 mm/h.

Compte tenu des caractéristiques du terrain, le dispositif aura les caractéristiques suivantes :

SURFACE DU DISPOSITIF AU SOMMET : 30 M ² SURFACE MINIMALE DE LA BASE DU TERTRE : 120 M ²

Les effluents seront filtrés par le tertre et évacués dans les sols en place.

Le tertre s'appuiera, de préférence, sur la pente du talus de la banquette située à l'Ouest de la parcelle, sur laquelle sera implantée en partie la maison.

Le tertre sera semi-enterré et disposé sur une couche de galets d'une épaisseur de 1m de manière à pouvoir infiltrer au niveau de la couche alluvionnaire.

Implantation du système à mettre en place

L'implantation du dispositif de traitement (quel qu'il soit) doit respecter une distance minimale de :

- 5 m par rapport à l'habitation,
- 5 m par rapport à toute limite de parcelle,
- 3 m de tout arbre,

- 35 m par rapport à tout forage ou puits,
- 10 m obligatoire, 15 m recommandé par rapport aux limites de talus et terrasses.

Mise en œuvre

La réalisation des dispositifs d'assainissement autonome suivant les règles de l'Art (DTU 64.1, août 1998), ainsi qu'un entretien régulier des ouvrages, assurera la protection du milieu naturel et le bon fonctionnement des ouvrages d'épuration.

Les tuyaux d'épandage

Ils sont en PVC 100 mm avec pour les zones crépinées des fentes alternées comprises entre 5 et 10 mm. L'usage des drains agricoles est à proscrire. La pente des tuyaux doit être de 0,5 à 1 %.

Ils sont reliés horizontalement au regard et sont posés sur un lit de pose de 0,10 m d'épaisseur de sable.

Les orifices des tuyaux d'épandage sont dirigés vers le bas.

L'emboîture, si elle est constituée d'une tulipe, est dirigée vers l'amont. L'assemblage peut également être réalisé à l'aide de manchons rigides.

Bouclage du dispositif de traitement

Les tuyaux sont bouclés en extrémité aval par des regards ou des équerres à bouchon à vis permettant un examen visuel du système.

Le tertre sera semi-enterré et disposé sur une couche de galets d'une épaisseur de 1m de manière à pouvoir infiltrer au niveau de la couche alluvionnaire.

Voir en annexes 4 : les points clés d'exécution des ouvrages

La réalisation de l'installation doit obligatoirement être contrôlée par le CALD (Centre d'Amélioration du Logement de la Drôme) avant recouvrement.

Recommandations

Les eaux pluviales ne devront pas être raccordées au dispositif d'assainissement autonome.

Les terrains de recouvrement du filtre à sable seront laissés en prairie naturelle, les racines des arbres et arbustes pouvant endommager les drains d'épandage. La circulation de véhicules y sera interdite. Le revêtement superficiel du dispositif de traitement doit être perméable à l'air et à l'eau, tout revêtement bitumé ou bétonné étant proscrit.

Entretien et contrôle des dispositifs d'assainissement

Les ouvrages doivent rester accessibles pour leur contrôle et leur entretien.

L'entretien porte essentiellement sur les dispositifs effectuant le prétraitement des effluents. Le facteur principal d'un bon entretien sera généralement la réalisation, selon une périodicité adéquate, des vidanges de boues contenues dans la fosse toutes eaux. L'arrêté du 6 mai 1996 fixe une périodicité de référence de 4 ans qui correspond à la moyenne souhaitable pour une installation type. Le préfiltre doit également être contrôlé et nettoyé régulièrement, l'entretien consistant à décolmater le matériau filtrant (au jet d'eau). Ce nettoyage doit être effectué en dehors de la fosse. En aucun cas il ne faut envoyer les eaux de lavage du préfiltre, chargées en éléments grossiers divers (boues et matières solides) vers le filtre à sable ou l'épandage.

Les justifications des opérations de vidange doivent être conservées et seront demandées par le service assainissement non collectif lors des vérifications réglementaires d'entretien.

L'entrepreneur ou l'organisme qui réalise la vidange est tenu de remettre à l'occupant un document comportant :

- Son nom, sa raison sociale, son adresse,
- L'adresse de la propriété où est effectuée la vidange,
- Le nom de l'occupant ou du propriétaire,
- La date de la vidange,
- La nature et la quantité de matières de vidanges,
- La destination et le mode d'élimination.

9.2.2.2.5 FSND

Epuration

Les caractéristiques du terrain conduisent à recommander la mise en place d'une filière constituée d'un filtre à sable vertical non drainé.

Le filtre à sable vertical non drainé

Le filtre à sable réceptionnera les eaux usées prétraitées de l'habitation. On veillera à ce que la base du filtre à sable repose sur une surface plane.

Principe

Un matériau adapté se substitue au sol en place. Le filtre à sable vertical non drainé reçoit les effluents prétraités. Du sable lavé, siliceux et débarrassé de toutes fines (voir le fuseau granulométrique en annexe), se substituant au sol naturel, est utilisé comme système épurateur. L'infiltration se fait en profondeur.

Dimensionnement

La surface de filtre à mettre en place est définie en fonction de la capacité d'infiltration des eaux par le sol et du volume potentiel d'eaux résiduaire.

Compte tenu des caractéristiques du terrain, le dispositif aura les caractéristiques suivantes :

SURFACE DU DISPOSITIF : 25 M ² MINIMUM (5 M X 5 M)

La surface minimale est de 25 m² pour une habitation de 5 pièces principales, plus 5 m² par pièce principale supplémentaire.

Implantation du système à mettre en place

L'implantation du dispositif de traitement (quel qu'il soit) doit respecter une distance minimale de :

- 5 m par rapport à l'habitation,
- 3 m par rapport à toute limite de parcelle,
- 3 m de tout arbre,
- 35 m par rapport à tout forage ou puits,
- 10 m obligatoire, 15 m recommandé par rapport aux limites de talus et terrasses.

Mise en œuvre

La réalisation des dispositifs d'assainissement autonome suivant les normes AFNOR (DTU 64.1, août 1998), ainsi qu'un entretien régulier des ouvrages, assurera la protection du milieu naturel et le bon fonctionnement des ouvrages d'épuration.

Les tuyaux d'épandage

Ils sont en PVC 100 mm avec pour les zones crépinées des fentes alternées comprises entre 5 et 10 mm. L'usage des drains agricoles est à proscrire. La pente des tuyaux doit être de 0,5 à 1 %.

Ils sont reliés horizontalement au regard et sont posés directement sur le gravier répartiteur.

Les orifices des tuyaux d'épandage sont dirigés vers le bas.

L'emboîture, si elle est constituée d'une tulipe, est dirigée vers l'amont. L'assemblage peut également être réalisé à l'aide de manchons rigides.

Recommandations particulières

Le fond du filtre à sable doit être horizontal et situé à 90 cm sous le fil d'eau en sortie du regard de répartition. La profondeur de la fouille est de 1,10 m à 1,60 m maximum suivant le niveau d'arrivée des eaux septiques et la nature du fond de fouille.

La paroi et le fond de la fouille seront débarrassés de tout élément caillouteux de gros diamètre.

Bouclage du dispositif de traitement

Le bouclage en extrémité se fait à l'aide de tuyaux d'épandage raccordés aux autres tuyaux d'épandage par des regards de bouclage ou des « tés ». La jonction doit être horizontale et stable.

**La réalisation de l'installation doit obligatoirement être contrôlée par le
SIVOM du Tricastin avant recouvrement.**

Recommandations

Les eaux pluviales ne devront pas être raccordées au dispositif d'assainissement autonome.

Les terrains de recouvrement du filtre à sable seront laissés en prairie naturelle, les racines des arbres et arbustes pouvant endommager les drains d'épandage. La circulation de véhicules y sera interdite. Le revêtement superficiel du dispositif de traitement doit être perméable à l'air et à l'eau, tout revêtement bitumé ou bétonné étant proscrit.

Entretien et contrôle des dispositifs d'assainissement

Les ouvrages doivent rester accessibles pour leur contrôle et leur entretien.

L'entretien porte essentiellement sur les dispositifs effectuant le prétraitement des effluents. Le facteur principal d'un bon entretien sera généralement la réalisation, selon une périodicité adéquate, des vidanges de boues contenues dans la fosse toutes eaux. L'arrêté du 6 mai 1996 fixe une périodicité de référence de 4 ans qui correspond à la moyenne souhaitable pour une installation type. Le préfiltre doit également être

contrôlé et nettoyé régulièrement, l'entretien consistant à décolmater le matériau filtrant (au jet d'eau). Ce nettoyage doit être effectué en dehors de la fosse. En aucun cas il ne faut envoyer les eaux de lavage du préfiltre, chargées en éléments grossiers divers (boues et matières solides) vers le filtre à sable ou l'épandage.

Les justifications des opérations de vidange doivent être conservées et seront demandées par le service assainissement non collectif lors des vérifications réglementaires d'entretien.

L'entrepreneur ou l'organisme qui réalise la vidange est tenu de remettre à l'occupant un document comportant :

- Son nom, sa raison sociale, son adresse,
- L'adresse de la propriété où est effectuée la vidange,
- Le nom de l'occupant ou du propriétaire,
- La date de la vidange,
- La nature et la quantité de matières de vidanges,
- La destination et le mode d'élimination.

9.2.2.2.6 PR

Le poste de relevage

Dans certains cas (solution 2), un poste de refoulement devra être mis en place en aval du dispositif de traitement afin d'acheminer les effluents traités jusqu'au dispositif d'évacuation.

Le volume de chaque bâchée doit être au maximum de 1/8 de la consommation journalière ; celle-ci étant en moyenne de 8 x 150 litres, une bâchée fait donc 150 l. En prenant une marge de 50 l, on a :

DIMENSIONNEMENT DU POSTE DE RELEVAGE POUR 8 PERSONNES : 200 L

Un régulateur de niveau sera nécessaire pour commander le démarrage et l'arrêt de la pompe de relevage.

- la pompe doit être facile d'accès pour permettre les interventions de maintenance ;
- l'installation électrique doit être conforme à la norme NFC 15-100 ;
- le tuyau de refoulement doit être muni d'un clapet anti-retour ;
- utiliser une pompe spécifique aux eaux usées.

10 PROGRAMME DE TRAVAUX

10.1 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Sur les zones d'assainissement non collectif, la diminution des rejets diffus dans le milieu naturel passe par la réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif présentant des dysfonctionnements ou non conformes à la réglementation.

Il est notamment primordial de supprimer tous les rejets directs dans les cours d'eau et dans les sols (avec ou sans prétraitement en fosse septique ou toutes eaux).

Comme cela est précisé en partie 3 du présent document, à ce jour, sur les 39 installations identifiées comme non conformes, cinq seulement ont fait l'objet de travaux correctifs.

Il reste donc encore beaucoup à faire, tout en gardant à l'esprit la nécessité de cibler en priorité les installations susceptibles de présenter un impact sanitaire et/ou environnemental important.

10.2 ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET RESEAU D'EAUX PLUVIALES

EXTENSIONS DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT - INVESTISSEMENTS						
SECTEURS	TYPE DE TRAVAUX	OPERATION	LINEAIRE (ML)	NOMBRE (U)	MONTANT H.T.	TTC A FINANCER
Quartier le Puy	Extension réseau	Création d'un réseau d'assainissement gravitaire	820		225 500,00 €	304 425,00 €
		Création d'un poste de refoulement		1	50 000,00 €	67 500,00 €
		Création d'un réseau de refoulement	50		10 000,00 €	13 500,00 €
		Création de Branchements		65	130 000,00 €	175 500,00 €
Coût moyen du branchement : 6 400 €			TOTAL		415 500,00 €	560 925,00 €
SECTEURS	TYPE DE TRAVAUX	OPERATION	LINEAIRE (ML)	NOMBRE (U)	MONTANT H.T.	TTC A FINANCER
Quartier le Cordolen	Extension réseau	Création d'un réseau d'assainissement gravitaire	700		192 500,00 €	259 875,00 €
		Création de Branchements		50	75 000,00 €	101 250,00 €
Coût moyen du branchement : 5 350 €			TOTAL		267 500,00 €	361 125,00 €
SECTEURS	TYPE DE TRAVAUX	OPERATION	LINEAIRE (ML)	NOMBRE (U)	MONTANT H.T.	TTC A FINANCER
Extension ZAC, Quartier les Valèses Est	Extension réseau	Extention du réseau d'assainissement gravitaire	250		68 750,00 €	92 812,50 €
		Création de Branchements		10	20 000,00 €	27 000,00 €
Coût moyen du branchement : 8 875 €			TOTAL		88 750,00 €	119 812,50 €
SECTEURS	TYPE DE TRAVAUX	OPERATION	LINEAIRE (ML)	NOMBRE (U)	MONTANT H.T.	TTC A FINANCER
Quartier la Bourgade Ouest	Extension réseau	Création d'un réseau d'assainissement gravitaire	1 000		275 000,00 €	371 250,00 €
		Création d'un poste de refoulement		1	30 000,00 €	40 500,00 €
		Création d'un réseau de refoulement	50		10 000,00 €	13 500,00 €
		Création de Branchements		30	60 000,00 €	81 000,00 €
Coût moyen du branchement : 12 500 €			TOTAL		375 000,00 €	506 250,00 €
SECTEURS	TYPE DE TRAVAUX	OPERATION	LINEAIRE (ML)	NOMBRE (U)	MONTANT H.T.	TTC A FINANCER
Station d'épuration	Extension STEP	Dossiers réglementaires Divers (coordination sécurité, contrôle		1	200 000,00 €	270 000,00 €
		Travaux de construction d'une nouvelle unité de traitement		1	1 000 000,00 €	1 350 000,00 €
			TOTAL		1 200 000,00 €	1 620 000,00 €

SYNTHESE DES INVESTISSEMENTS			
SECTEURS	LOGEMENTS RACCORDES	MONTANT H.T.	TTC A FINANCER
Quartier le Puy (77 700 m²)	65	415 500,00 €	560 925,00 €
Quartier le Cordolen (53 700 m²)	50	267 500,00 €	361 125,00 €
Extension ZAC : Quartier les Valèses Est	10	88 750,00 €	119 812,50 €
Quartier la Bourgade Ouest	30	375 000,00 €	506 250,00 €
Extension STEP		1 200 000,00 €	1 620 000,00 €
TOTAL EXTENSIONS	125	2 346 750,00 €	3 168 112,50 €

TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE MISE EN CONFORMITE DES RESEAUX						
SECTEURS	TYPE DE TRAVAUX	OPERATION	LINEAIRE (ML)	NOMBRE (U)	MONTANT H.T.	TTC A FINANCER
Secteur Sud	Mise en conformité des reseaux	Remise à la côte des regards de visite et des regards de branchement (travaux à effectuer dans le cadre des réfections de voirie)		100	45 000,00 €	60 750,00 €
		Création de regard de visite		20	50 000,00 €	67 500,00 €
		Création de regard de branchement		50	100 000,00 €	135 000,00 €
		Réhabilitation de regard de visite		5	10 000,00 €	13 500,00 €
	Recherches eaux claires parasites	Mise en place et suivi des débits, pluviomètre, bilan pollution, nocturne			20 000,00 €	27 000,00 €
	Inspections télévisées	Diagnostic de canalisation	5 000		17 500,00 €	23 625,00 €
		Diagnostic de regard de branchement		20	1 000,00 €	1 350,00 €
			TOTAL		243 500,00 €	328 725,00 €
SECTEURS	TYPE DE TRAVAUX	OPERATION	LINEAIRE (ML)	NOMBRE (U)	MONTANT H.T.	TTC A FINANCER
Secteur Centre Lieu dit Fontaine St Denis	Mise en Séparatif des réseaux	Création d'un réseau d'assainissement gravitaire	150		41 250,00 €	55 687,50 €
		Création d'un réseau pluvial	150		52 500,00 €	70 875,00 €
			TOTAL		93 750,00 €	126 562,50 €
SECTEURS	TYPE DE TRAVAUX	OPERATION	LINEAIRE (ML)	NOMBRE (U)	MONTANT H.T.	TTC A FINANCER
Secteur Centre Ancienne Route d'Orange	Mise en Séparatif des réseaux	Création d'un réseau pluvial	250		150 000,00 €	202 500,00 €
			TOTAL		150 000,00 €	202 500,00 €
SECTEURS	TYPE DE TRAVAUX	OPERATION	LINEAIRE (ML)	NOMBRE (U)	MONTANT H.T.	TTC A FINANCER
Secteur Centre Avenue des côtes du Rhône Sud	Mise en Séparatif des réseaux	Création d'un réseau d'assainissement gravitaire	250		68 750,00 €	92 812,50 €
		Création d'un réseau pluvial	250		87 500,00 €	118 125,00 €
			TOTAL		156 250,00 €	210 937,50 €
SECTEURS	TYPE DE TRAVAUX	OPERATION	LINEAIRE (ML)	NOMBRE (U)	MONTANT H.T.	TTC A FINANCER
PR de Voulonges	Réhabilitation du PR	Réhabilitation du local		1	10 000,00 €	13 500,00 €
		Changement des 2 pompes		1	10 000,00 €	13 500,00 €
			TOTAL		20 000,00 €	27 000,00 €
SECTEURS	TYPE DE TRAVAUX	OPERATION		FORFAIT	MONTANT H.T.	TTC A FINANCER
Ensemble du réseau communal	Plan des réseaux	Cartographie précise du réseau, mise à jour, collecte des données et assemblage des plans de récolement		1	60 000,00 €	81 000,00 €
			TOTAL		60 000,00 €	81 000,00 €

SYNTHESE DES REHABILITATIONS		
SECTEURS	MONTANT H.T.	TTC A FINANCER
Secteur Sud	243 500,00 €	328 725,00 €
Secteur Centre : Lieu dit Fontaine St Denis	93 750,00 €	126 562,50 €
Secteur Centre : Ancienne Route d'Orange	150 000,00 €	202 500,00 €
Secteur Centre : Avenue des côtes du Rhône Sud	156 250,00 €	210 937,50 €
Réhabilitation Poste de refoulement	20 000,00 €	27 000,00 €
Cartographie du réseau communal	60 000,00 €	81 000,00 €
TOTAL REHABILITATIONS	723 500,00 €	976 725,00 €

TOTAL DES TRAVAUX A ENVISAGER DANS LES DIFFERENTS SCENARIOS

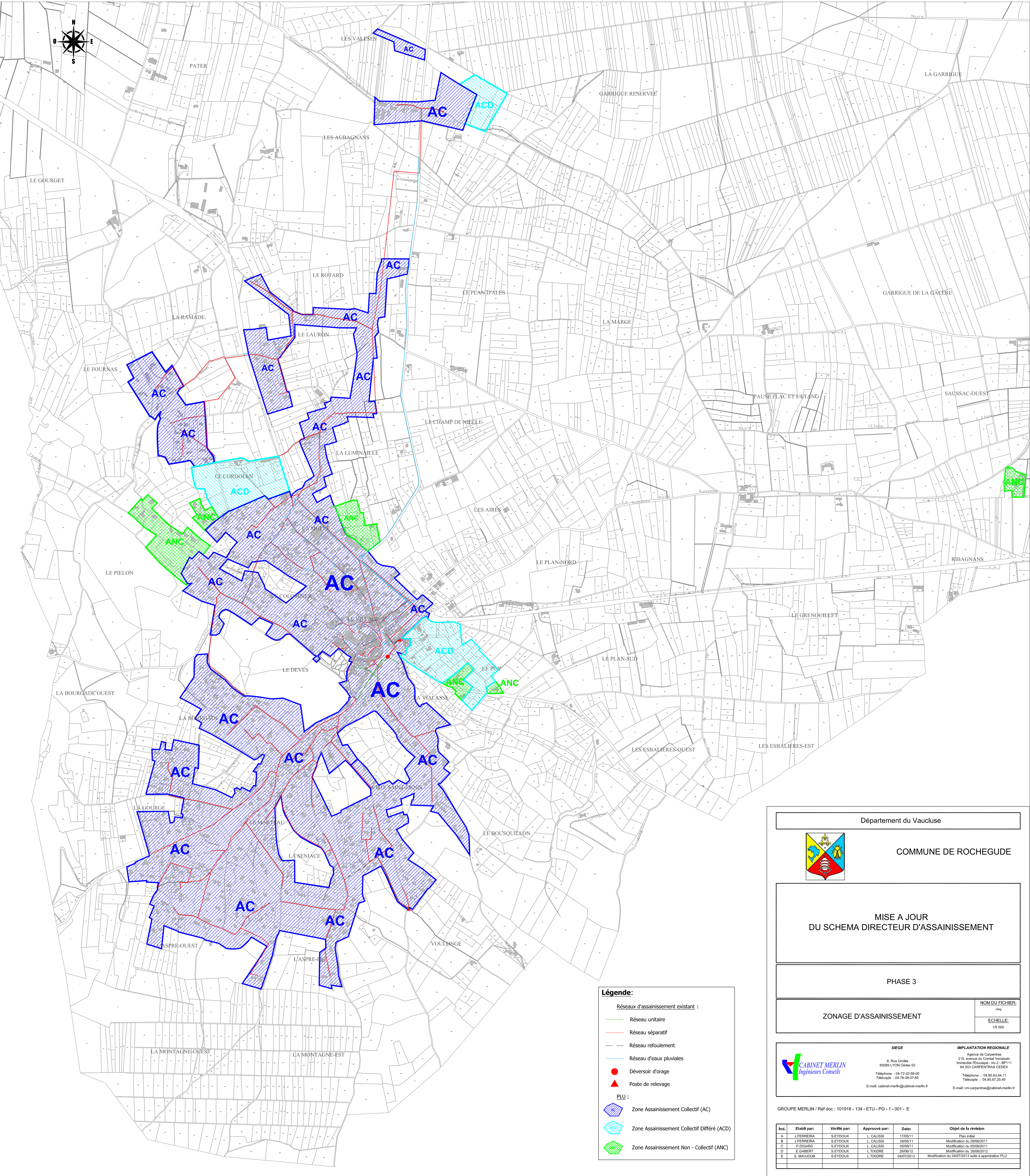
TOTAL DES INVESTISSEMENTS	2 346 750,00 €	3 168 112,50 €
TOTAL REHABILITATIONS	723 500,00 €	976 725,00 €
TOTAL GENERAL	3 070 250,00 €	4 144 837,50 €

11 ECHEANCIER DES TRAVAUX D'INVESTISSEMENT ET DE REHABILITATION DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT


EXTENSIONS DU RESEAUX D'ASSAINISSEMENT - INVESTISSEMENTS			
SECTEURS	PRIORITES	ECHEANCE	OBSERVATIONS
Station d'épuration	1	2012	Etudes
		2013-2014	Mise en service
Quartier le Cordolen	2	2012	Phase 1 : Partie Est Cordolen/RD8
Quartier le Puy	3	2014	
Quartier le Cordolen	4	2015	Phase 2
	4	2015	Phase 3
Extension ZAC, Quartier les Valèses Est	5	2016-2017	
La Bourgade Ouest	6	2018-2020	

TRAVAUX DE REHABILITATION ET DE MISE EN CONFORMITE DES RESEAUX			
SECTEURS	PRIORITES	ECHEANCE	OBSERVATIONS
SECTEUR CENTRE Ancienne Route d'Orange			
Mise en Séparatif des réseaux	1	2012-2013	
SECTEUR CENTRE Lieu dit Fontaine St Denis			
Mise en Séparatif des réseaux	2	2012-2013	
SECTEUR CENTRE Avenue des côtes du Rhône Sud			
Mise en Séparatif des réseaux	3	2013-2014	
SECTEUR SUD			
Remise à la côte des regards de visite et des regards de branchement (travaux à effectuer dans le cadre des réfections de voirie)	4	2015	
Création de regard de visite			
Création de regard de branchement			
Réhabilitation de regard de visite			
Mise en place et suivi des débits, pluviomètre, bilan pollution, nocturne			
Diagnostic de canalisation			
Diagnostic de regard de branchement			
Ensemble du réseau communal			
Plan des réseaux	5	2016	
PR de Voulonges			
Réhabilitation du PR	6	2016	

12 PLAN DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT



Département du Vaucluse

COMMUNE DE ROCHEGUDE


MISE A JOUR
DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

PHASE 3

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

NOM DU FICHIER:
_dmg

ECHELLE:
1/5 000

CABINET MERLIN
Ingénieurs Conseils

SIEGE

6 Rue Grégoire
86289 LYON Cedex 02
Téléphone : 04-72-32-56-00
Télécopie : 04-78-38-37-85
E-mail: cabinet-merlin@cabinet-merlin.fr

IMPLANTATION REGIONALE

Agence de Carpentras
215, avenue du Comtal Venaisien
Immeuble l'Escalape - rdz 2 - BP111
84 203 CARPENTRAS CEDEX
Téléphone : 04.90.63.44.11
Télécopie : 04.90.87.25.49
E-mail: cm-carpentras@cabinet-merlin.fr

GROUPE MERLIN / Réf doc : 101918 - 134 - ETU - PG - 1 - 001 - E

Ind.	Etabli par:	Vérifié par:	Approuvé par:	Date:	Objet de la révision
A	J.FERRIERA	S.EYDOUX	L.CALISSI	17/05/11	Plan initial
B	J.FERRIERA	S.EYDOUX	L.CALISSI	28/06/11	Modification du 28/06/2011
C	P.DIGARD	S.EYDOUX	L.CALISSI	26/08/11	Modification du 26/08/2011
D	E.GABART	S.EYDOUX	L.TIXIDRE	26/06/12	Modification du 26/06/2012
E	S.MAHJOUR	S.EYDOUX	L.TIXIDRE	04/07/2013	Modification du 04/07/2013 suite à approbation PLU

Commune de **ROCHEGUDE**

Plan Local d'Urbanisme

6 – Annexes (*Pièces écrites*)

6-1 Servitudes d'utilité publique

6-2 Eléments relatifs au réseau d'eau potable

6-3 Eléments relatifs à l'assainissement

6-4 Eléments relatifs à l'élimination des déchets

6-5 Défense incendie

PRESCRIPTION DU PROJET DE REVISION	ARRET DU PROJET DE REVISION	APPROBATION
4 décembre 2006	19 juin 2012	29 juin 2013



Claude BARNERON
Urbaniste O.P.Q.U.
10, rue Condorcet
26100 ROMANS

ANNEXE 6.2. ELEMENTS RELATIFS AU RESEAU D'EAU POTABLE

La distribution d'eau potable relève de la compétence du Syndicat d'Adduction d'Eau Rhône-Aygues-Ouvèze qui regroupe 31 communes du Vaucluse et de la Drôme.

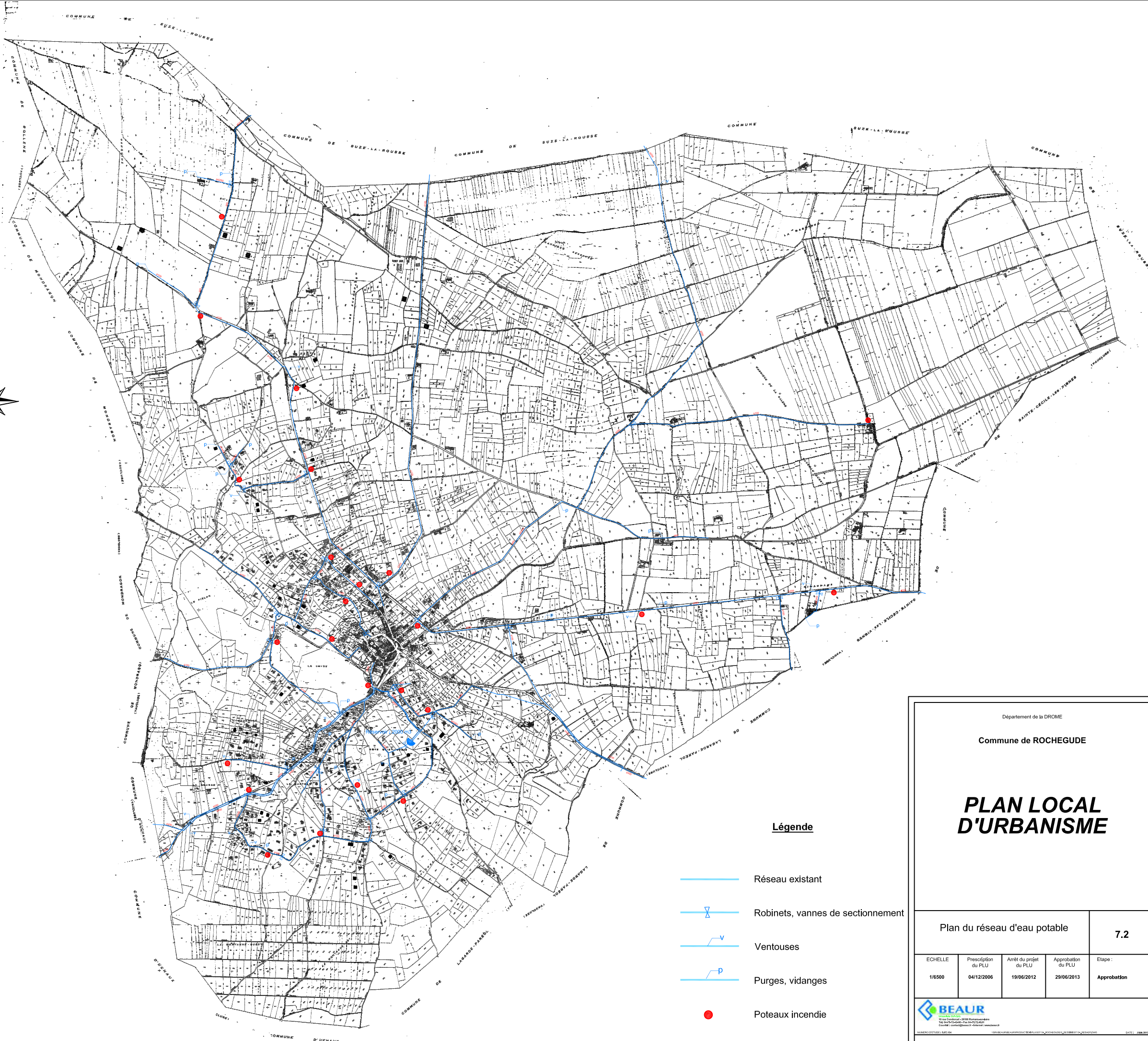
Le réseau est géré en fermage par la SDEI : Société de Distribution d'Eau Intercommunale.

L'ensemble de la commune est desservi par le réseau d'eau potable à l'exception de quelques habitations. Certaines habitations sont également desservies par les réseaux des communes voisines.

Il n'y a pas de captage sur le territoire communal. Un réservoir de 2000 m³ servant à la distribution de l'eau pour l'ensemble de la commune est situé au lieu-dit « Côte St-Denis ».

Il n'y a pas de problème quant à la capacité de la ressource, mais il faut tenir compte de la position du réservoir. Certaines habitations ont nécessité un sur-presseur qui arrive aujourd'hui en limite de capacité.

Les projets de développement de l'urbanisation du PLU sont compatibles avec la capacité de la ressource en eau potable (qui serait quantitativement suffisante pour une augmentation de 20% de la population). Le secteur concerné par le sur-presseur en limite de capacité n'est pas développé et n'accueillera donc pas de nouvelle construction.



Légende

- Réseau existant
- ∇ — Robinets, vannes de sectionnement
- ∇ — Ventouses
- P — Purges, vidanges
- Poteaux incendie

Département de la DROME
Commune de ROCHEVALE

**PLAN LOCAL
D'URBANISME**

Plan du réseau d'eau potable

7.2

ECHELLE	Prescription du PLU	Arrêt du projet du PLU	Approbation du PLU	Etape :
1/6500	04/12/2006	19/06/2012	29/06/2013	Approbation

ANNEXE 6.3. ELEMENTS RELATIFS AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

a) Assainissement collectif

Le réseau et la station d'épuration sont gérés directement par la commune.

Le centre ancien est desservi par un réseau unitaire qui a été mis en séparatif entre 2008 et 2010 et les extensions urbaines disposent d'un réseau séparatif. 3 postes de refoulement et 2 déversoirs d'orage sont présents sur ce réseau qui représente 17 Km de linéaire. Il compte 604 abonnés.

La station d'épuration réalisée en 1995 dispose d'une capacité nominale de traitement de 900 Equivalents Habitants (E.H.). Elle fonctionne sur le principe des boues activées.

Malgré les dépassements chroniques de la capacité nominale de traitement, les performances épuratoires de la station sont de bon niveau. Sur l'ensemble des bilans effectués entre 2003 et 2010, les rejets sont conformes aux prescriptions réglementaires.

Des problèmes d'eaux parasites liées au réseau unitaire du village faisaient que la capacité de la station d'épuration était atteinte : un bilan réalisé en 2004 montrait que les eaux claires parasites représentaient environ 28% des effluents traités dans la station. La mise en séparatif du réseau du centre a permis de réduire ce problème (lors du bilan réalisé en 2010, le volume d'eaux claires parasites est descendu à 7,6% de la charge hydraulique).

L'augmentation de la capacité de la station d'épuration est à l'étude et envisagée à court terme.

Aucune des activités agro-industrielles n'est raccordée au réseau collectif.

b) Assainissement non collectif

Un schéma général d'assainissement a été réalisé en 2000 et il vient d'être mis à jour : il montre qu'en 2011, 109 installations d'assainissement non collectif sont recensées sur la commune dont 97 ont été contrôlées par le SPANC¹ géré par le SIVOM du Tricastin : 39 installations non conformes ont été identifiées.

Les études de sol réalisées montrent que la majorité des zones étudiées présentent une bonne aptitude des sols à l'assainissement non collectif.

¹ SPANC : Service public de l'assainissement non collectif

LEGENDE :

Réseau d'assainissement existant :

- Réseau unitaire
- Réseau séparatif
- Réseau d'eaux pluviales
- Déversoir d'orage
- Station de relevage

Département de la DROME

Commune de ROCHEGUDE

PLAN LOCAL
D'URBANISME

Plan du réseau d'assainissement

7.3

ECHELLE	Prescription du PLU	Arrêt du projet du PLU	Approbation du PLU
1/5000	04/12/2006	19/06/2012	29/06/2013



ANNEXE 6.4. ELEMENTS RELATIFS AU SYSTEME D'ELIMINATION DES DECHETS

Rappelons que la commune est concernée par :

- Le P.I.E.D. : Programme Interdépartemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés Drôme-Ardèche,
- Le plan de gestion des déchets du BTP : les maîtres d'ouvrage publics et privés sont notamment incités à évacuer les déchets de chantiers de construction dans le respect de l'environnement et selon des filières adaptées.

Le SIVOM du Tricastin a la compétence pour la gestion des déchets.

La collecte des ordures ménagères est réalisée une à deux fois par semaine selon les quartiers. Elle est sous-traitée à une entreprise privée.

Les ordures sont enfouies au centre d'enfouissement technique de Roussas.

Le tri sélectif est organisé à partir de 4 points d'apports volontaire (un 5^{ème} point est en projet). Une déchetterie intercommunale est implantée à Suze la Rousse.

ANNEXE 6.5. DEFENSE INCENDIE ET OBLIGATION DE DEBROUSSAILLEMENT

En application de l'article L.134-15 du Code Forestier, « lorsque des terrains sont concernés par une obligation de débroussaillage ou de maintien en état débroussaillés à caractère permanent résultant des dispositions des articles L.134-5 et L.134-6, cette obligation est annexée au PLU ».

Cependant, le PPRIF qui est déjà annexé au PLU, contient les éléments requis : l'annexe du PPRIF répond donc aux obligations de l'article L.134-15 du Code de l'Urbanisme.

Département de la Drôme

Commune de ROCHEGUDE

Plan Local d'Urbanisme

8 – Etude Loi Barnier

PRESCRIPTION DU PROJET DE REVISION	ARRET DU PROJET DE REVISION	APPROBATION
4 décembre 2006	19 juin 2012	29 juin 2013



Claude BARNERON
Urbaniste O.P.Q.U.
10, rue Condorcet
26100 ROMANS

5 07 134
juil.-13

Département de la DRÔME

Commune de ROCHEGUDE

Etude « Loi BARNIER » de la RD n°8

Zones à Urbaniser
ENTREE NORD & SUD DU VILLAGE

Densification du HAMEAU DE LAURON



SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
1 DIAGNOSTIC	5
1.1 LOCALISATION DE L'ÉTUDE	5
1.2 PLACE DES SITES DANS LE PAYSAGE COMMUNAL	6
1.3 ANALYSE VISUELLE	7
1.4 ANALYSE NATURELLE DES SITES	10
1.5 ANALYSE DU CONTEXTE URBAIN	12
2 ENJEUX ET OBJECTIFS	15
3 ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT	16
3.1 SÉCURITÉ et NUISANCES	16
3.2 COMPOSITION URBAINE	19
3.3 INSERTION PAYSAGERE	23
3.4 QUALITE ARCHITECTURALE	25
3.5 SCHEMA DES PRINCIPES D'AMENAGEMENT A RESPECTER	27

INTRODUCTION

La commune de Rochegude souhaite développer son urbanisation dans la continuité de l'urbanisation actuelle, à proximité du village. Les secteurs d'extension choisis se situent le long de la RD 8. Cette réflexion sur l'extension du village amène également à penser l'impact visuel des entrées de village, au Nord comme au Sud.

Cette route départementale longe le massif d'Uchaux avant de traverser la plaine agricole : elle permet de relier Bollène à Ste-Cécile-les-Vignes en passant par Rochegude. Elle est la voie principale de ce village, et elle est classée « à grande circulation ».

Cette phase d'étude a pour objet de définir les modalités d'urbanisation de zones actuellement classées UD, AUo ou AU, dans le respect de l'article L111-1-4 du code de l'urbanisme (LOI BARNIER) pesant sur les grandes infrastructures.

Article L 111-1-4 du code de l'urbanisme

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions nécessaires aux infrastructures routières ;
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Le plan local d'urbanisme, (ou un document d'urbanisme en tenant lieu), peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, (en fonction des spécificités locales), que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Il s'agit notamment de définir des modalités d'urbanisation justifiées et motivées au regard des nuisances, de la sécurité, et qui répondent à des critères de qualité architecturale et paysagère. Le présent rapport présente les lignes directrices choisies par la commune pour l'aménagement des entrées Nord et Sud du Village et du hameau de Lauron.

1 DIAGNOSTIC

1.1 LOCALISATION DE L'ÉTUDE

La commune de Rochegude s'est développée en contre-bas du massif d'Uchaux, surplombant la plaine agricole. Les extensions récentes du village se sont essentiellement implantées dans le prolongement du village, sur les coteaux : deux des sites étudiés (sites 2&3) correspondent à cette implantation. D'autres hameaux se développent dans la plaine agricole autour d'ancien corps de ferme, comme le Lauron (site 1), où se trouve une parcelle vacante de 3150m².

Le site Nord, le Cordolen (Site 2), à proximité du centre ancien, est un secteur viticole dont une partie est en friche, de 2,1ha, il borde la RD 8, entre un concessionnaire motoculture et un bâtiment agricole.

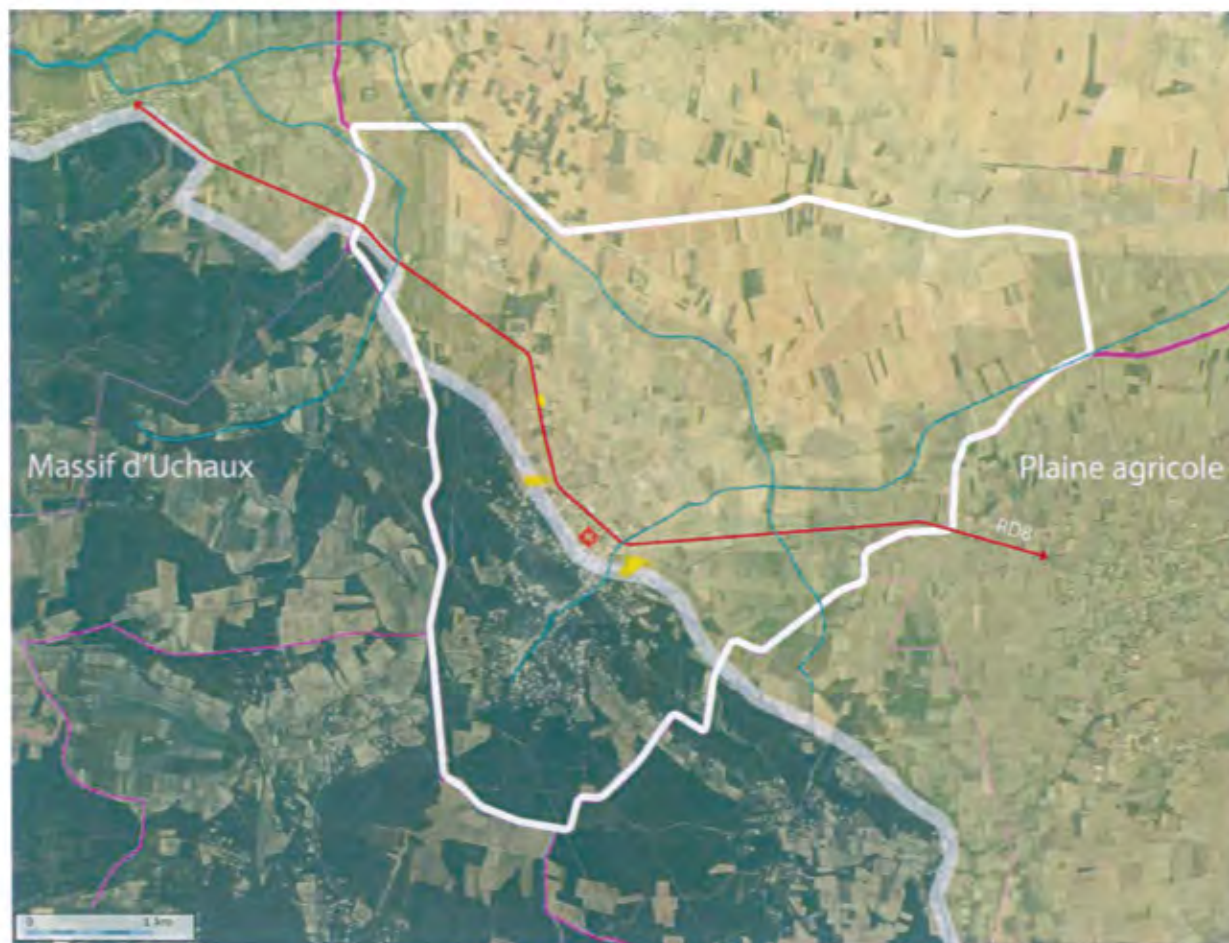
Le site Sud, le Puy (Site 3), de 3,7 ha est également un secteur viticole dont une partie est en friche. Il est cerné, en amont par des maisons individuelles construites récemment, en aval, par d'autres terres viticoles.

Le projet de PLU prévoit l'extension des zones urbaines afin de répondre à la demande de construction de logements sur la commune. Ces extensions sont situées en bordure de la RD 8, elles sont donc actuellement soumises à un recul de 75m des constructions de vis-à-vis de cette voie. Pour le secteur du Puy ce recul a peu de conséquence, seule une infime partie de certaines zones est concernée.

Afin de réduire cette règle de recul, une réflexion d'ensemble prenant en compte les nuisances, la sécurité, la qualité de l'urbanisme, la qualité des paysages et de l'architecture doit aboutir à un projet intégré au document d'urbanisme et conditionnant l'urbanisation des secteurs concernés.



1.2 PLACE DES SITES DANS LE PAYSAGE COMMUNAL



Le paysage communal est marqué par le léger relief : les collines du massif d'Uchaux à l'Ouest offrent une vue dégagée sur la plaine agricole à l'Est.



Le village est adossé aux coteaux, entre ces deux entités paysagères. Ainsi le château et le clocher de l'église se détachent nettement sur le fond de boisé et offrent un atout patrimonial incontestable pour la commune.

Les sites d'étude 2 & 3 se situent en contre-bas de ces éléments de patrimoine. Pour tout développement urbain de ces sites, il sera essentiel de prendre en considération leur intégration dans le patrimoine bâti et naturel.

1.3 ANALYSE VISUELLE

Site 1 - Le Lauron



Vue depuis la RD 8 en venant du village : le site est masqué par le bosquet.



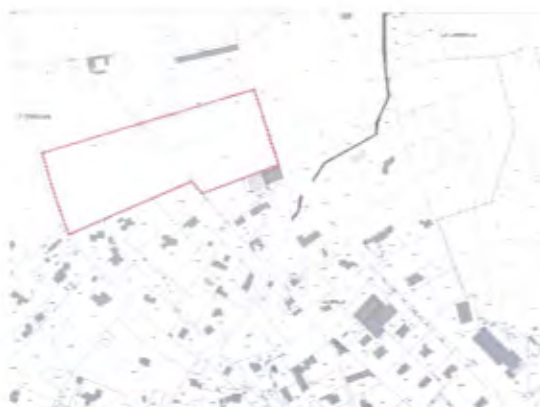
Vue sur le site depuis la RD 8 en venant du village.



Vue depuis la RD 8 en venant de Bollène.



Site 2 – Quartier Cordolen



Vue depuis la RD 8 en sortant du village



Vue depuis la RD 8 en venant de Bollène



Vue depuis le haut du secteur, depuis l'ouest, vers la RD 8



Vue interne



Site 3 – Quartier Le Puy



Vue depuis la RD 8 en venant de Ste Cécile



Vue depuis la RD 8 en sortant du village



Vue depuis le haut du secteur, depuis l'ouest, vers la RD 8

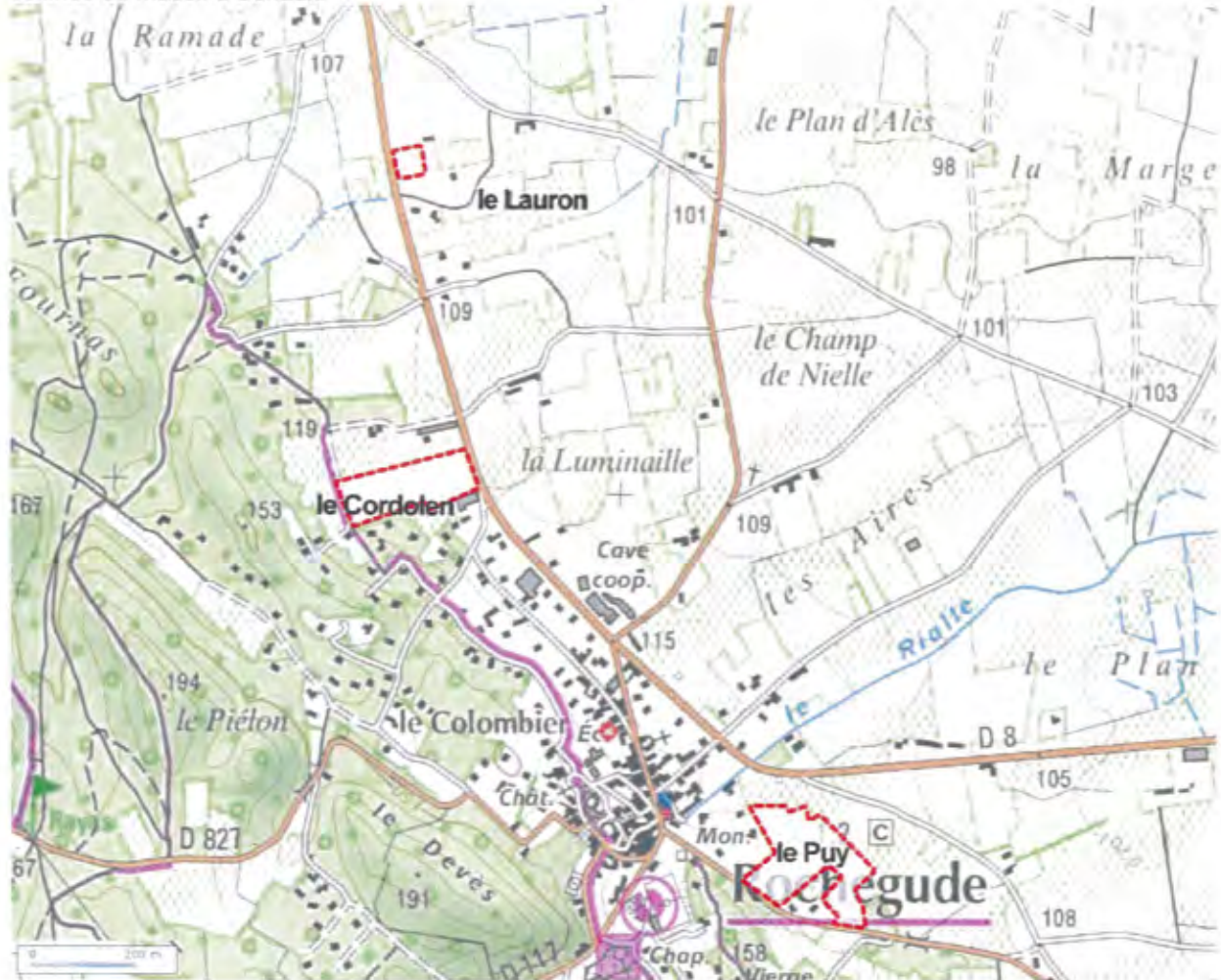


Vue interne



1.4 ANALYSE NATURELLE DES SITES

La topographie, l'hydrographie et la végétation se démarquent selon l'entité paysage concernée, ainsi le Lauron aura les caractéristiques de la plaine agricole et le Cordolen et le Puy auront les caractéristiques des collines du massif d'Uchaux.



Site 1- le Lauron

Topographie

Le site est dans la plaine agricole, il est donc plat et ne présente aucune contrainte particulière. La pente naturelle du terrain, très faible, est orientée vers le canal du comte au Nord-Est.

Hydrologie

Un fossé est présent à l'ouest, en bordure de la RD 8 qui récupère les eaux de surface de la voie.

Végétation

Le site est aujourd'hui occupé par des terres non cultivées. Il est bordé à l'Ouest par quelques cyprès et au Nord par des vignes.

Les sites 2 & 3 – Le quartier Cordolen et le quartier le Puy

Les deux sites sont relativement semblables sachant qu'ils sont implantés, tout comme le village, sur le versant Est des collines du massif d'Uchaux.

Topographie

Les deux sites suivent une légère pente qu'il faudra prendre en compte dans l'urbanisation, sans pour autant contraindre les aménagements. En fond de paysage le centre ancien sur la colline dominera le site.

La pente Est Ouest permet d'évacuer les eaux de surface et la présence de fossés permet une récupération naturelle et efficace des eaux pluviales.

Hydrologie

L'ensemble des accotements reçoit les eaux pluviales de surface de la RD 8. Les eaux de ruissellements canalisés dans de petits fossés agricoles créent un véritable enjeu contre les inondations et en termes de paysage. Il faudra les respecter, les conserver et même les affirmer.

Il conviendra au moment de l'urbanisation de vérifier l'impact des projets en matière hydraulique, afin d'évaluer les capacités de reprise des réseaux en place et de définir les aménagements nécessaires à réaliser, notamment en vue de la collecte des eaux pluviales.

Le quartier Le Puy est bordé à l'Ouest par la Riaille et ses abords sont classés en zone inondable. Quant au quartier Cordolen, il n'est traversé par aucun cours d'eau.

Végétation

Les secteurs d'étude se situent en zone semi urbaine et agricole. Les terrains sont essentiellement occupés par des vignes, sauf quelques terres en jachères. Certaines parcelles sont bordées par des haies et par des bosquets en amont. La RD 8 est bordée par des cyprès selon une implantation hétérogène.

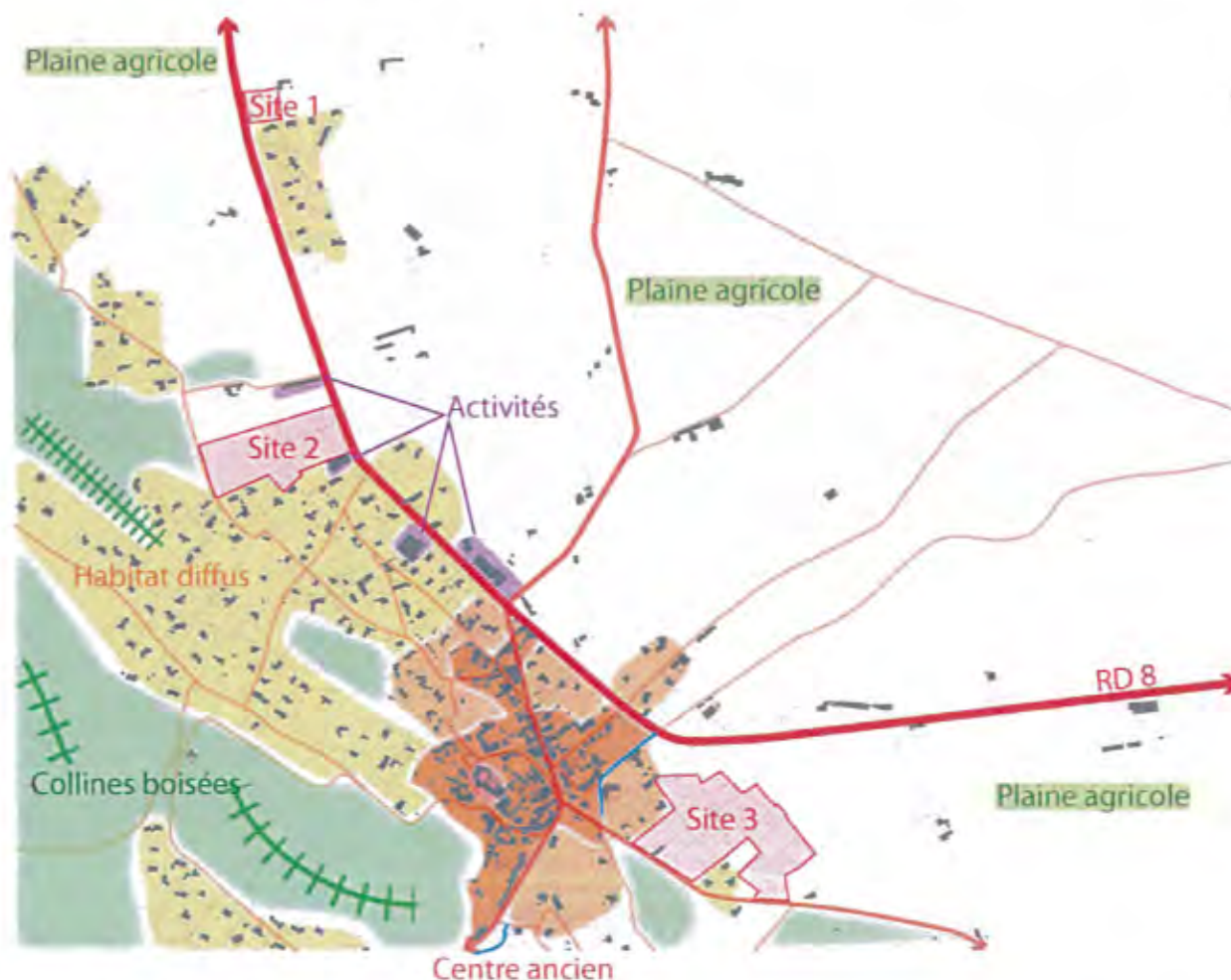


1.5 ANALYSE DU CONTEXTE URBAIN

L'urbanisation du site

Les deux sites principaux (Quartier Cordolen et Quartier Le Puy) se trouvent respectivement sur la limite Nord et Sud de l'urbanisation du village, dans la continuité d'un habitat individuel diffus, en périphérie du centre. Cette urbanisation diffuse est néanmoins peu visible car elle est largement boisée. Par leur traitement urbain, ces espaces vont jouer un rôle important dans la perception d'entrée de ville. Il s'agit de proposer une urbanisation annonçant l'entrée dans un secteur urbain dense. Cet aménagement devra prendre en compte la légère pente, la végétation et la cohérence architecturale. De ces sites commenceront les circulations piétonnes le long de la RD 8, vers le village, auxquelles seront associés aux aménagements paysagers.

Quant au Site du Lauron, il permet de rattacher l'ensemble d'habitations individuelles à l'ancien corps de ferme se situant au Nord.



Le réseau viaire

La route départementale RD 8 est la première de ce réseau ; en dehors de la zone urbaine, elle est bordée de manière aléatoire par des cyprès. Cet aménagement léger lui donne un caractère moins routier qu'elle n'est. Cet alignement sera à maintenir dans les aménagements.

Site 1 - Le Lauron

Le secteur est longé à l'Ouest par la RD 8, une voie déjà existante permet de desservir les différentes habitations ainsi que la parcelle étudiée.

Site 2 - Quartier Cordolen

Le secteur est longé à l'Est par la RD 8, et un accès direct depuis cette voie permet de desservir le tènement situé au nord du site. Cette voie relativement étroite dessert aujourd'hui les différents bâtiments agricoles. Une autre voie communale longe le site à l'Ouest.

Le réseau viaire sera à renforcer entre ces voies existantes dont une voie débouchant directement sur la RD 8.

Voie Ouest



Voie Nord



Site 3 - Quartier le Puy

Le secteur est séparé au Nord de la RD 8 par des champs de vignes et un accès direct depuis cette voie permet de desservir ce secteur agricole par une voie qui n'est aujourd'hui qu'un chemin agricole. Le site est également longé, au Sud, par la RD 817 vers Lagarde Paréol. Afin de desservir davantage le secteur entre les voies existantes, le réseau viaire sera à renforcer.

Chemin agricole



RD 817



Typologie de l'habitat existant

Habitat individuel diffus

Ces maisons sont indépendantes les unes des autres : par leur style et par leur implantation dans la parcelle. Elles ont toutes une hauteur de R0 ou R+1, les façades sont en enduit de coloris relativement homogènes (blanc-beige-rose), les toitures sont à deux pans en tuiles.

Habitat ancien et bâtiments agricoles

L'habitat diffus s'est développé autour de maisons anciennes dont l'architecture est simple, avec des volumes peu importants et épurés. Les toitures sont souvent à deux pans en tuiles, les façades sont en pierres jointées avec la présence de quelques murs en enduit.

Habitat ancien

Habitat individuel diffus

Site 1 - Le Lauron



Site 2 - Le Cordolen



Site 3 - Le Puy



2 ENJEUX ET OBJECTIFS

Les secteurs 2 et 3 vont se rattacher à la zone urbaine du village de Rochegude.

L'urbanisation des sites de Cordolen et du Puy aura un impact fort sur l'image du village et par conséquent, elle déplacera la perception des deux entrées de village, ainsi l'itinéraire associé devra être en cohérence avec les espaces aménagés en périphérie.

Les aménagements proposés doivent permettre aux automobilistes de comprendre naturellement qu'ils rentrent ou qu'ils sortent de l'agglomération. L'urbanisation aux abords de la voie et les accès depuis cette dernière, contribuent à cette nouvelle destination.

L'emprise routière actuelle permet d'envisager des aménagements de qualité où les automobilistes, cyclistes et piétons vont pouvoir cohabiter en toute sécurité.

Quant au site du Lauron, il est détaché du village, la silhouette du château se dessine néanmoins en arrière-plan en arrivant de Bollène sur la RD 8.

L'urbanisation future devra s'inspirer des éléments majeurs périphériques, en observant l'existant. Les trois secteurs sont entourés d'habitat individuel, celui de Cordolen est également occupé par de l'activité. Ainsi le développement de chacun des sites aura la même vocation que les espaces voisins : essentiellement de l'habitat et quelques activités commerciales en entrée Nord, au Cordolen.

L'urbanisation des secteurs n'occultera pas la perspective vers le château, le clocher et les bois si elle se fait en cohérence et dans la continuité de l'existant. Les éléments importants pour une insertion de qualité seront donc constitués par la hauteur et l'aspect extérieur des futurs bâtiments ainsi que leur mode d'implantation vis-à-vis de la voie. L'ouverture à l'urbanisation des zones AU devra se réaliser dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble qui devra respecter les principes d'aménagements préconisés dans la présente étude « Loi Barnier » et retranscrits dans les orientations d'aménagements et le règlement du PLU.

L'aménagement de la voie doit permettre une bonne desserte des parcelles construites, et elle doit faire le lien avec les dessertes internes, permettant ainsi le bouclage de la voirie de la zone.

3 ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT

3.1 SÉCURITÉ et NUISANCES

Les différents accès sur la RD 8 depuis les zones concernées ont été étudiés en lien avec le service des routes du Conseil Général de la Drôme. Les préconisations données, dans le cadre de ces études, sont reprises dans les orientations d'aménagement.

Site 1 - Le Lauron



Sécurité

Aucun accès spécifique pour la construction d'habitations ne sera créé à partir de la RD 8. L'accès actuel sera maintenu. Cette future configuration ne remettra pas en cause le fonctionnement des dessertes internes du secteur.

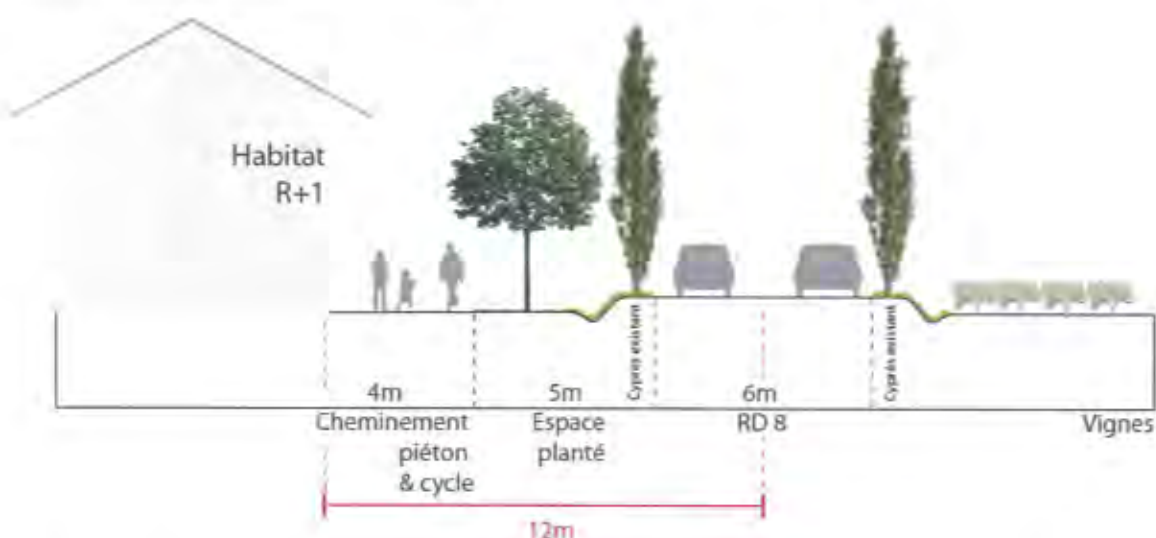
Aucun carrefour nouveau ne sera donc créé. L'accès aux lots se fera donc uniquement à partir de cette desserte interne.

Nuisance visuelle & sonore

Afin d'éviter toute nuisance visuelle, les habitations prévues sur cette parcelle seront en cohérence avec l'aspect de l'ancienne maison (couleur, volume) et son implantation. Ces nouvelles constructions ne feront que renforcer l'aspect de hameau.

Les nuisances sonores générées par les habitations seront quasi inexistantes. Quant aux nuisances sonores générées par le trafic routier seront atténuées si les bâtiments sont implantés avec un recul suffisant (30m de l'axe). Un effort d'isolation acoustique au niveau des façades en bord de RD 8 sera préconisé.

Site 2 - Le Cordolen – Entrée Nord



Sécurité

Un accès spécifique sera créé à partir de la RD 8 sous forme de carrefour simple.

Le réaménagement des abords de la RD 8 va contribuer à une sécurité maximale du trafic et permettra le passage des cycles et des piétons dans un aménagement paysager de qualité jusqu'au Puy.

Les différents aménagements annonceront l'entrée dans le village :

- Le double alignement de cyprès sera renforcé par un deuxième alignement d'arbres entre la voie et le cheminement piéton.
- Un cheminement piéton large de 4 m, créera un parvis aux éventuels commerces installés en rez-de-chaussée.
- Un front bâti de qualité en R+1.

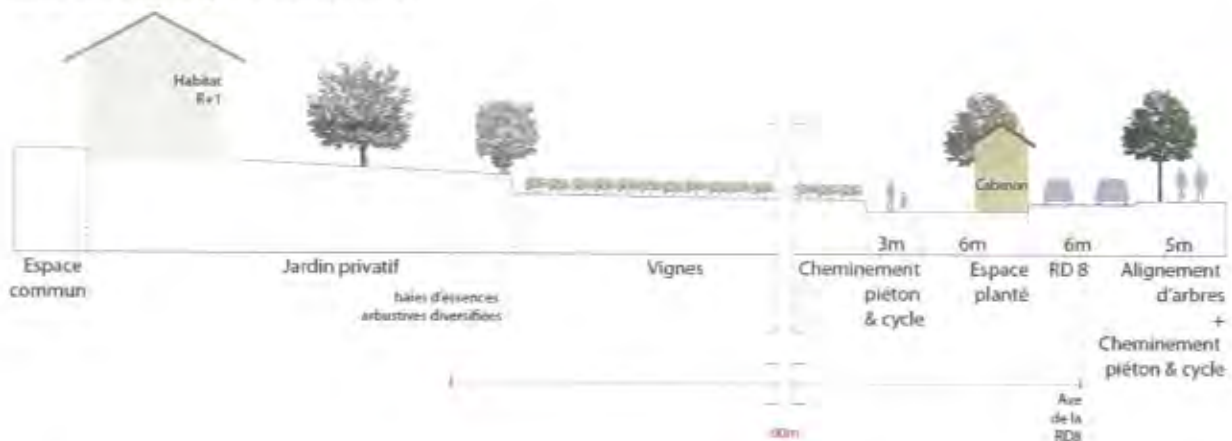
Ils permettront de donner une ambiance plus urbaine et inciteront au ralentissement des véhicules en entrée de village :

Nuisance visuelle & sonore

Pour une cohérence visuelle, les façades créées le long de la RD 8 seront à la même hauteur que le bâti haut des activités environnante (R+1). Un aménagement paysager sera effectué sur l'espace laissé libre entre la voie et les premières façades. Il sera associé aux chemins de déplacement doux et permettra de signaler l'arrivée dans le village.

Les nuisances sonores générées par une activité commerciale seront très faibles sur le reste du secteur. Quant aux nuisances sonores générées par le trafic routier seront atténuées si les bâtiments sont implantés avec un recul suffisant (12m de l'axe). Un effort d'isolation acoustique au niveau des façades en bord de RD 8 sera préconisé.

Site 3 - Le Puy – Entrée Sud



Sécurité

Un accès existe déjà depuis la RD 8 vers le site, mais sa configuration n'est pas satisfaisante pour un carrefour sécurisé, il ne sera donc pas utilisé et sera maintenu comme un chemin agricole.



L'urbanisation du site n'aura pas d'accès direct sur la RD 8, cependant un nouvel accès sera, à terme, aménagé dans la continuité de voie de desserte interne à cette zone. Ce nouvel accès répondra aux normes de sécurité (visibilité dégagée et angle de 90° entre les 2 voies). Elle fait l'objet d'un emplacement réservé et sera réalisée par la commune. La réalisation de cette voie se fera dans un deuxième temps.

Par ailleurs, le réaménagement de la RD 8 va contribuer à une sécurité maximale du trafic et permettra le passage des cycles et des piétons dans un aménagement paysager de qualité jusqu'à Cordolen. Ces aménagements annonceront l'entrée dans le village, ils permettront de donner une ambiance plus urbaine et inciteront au ralentissement des véhicules en entrée de village.

Nuisance visuelle & sonore

Pour une cohérence visuelle, les habitations prévues sur ce secteur devront se projeter en cohérence avec l'habitat ancien (couleur, volume).

Les nuisances sonores générées par les habitations seront quasi inexistantes. Quant aux nuisances sonores générées par le trafic routier, elles seront atténuées par le recul maintenu entre la RD8 et les premières constructions (60m de l'axe de la RD8). Un effort d'isolation acoustique au niveau des façades en bord de RD 8 sera préconisé.

3.2 COMPOSITION URBAINE

Site 1 - Le Lauron – zone d'habitat

Les futures maisons seront construites à 30m de l'axe de la RD 8 comme l'actuelle maison individuelle implantée au sud de la parcelle étudiée. Cette implantation homogène permettra de donner une unité à cet ensemble de maisons individuelles et de se rattacher à l'ancien corps de ferme situé au Nord du secteur.

Les constructions devront s'implanter :

- avec un recul imposé de 30m vis-à-vis de l'axe de la voie, pour rester dans la continuité des implantations existantes.
- parallèlement ou perpendiculairement à la RD 8, afin d'avoir un ensemble urbain structuré.
- en limite Nord de parcelle afin d'être se rattacher à l'ancien corps de ferme, de profiter d'une meilleure orientation du bâti ainsi que d'un espace extérieur non segmenté.

L'espace restant entre la RD 8 et les futures maisons sera traité d'abord en fossé d'évacuation des eaux de surface puis par en espace vert planté privé.

Le long de la RD 8, une haie d'espèces variées délimitera l'espace public de l'espace privé. La limite Nord, sera définie soit par l'habitation, soit par une clôture maçonnée.

Sites 2 & 3

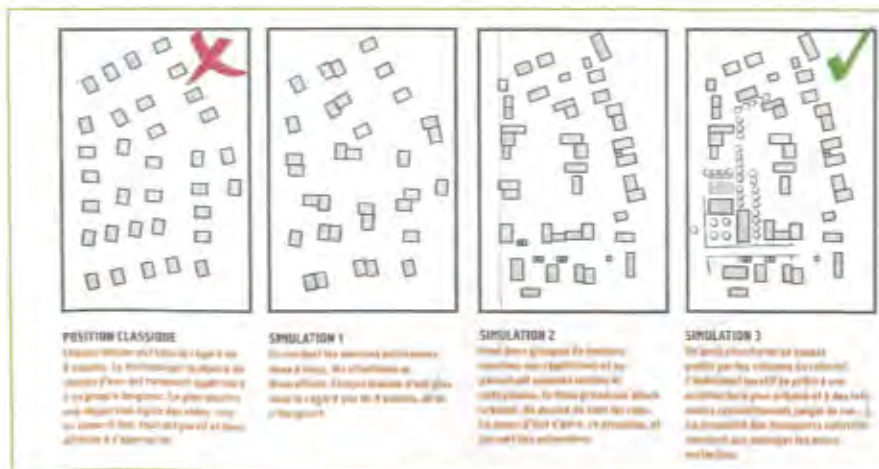
La future organisation urbaine détermine le fonctionnement général de la RD8 et des terrains qui la bordent. Ces nouvelles urbanisations conduiront également à une qualité paysagère des sites. L'ouverture à l'urbanisation devra se faire sous la forme d'une opération d'aménagement d'ensemble devant respecter les principes d'aménagement étudiés dans le présent document.

- Les voies nouvelles seront reliées aux réseaux existant. Toutefois, des espaces sans connexion au maillage existant, comme des cours, pourront être aménagées. Dans ce cas, le caractère piétonnier sera accentué ainsi que le traitement paysager : elles ne seront pas traitées comme un espace de stationnement.

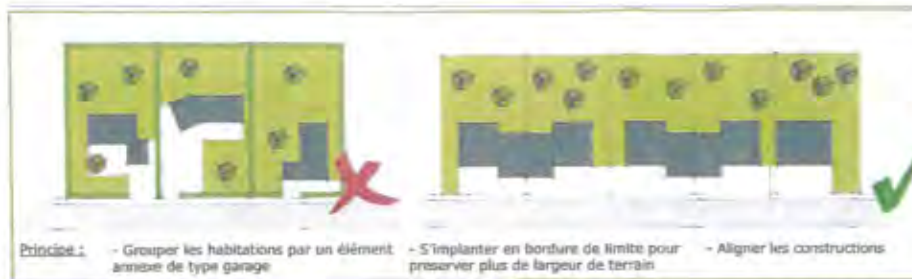


- Afin d'optimiser l'usage d'une voie, il est préférable de choisir un découpage parcellaire longitudinal avec la limite la plus étroite le long des espaces communs.
- Les ensembles bâtis devront présenter une densité moyenne, intermédiaire entre la densité du centre ancien et la densité de l'habitat pavillonnaire diffus. Cette densité permettra de rattacher les différents tissus urbains entre eux tout en prenant exemple de la qualité urbaine du centre ancien.
- La diversité de typologie d'habitat est nécessaire. L'habitat collectif ou intermédiaire apportera une façade urbaine structurante. Il pourra s'associer à de l'habitat intermédiaire. L'habitat individuel sera majoritairement groupé.

- Un bâti en limite de parcelle et d'espaces publics conduira à un nouveau tissu urbain structuré :



Il permettra également de profiter d'un terrain extérieur d'un seul tenant.



(Source : CAUE de l'Isère)

Selon l'organisation de la voirie par rapport aux parcelles, l'implantation du bâti varie. L'implantation au Nord, sera celle qui sera privilégiée, afin de profiter de l'exposition Sud.

a_Accès Nord :

Implanter les constructions en limite d'espace commun avec un recul possible pour le trapèze d'accès, et les éléments techniques.

b_Accès Sud :

Implanter les constructions au Nord afin de conserver le maximum d'espace pour les jardins privés au Sud. Maintenir également les espaces de stationnements des véhicules au Sud pour ne pas empiéter sur l'espace dédié au jardin.

c_Accès Est ou Ouest :

Implanter les constructions en limite d'espace commun, avec un recul possible pour le trapèze d'accès et les éléments techniques.



L'implantation et l'accès à la parcelle seront également adaptés à la pente. Les principes architecturaux seront développés dans QUALITE ARCHITECTURALE.

Chemin d'accès perpendiculaire aux voies d'accès.	Chemin perpendiculaire d'accès aux voies d'accès, avec un garage séparé.	Chemin d'accès parallèle au courbe de niveau.

(Source : Construire et aménager dans un parc naturel régional – PNR Chartreuse et Vercors)

Site 2 - Le Cordolen – Entrée Nord – zone d'habitat et de commerces

Les futurs bâtiments en façade de voie seront construits à 12 m de l'axe de la RD 8 comme le bâtiment agricole situé au Nord. Cette nouvelle façade urbaine annoncera l'arrivée dans une urbanisation du centre village.

Les constructions devront s'implanter

- pour constructions en façade de la RD 8
 - o avec un recul imposé de 12m vis-à-vis de l'axe de la voie, pour rester dans la continuité des implantations existantes.
 - o parallèlement ou perpendiculairement à la RD 8, afin d'avoir un ensemble urbain structuré.
- pour les constructions en arrière-plan
 - o Elles seront implantées selon un l'axe principal desservant le site : les sens de faitage principaux dans l'axe de la pente et des parcelles agricoles, soit Sud-Ouest/Nord-Est.
 - o parallèlement ou perpendiculairement aux voies internes, afin d'avoir un ensemble urbain structuré.

Site 3 - Le Puy – Entrée Sud – zone d'habitat

Le site suit une pente constante du Sud-ouest vers la RD8. L'implantation des constructions devra prendre en compte cette topographie ainsi que les terrasses, de manière à maintenir les restanques et murs de soutènement existants. Les bâtiments devront ainsi, si nécessaire, s'organiser sur plusieurs niveaux.

- pour les bâtiments les plus proches de la RD 8
 - o avec un recul imposé de 60m vis-à-vis de l'axe de la voie, pour rester dans la continuité des implantations existantes.
 - o parallèlement ou perpendiculairement aux voies de dessertes internes, afin d'avoir un ensemble urbain structuré.
- pour les bâtiments en arrière-plan
 - o selon un sens de faitage principal dans l'axe de la pente et des parcelles agricoles, soit Sud-Ouest/Nord-Est, ou perpendiculaire à celles-ci

3.3 INSERTION PAYSAGERE

L'aménagement de la voie et de ses abords se base sur une analyse de l'existant qui détermine les points sensibles en terme paysager. Cette approche permet d'apporter des réponses concrètes, dans le maintien de zone sensible ou encore dans la localisation d'espaces propres à accueillir des plantations et aménagements paysagers divers.

Les coupes précédentes montrent la présence de fossés le long de la voie, tels les petits fossés agricoles. Le maintien de cet aménagement permettra de récupérer les eaux de ruissellements de la RD 8. Des essences végétales sont également présentées sur les coupes, elles structurent la voie et affirment les changements d'ambiances voulues. Ces plantations serviront à assurer l'insertion paysagère des nouveaux bâtiments, sans toutefois générer une frontière visuelle totale qui aurait tendance à « refermer » la voie sur elle-même.

Sur les trois secteurs, il convient de tenir compte :

- de l'implantation hétérogène de cyprès constatée.
- des axes visuels depuis la RD 8 ainsi que des axes visuels dominant cette voie.

Site 1 - Le Lauron

Un aménagement simple est souhaitable sur ce site pour :

- Maintenir le détachement physique de ce hameau avec le secteur dense du village.
- Maintenir la relation visuelle du hameau avec le château.
- Favoriser une cohérence esthétique avec le corps de ferme : couleur, volumétrie.

Privilégier une végétation variée et d'essences locales pour les haies de clôture.

Sites 2 & 3

Ces deux sites indiqueront l'entrée dans le centre du village. Leur aménagement sera l'image d'accueil du village. La qualité de l'architecture des bâtiments et leurs abords paysagers seront donc à privilégier.

Les plantations sur chaussée, par la taille, le volume et la répétition des éléments, vont induire les notions de voie urbaine et inciter à ralentir. On quitte progressivement la notion de route pour aller vers la rue : les circulations piétonnes et cycles seront à valoriser.

Site 2 - Le Cordolen – Entrée Nord

Le recul prescrit par cette étude « Loi Barnier » libère un espace de 7 m de large réservé à la circulation douce et à l'aménagement d'un espace vert. Il sera à terme relié avec le trottoir existant au Nord. Il sera divisé en deux par la jonction de la nouvelle voie interne avec la RD8.

La moitié Nord sera un espace planté privé. Quant à la moitié Sud, elle sera occupée par des activités commerciales. Son aménagement devra prendre en compte le flux des clients tout en proposant un espace public de qualité, soit comme un parvis devant les commerces.

Les stationnements seront proscrits dans cet espace, ils seront implantés du côté Ouest des bâtiments.

Site 3 - Le Puy – Entrée Sud

Le recul prescrit par cette étude « Loi Barnier » libère un espace de 57 m de large.

La vue offerte sur le château est remarquable, il est nécessaire de prévoir un aménagement en relation avec ce patrimoine. Ainsi pour maintenir une vue dégagée, les murs de clôtures hauts sont à proscrire.

Un ancien cabanon est implanté le long de la RD 8, c'est un symbole notable de cette entrée. Il marquera l'espace de cheminement doux entre la chaussée et l'espace des circulations douces.

Les clôtures

Site 1 - Le Lauron

Les clôtures devront avoir un aspect homogène :

- en façade Nord, une continuité du bâti avec un mur à 1m80 maximum pourra être construite sur un linéaire réduit. Les haies diversifiées d'essences locales seront favorisées (buissons et arbres de haute tige en alignement relâché). Elles aideront à l'intégration paysagère de cette nouvelle urbanisation dans l'ensemble boisé existant. Ces haies pourront être associées à un muret d'une hauteur maximum de 60 cm, et d'un grillage à maille soudée de teinte neutre ou naturelle du côté intérieur de la parcelle.
- en façade Ouest, une végétation diversifiée de buissons et d'arbres de haute tige en alignement relâché du côté extérieur de la parcelle et un grillage à maille soudée de teinte neutre ou naturelle du côté intérieur de la parcelle.

Sites 2 & 3

L'ensemble des clôtures devront avoir un aspect homogène. Une continuité du bâti avec un mur à 1m80 maximum pourra être construite sur un linéaire réduit. Les haies diversifiées d'essences locales seront favorisées (buissons et arbres de haute tige en alignement relâché). Elles aideront à l'intégration paysagère de cette nouvelle urbanisation dans la trame boisée existante. Ces haies pourront être associées à un muret d'une hauteur maximum de 60 cm, et d'un grillage à maille soudée de teinte neutre ou naturelle.

3.4 QUALITE ARCHITECTURALE

Le volume, la hauteur, les teintes du bâti concernant directement le volet architectural de la loi Barnier. L'effort architectural doit être retranscrit dans le règlement du document d'urbanisme.

L'enjeu est de donner une image cohérente à la voie afin que le lieu devienne une véritable entrée de ville.

Une homogénéité dans le bâti sera à maintenir entre les trois secteurs selon les volumes et les couleurs, ainsi il sera demandé d'éviter des couleurs ou des matériaux trop singuliers. Les matériaux destinés à être enduits (parpaings, briques) ne pourront être utilisés à nu et devront être enduits.

Les couleurs des façades et des toitures devront être de même ton avec des possibilités de variantes. Afin de rester dans les couleurs pratiquées, les couleurs autorisées sont choisies dans la palette RAL conformément à celles présentées ci-dessous, ou dans des tonalités proches de celles-ci.

- pour les façades des bâtiments :



RAL 1013 – Blanc Perlé
RAL 1015 – Ivoire Clair
RAL 1001 – Beige

RAL 9001 – Blanc Crème
RAL 7044 – Gris Soie
RAL 7032 – Gris silex

- pour les menuiseries :



RAL 9003 – Blanc de sécurité

RAL 6019 – Vert Blanc
RAL 6021 – Vert Pâle

RAL 6034 – Turquoise Pastel
RAL 5012 – Bleu Clair

RAL 3009 – Rouge Oxyde
RAL 3011 – Rouge Brun

Auquel s'ajoutent des teintes de bois naturel : Chêne moyen – Chêne foncé – Chêne rustique. Les teintes de bois clair sont exclues.

Site 1 - Le Lauron

La façade Nord de cette extension sera dans la continuité visuelle du corps de ferme. Dans un souci de cohérence, cette façade devra donc être d'une hauteur de R+1. Les autres façades seront d'une hauteur maximale en R+1. L'ensemble des constructions devra être composé de volumes simples avec des toitures à deux pans, en tuiles. Dans l'ensemble du volume construit, un élément, peut être en conçu en R0 avec une toiture plate.

Site 2 - Le Cordolen – Entrée Nord

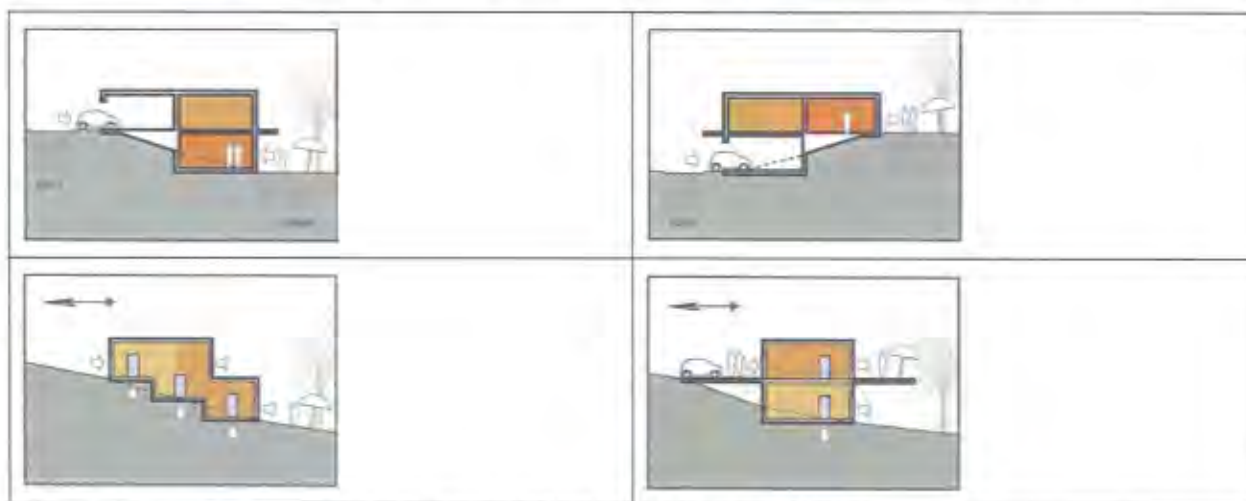
Les premières constructions le long de la RD 8 seront en R+1 minimum.

Les constructions à l'ouest de ce premier ensemble bâti seront établies dans un programme d'ensemble. Elles seront composées de volumes simples et pourront marquer une alternance de hauteur de volumes entre R+1 et R0. Un ensemble de constructions en R0 ne pourra être autorisé.

Les toitures peuvent être à deux pans ou plates et végétalisées selon la cohérence architecturale.

Site 3 - Le Puy – Entrée Sud

Ces secteurs suivent une pente variable, toutes les constructions auront un impact sur l'image des entrées Nord et Sud du village. Elles seront intégrées à la pente selon les principes suivant :



(Source : Construire et aménager dans un parc naturel régional – PNR Chartreuse et Vercors)

Dans le cadre d'une composition d'ensemble, les constructions seront composées de volumes simples et devront être composées de volume en R+1 avec la possibilité d'une alternance de hauteur de volumes entre R+1 et R0. Un ensemble de construction qui serait uniquement en R0 ne pourra être autorisé et les constructions en façade de la RD 8 privilégieront une hauteur de R+1.

Les toitures peuvent être à deux pans ou plates et végétalisées selon la cohérence architecturale et la cohérence d'ensemble.

3.5 SCHEMA DES PRINCIPES D'AMENAGEMENT A RESPECTER

Rochegude - Etude Loi Barnier - Site 1 : Le Lauron





RocheGude - Etude Loi Barnier - Site 3 : Quartier Le Puy Localisation du recul par rapport à la RD 8 et réseau viaire



RocheGude - Etude Loi Barnier - Site 3 : Quartier Le Puy Localisation du recul par rapport à la RD 8 et réseau viaire

